



Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont...

à chacun de faire son opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

*_**

Planification des Thèmes & Sujets

- 1 – Lois & Décrets
- 2 – Nécrologies & Mémoires
- 3 – Décorations & Commémorations
- 4 – Autorités, Etats-Majors
- 5 – Chroniques & Libres propos
- 6 – Opex & Zones de conflits
- 7 – Défense de par le Monde
- 8 – Nos Forces Armées

- a) – Armée de Terre
- b) – Marine Nationale
- c) – Armée de l'Air
- d) – Gendarmerie Nationale
- e) – Service de Santé
- 9 – France : Armements & Industries
- 10 – Le Monde : Modernisations & Equipements
- 11 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
- 12 – Livres & Publications

1 – Lois & Décrets

JORF n°0063 du 15 mars 2013

MINISTERE DE LA DEFENSE

27 Arrêté du 28 février 2013 portant organisation et fonctionnement du comité des archives de la défense

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027172876&dateTexte=&categorieLien=id>

ANCIENS COMBATTANTS

65 Arrêté du 1er mars 2013 modifiant l'arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027173087&dateTexte=&categorieLien=id>



2 – Nécrologies & Mémoires

Deux anciens du Casabianca de 1942 sont morts



Une délégation du SNA Casabianca a honoré la mémoire de Louis Gicquel. (Photo Prémarm Toulon)

Louis Gicquel et **Maurice Praly**, deux anciens du sous-marin *Casabianca*, se sont éteints à quelques jours d'intervalle, apprend-on de la préfecture maritime de Toulon. Le premier était quartier-maître électricien sur le sous-marin dont l'équipage qui avait préféré combattre plutôt que de sa saborder, en novembre 1942, avec le commandant **L'Herminier**, dont l'aventure a inspiré des

générations de sous-marinières. Il avait servi pendant six ans à bord. Maurice Praly (91 ans) s'était engagé à bord de la *Marseillaise*, en 1938, comme quartier-maître mécanicien, puis avait rallié le *Casabianca* par la suite.

Le *Casabianca* d'aujourd'hui, qui perpétue la mémoire des **FNFL**, est un des six SNA de la Marine.

Publié par mamouth leader à [3/14/2013 04:56:00 PM](#)

Pour la mémoire de Koufra

Le **RMT** va inaugurer le 20 mars une statue en bronze du maréchal Leclerc rappelant l'engagement des premiers Français Libres à Koufra, le 1er mars 1941.

C'est l'adjudant-chef **Daniel Nevot** (93 ans !), le dernier survivant de ce premier succès de la France libre qui a financé une partie du monument, Serge Dassault ayant pour sa part réglé la statue.

Le vétéran avait déjà financé une autre statue mêlant un marsouin et un tirailleur sénégalais. En mars 2010, Daniel Nevot avait été décoré officier de la légion d'honneur par le commandant de la **2e BB**, dont dépend le RMT.

Publié par mamouth leader à [3/14/2013 02:19:00 PM](#)

Décès du lieutenant Ewald Heinrich von Kleist, dernier protagoniste de l'attentat manqué contre Hitler

Zone Militaire, 13 mars 2013 – 11:38



Le 20 juillet 1944, le lieutenant-colonel von Stauffenberg déposait des explosifs cachés dans une serviette à deux mètres d'Adolf Hitler, lors d'une réunion d'état-major organisée dans la "Tanière du loup", à Rastenburg, en Prusse-Orientale. A midi, la bombe explosa : quatre officiers furent tués mais le chef du régime nazi en ressortit indemne, grâce au pied en béton de la table où étaient disposées les cartes.

Cet attentat aurait dû marquer la fin du régime nazi, ses organisateurs, parmi lesquels l'on trouvait des officiers ainsi que des militants politiques conservateurs et sociaux-démocrates, ayant alors prévu de lancer un coup d'Etat en détournant le plan Walkyrie, destiné initialement à réprimer d'éventuels troubles internes en Allemagne.

Parmi eux figurait le lieutenant Ewald Heinrich von Kleist, dont le décès, à l'âge de 90 ans vient d'être annoncé par le quotidien allemand Die Welt et qui était ainsi le dernier protagoniste vivant de ce complot contre Hitler.

D'après une relation qui a été faite de ce projet d'attentat, cet officier, issu d'une ancienne lignée prussienne ayant donné de grands serviteurs de l'Etat au cours des siècles, avait été initialement désigné pour porter la serviette piégée auprès d'Hitler. Mais le lieutenant-colonel von Stauffenberg décida finalement de s'en charger lui-même.

Aussi, le rôle du jeune officier fut alors limité à l'arrestation des dirigeants nazis une fois la mort d'Hitler confirmée. Comme elle ne le fut pas, lui et les autres conjurés furent l'objet d'une répression féroce. le lieutenant-colonel von Stauffenberg, le colonel Albrecht Ritter Mertz von Quirheim, le lieutenant en chef Werner von Haefen et le général Friedric Olbricht furent arrêtés et exécutés.

Le lieutenant von Kleist fut d'abord emprisonné à Berlin, puis envoyé au camp de concentration de Ravensbrück, avant d'être renvoyé au combat, les charges retenues contre lui ayant été abandonnées, faute de preuves, en décembre 1944. Il fut par la suite fait prisonnier par l'armée américaine en Italie.

Son père, opposant au régime d'Hitler depuis 1933, fut condamné à mort, comme d'autres membres de cette résistance intérieure au nazisme, dont certains furent pendus avec des cordes de piano.

Plus tard, Ewald Heinrich von Kleist raconta qu'il avait déjà été approché par le lieutenant von Stauffenberg en janvier 1944 pour commettre un attentat suicide contre Hitler. Ayant soumis ce projet à son père, ce dernier l'encouragea à le faire. Mais finalement, cette tentative d'assassinat n'eut pas lieu.

Après la guerre, Ewald Heinrich von Kleist devint éditeur et créa, en 1962, la "Wehrkundetagung" qui deviendra plus tard [la Conférence de Munich sur la politique de sécurité](#).

3 – Décorations & Commémorations

Abel Chennouf et Mohamed Legouad seront faits chevaliers de la Légion d'honneur vendredi

Ligne de Défense, 13.03.2013



Après avoir remis, lundi, en présence de sa famille, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume à l'adjudant Imad Ibn Ziaten, Jean-Yves Le Drian présidera, vendredi 15 mars, à 11h30, la cérémonie de remise des insignes de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume au caporal-chef Abel Chennouf et au caporal Mohamed Legouad du 17e Régiment du génie parachutiste.

Ces deux militaires du 17e RGP sont morts pour le service de la Nation, le jeudi 15 mars 2012 à Montauban.

4 – Autorités, Etats-Majors

La création d'un centre multinational pour la formation des pilotes d'hélicoptère est sur les rails

Zone Militaire, 9 mars 2013 – 10:32

La défense européenne vient de faire l'objet d'un sommet organisé à Varsovie par le groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque, Hongrie et Slovaquie) et auquel la France et l'Allemagne avaient été conviées.

Les ministres de la Défense des 6 pays représentés ont souligné que "des mesures décisives doivent être prises pour affirmer une volonté politique commune d'agir et de s'attaquer aux menaces pesant sur notre sécurité ."

Et, toujours dans leur déclaration finale, ils ont indiqué vouloir "agir en faveur des capacités européennes de Défense, de la politique commune de sécurité et de Défense, ainsi que du renforcement de l'Otan."

L'initiative qu'a lancée la République tchèque aurait pu être prise dans le cadre, justement, de cette défense européenne, que tout le monde, ou presque, appelle de ses vœux, mais qui peine à avancer.

Mais finalement, Prague a fait le choix de l'Otan pour mettre sur pied un centre de multinational dédié à la formation et à l'entraînement des pilotes d'hélicoptère. Une [lettre d'intention](#) a été signée le mois dernier par trois autres pays, parmi lesquels l'on trouve la Slovaquie, la Croatie et les Etats-Unis.

La présence de ces derniers explique à elle-seule le choix atlantiste alors qu'il est question de former des pilotes appelés à mettre en oeuvre les hélicoptères d'origine russe de type Mi-17... lesquels ne figurent pas dans l'inventaire de l'armée américaine, les seuls que Washington a commandés étant destinés à équiper l'armée afghane.

Le principe de ce centre, appelé MATC (Multinational Aviation Training Centre), avait été approuvé lors du dernier sommet de l'Otan, qui avait eu lieu à Chicago, en mai dernier. Il s'agit

d'un projet qui est dans la droite ligne du concept de "Smart Defence", lequel vise à partager les capacités militaires entre Etats membres.

Le MATC ne sera pas construit dans un endroit unique, l'idée étant d'utiliser les meilleurs installations disponibles qui existent dans les pays signataires de la lettre d'intention. Ce projet reste par ailleurs ouvert aux autres Etats membres de l'Otan, des pourparlers étant en cours avec la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et la Turquie. Et, d'après le premier vice- ministre tchèque de la Défense, Vlastimil Picek, il pourrait concerner la formation sur d'autres types d'hélicoptères.

Pentagone français : rendez-vous top secret en gare de Perpignan

L'Indépendant, Le 12 mars à 6h00 par Laure Moysset | Mis à jour le 12 mars



La rencontre se serait déroulée début 2012. PHOTO/Photo archives

Une mystérieuse clé USB sur le projet du futur ministère de la Défense aurait été remise à des agents de la sécurité nationale lors d'un échange au Centre del Món.

La très retentissante affaire de 'Balard', de corruption présumée dans l'attribution en mai 2011 au groupe Bouygues de la construction du futur ministère de la Défense, pourrait s'être nouée à Perpignan même dans le

plus grand secret. Et plus exactement au centre du monde...

Une enquête préliminaire a été déclenchée en octobre 2010 suite à un renseignement anonyme transmis à la division nationale des investigations financières. Il portait sur la passation du marché pour ce projet de Pentagone à la française. Selon une information révélée par Le Canard Enchaîné, un haut responsable du ministère de la Défense est soupçonné d'avoir fourni à un cadre de Bouygues le cahier des charges du marché, au détriment de ses concurrents Vinci et Eiffage. Un entrepreneur du BTP, déjà impliqué dans des affaires de corruption, aurait joué les intermédiaires, ajoute le journal Marianne.

Le nom et la fonction du haut fonctionnaire n'ont toujours pas été rendus publics. Une information judiciaire a été ouverte fin 2011 pour 'corruption, trafic d'influence et atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics'. En janvier 2012, sur la base d'informations des douanes, la DPSD, la direction de la protection et de la sécurité de la défense, serait entrée en possession d'une clé USB contenant des documents confidentiels relatifs à cet appel d'offres.

Des intermédiaires semblaient vouloir monnayer cette clé mais l'ont finalement remis aux agents de la DPSD lors d'un rendez-vous organisé à la gare de Perpignan ! Pourquoi en pays catalan ? Aucune réponse n'a pu nous être fournie sur le sujet. Il semble toutefois que toute ville qui possède une garnison, comme c'est ici le cas, abrite obligatoirement des agents de la DPSD. Ils pourraient ainsi s'être chargés sur place de la transmission de cette 'valise diplomatique' explosive. À moins que le transitaire, toujours inconnu, ne vienne d'un pays étranger et ne soit entré en contact avec les douanes à la frontière espagnole.

Le mystère demeure... Le contenu de la clé ne serait pas 'confidentiel défense' mais le ministre Jean-Yves Le Drian veut transmettre le dossier à la justice, estimant que ces pièces ont été volées.

L'armée, victime de l'austérité ?

Le Point.fr - Publié le 08/03/2013 à 21:04 - Modifié le 09/03/2013 à 09:31

Dans sa quête d'économies, Bercy prévoirait une baisse de 11 % du budget de la défense, soit près de 50 000 emplois menacés.



Jean-Yves Le Drian (ministre de la Défense) et Pierre Moscovici (ministre de l'Économie). © Sipa / Sipa

Pour tenir ses promesses de campagne de créer des postes dans l'éducation et dans la sécurité, François Hollande doit faire des coupes budgétaires dans ses ministères. Bercy

et le ministère de la Défense vont en effet devoir dégraisser leurs effectifs. Un ministère de la Défense qui sera le plus mis à contribution.

Près de 50 000 personnes menacées

Selon le blog Secret Défense, plusieurs scénarios sont à l'étude et l'on évoquerait aujourd'hui une proposition de 28 milliards d'euros présentée par le ministère du Budget en décembre, contre 31,4 milliards prévus en 2013. Cette proposition représente une baisse de 11 % et impliquerait, selon les armées, une coupe de près de 50 000 personnes dans les effectifs, assure le blog.

"Bercy veut sabrer la défense française"

Un député, membre de la commission de Défense, dénonce : "Certains fonctionnaires de Bercy ont une obsession : sabrer la défense française et l'industrie qui va avec. En oubliant que la défense est aussi un investissement qui rapporte, en technologies, en exportations, en emplois, en influence internationale." Le ton est donné.

En octobre dernier, le chef d'état-major des armées Edouard Guillaud soulevait quand même un problème : "Depuis 15 ans et la fin de la conscription, l'outil de défense est dimensionné en moyenne à 32 milliards constants en valeur de 2012." Un niveau de coupe de 11 %, s'il se confirme, mettrait à mal la thèse de François Hollande et Jean-Yves Le Drian que la défense participe à l'effort de désendettement "ni plus ni moins" que les autres.

60 % des suppressions totales dans la fonction publique

D'ici à 2015, le ministère de la Défense aura supprimé 54 000 postes, soit 17 % de ses effectifs de 2009 (320 000 personnels), dont 32 000 suppressions sont déjà effectives.

Sur l'année 2012, la défense, avec plus de 7 000 emplois supprimés, représente même 60 % des suppressions totales dans la fonction publique. Et la tendance à la sursollicitation financière de la défense se confirme : dans le "surgel" de 2 milliards d'euros, nouvelles économies à consentir en 2013 transmises aux ministères par le Budget, c'est encore la Défense qui est la plus touchée, avec 384 millions d'euros de crédits gelés.

Avions en triste état

Pour le chef d'état-major des armées Edouard Guillaud, ce "dégraissage" n'arrangerait pas une armée déjà mise à rude épreuve par l'opération Serval au Mali alors qu'elle sortait à peine du

bourbier afghan. "Les cloisons intérieures de certains avions sont dans un triste état ; dans la coque de certains navires, l'épaisseur du métal n'est plus que d'un centimètre en comptant les couches de peinture ; le châssis de certains blindés montre des faiblesses", énumérait-il en octobre 2012. Même si les armées ont vu leurs équipements largement renouvelés ou en passe de l'être, tels que les Rafale, hélicoptères Tigre et NH90 ou encore les blindés de l'armée de terre.

Limitier les dépenses

Pour éviter des coupes budgétaires trop brutales dans l'armée, la Cour des comptes proposait en juillet 2012 des économies. Comme limiter "l'encadrement supérieur du ministère" en gérant mieux les achats, en mutualisant au niveau européen ou encore en diminuant les dépenses qui ont le moins de lien avec les fonctions opérationnelles.

Exclusif. Vers une apocalypse budgétaire pour les armées

Le Point.fr - Publié le 13/03/2013 à 20:04 - Modifié le 14/03/2013 à 11:30 - Par JEAN GUISNEL

Le scénario noir prévoit la vente du Charles de Gaulle, la suppression de 30 régiments, l'arrêt des chaînes du Rafale et l'abandon de l'A400M. Une débâcle !



Les deux hypothèses retenues pour le futur budget des armées, un cauchemar pour Jean-Yves Le Drian. © Chesnot/Sipa

Les armées se préparent en secret à une apocalypse budgétaire. Avant même la publication du Livre blanc sur la défense qui doit intervenir dans quelques semaines, il n'existe qu'un sujet de préoccupation auminstère de la

Défense : les options budgétaires de la future loi de programmation militaire. Pour simplifier, on peut dire que le Livre blanc définit une perspective stratégique globale, quand la loi de programmation militaire qui sera discutée ensuite, durant l'été, en tire les conclusions budgétaires. Or après des mois de tergiversations, François Hollande, chef des armées, annoncera ses choix financiers le 19 mars prochain lors d'un conseil de défense, avant de les préciser le 26 mars. Rappelons qu'un conseil de défense et de sécurité rassemble autour du président le Premier ministre (Jean-Marc Ayrault), les ministres de la Défense (Jean-Yves Le Drian), de l'Intérieur (Manuel Valls), de l'Économie (Pierre Moscovici), du Budget (Jérôme Cahuzac) et des Affaires étrangères (Laurent Fabius). Le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, est présent.

Projections apocalyptiques

Passons sur les épisodes précédents et sur les exercices budgétaires internes au ministère de la Défense, qui ont accompagné les travaux sur le Livre blanc. Fin décembre 2012, les problèmes sont apparus lorsque les prévisions budgétaires sont devenues franchement inquiétantes. Avec une croissance nulle ou presque, une situation économique gravement détériorée, il est alors devenu clair que le maintien de l'effort de défense actuel (1,56 % du produit intérieur brut en 2013, pour un budget de 31 milliard d'euros) ne pourrait pas être maintenu. Jean-Yves le Drian a toujours dit que la défense serait touchée en proportion des efforts consentis par les autres ministères, pas davantage. Sauf qu'aujourd'hui, les deux projections préparées pour le conseil de défense de mardi prochain sont désastreuses pour la première, apocalyptique pour la seconde.

Hypothèse Y

La première épure budgétaire, qualifiée à l'hôtel de Brienne - siège du ministère de la Défense -, d'hypothèse "de survie", est terrible. Il s'agirait pour la défense de continuer à faire tout ce qu'elle fait aujourd'hui, mais avec beaucoup moins de personnels et de moyens. Elle impliquerait la perte de 30 000 emplois dans les armées et de 15 000 autres dans l'industrie de défense. Dans ce schéma, toutes les armées perdraient des plumes, mais d'abord l'armée de terre qui verrait disparaître sa capacité de projection. En clair, et pour prendre un scénario on ne peut plus actuel : les forces spéciales qui perdureraient auraient été capables de stopper l'offensive des groupes djihadistes sur Bamako, début janvier. Mais projeter ensuite 4 000 hommes au Mali pour une mission de plusieurs semaines, il faudrait oublier.

Dans cette hypothèse, la question du maintien de la composante aérienne de la dissuasion est posée et de nombreux programmes d'équipements seraient retardés ou repoussés aux calendes grecques. Du côté de l'industrie de défense, ce serait également un massacre et l'éventualité de la disparition de l'industriel d'armement terrestre Nexter est explicitement évoquée. "On ne sait pas faire une telle réduction, qui vient après les 54 000 suppressions de poste du précédent quinquennat", dit un hiérarque connaissant le dossier. "Mais quand on en parle avec les gens du Budget, ils nous expliquent franchement que l'hypothèse Y n'est pas possible pour eux. Qu'il faut y aller plus fort !" Mais la défense va devoir contribuer pour un milliard à l'austérité en 2014, et pour deux milliards en 2015. En deux ans, avant même de trancher dans le vif, ce sont 10 % d'une annuité qui vont sauter ! Quant à l'hypothèse Z, c'est... l'apocalypse !

Une conflagration

François Hollande, chef des armées, est pris en tenaille ! D'une part l'hypothèse Y que nous venons de voir est déjà considérée comme inacceptable par Jean-Yves Le Drian. Le ministre de la Défense sait, même si c'est accessoire, quels sont ses risques personnels dans cette affaire, face à des militaires qui n'ont jamais jugé *in fine* leurs ministres qu'à la capacité de défendre leur budget. Mais, d'autre part, l'hypothèse Z est celle que défend Bercy avec ardeur, dès lors qu'elle est seule compatible avec la politique de rigueur décidée par... le chef de l'État ! Or, là, on ne parle plus de la même défense de la France. Cette éventualité implique en effet 50 000 suppressions d'emploi dans les armées (c'est l'effectif total de l'armée de l'air) et autant dans l'industrie de défense. Dans cette hypothèse, ce serait la fin de l'armée française telle que nous la connaissons, alors même que le monde devient de plus en plus incertain. Nous avons entendu évoquer la "mise sous cocon" du porte-avions *Charles de Gaulle*, ou sa vente au Brésil ou à l'Inde. "Ce serait une conflagration, estime un expert, un bateau qui porte ce nom, en plus ! Un nouveau paquebot *France*, en pire, une fierté nationale, alors que 66 % des Français pensent qu'il faut augmenter le budget militaire !" Mais ce n'est pas tout. Ces choix budgétaires consisteraient à ramener d'ici quelques années le budget de la défense d'environ 30 milliards à 20 milliards, à faire passer la part de la richesse nationale consacrée aux armées de 1,5 % du PIB à 1,1 %. Impensable ? Apparemment, non.

Économies à la hache...

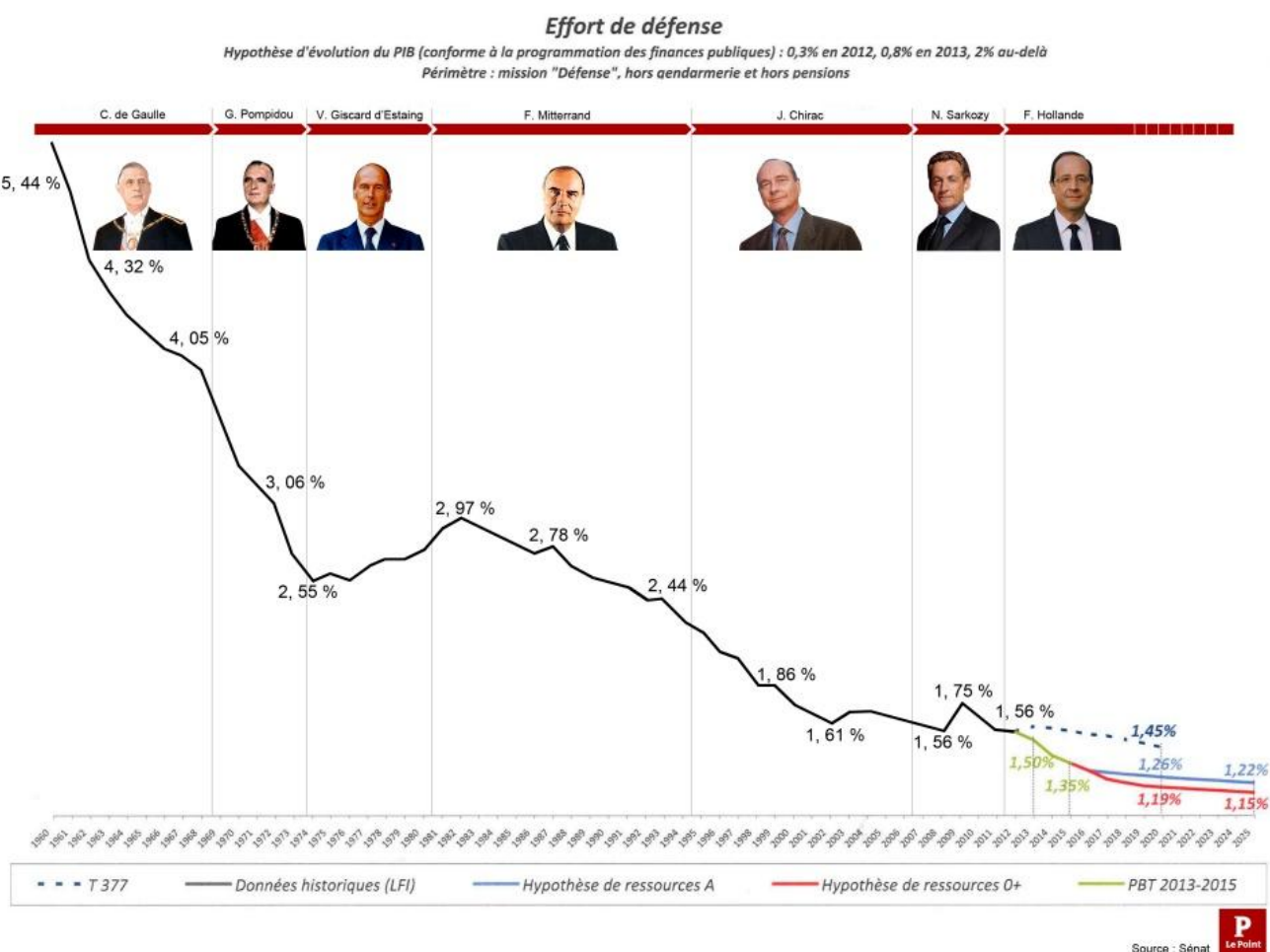
La renonciation par la France à son groupe aéronaval n'empêcherait pas, dans cette hypothèse, la renonciation à l'avion-cargo A400M, synonyme de la fin du programme dans son ensemble, et la perte des 10 000 emplois d'Airbus Military. Oubliés aussi, les programmes Scorpion des nouveaux blindés de l'armée de terre, des commandes d'hélicoptères NH-90 et Tigre, comme sont envisagées la fin de la série des Rafale, celle d'une grande partie des frégates FREMM et des sous-marins nucléaires d'attaque Barracuda. Les nouveaux ravitailleurs aériens MRTT, on oublie aussi... On évoque la dissolution d'une trentaine de régiments. "Nous sommes dans une situation

de crise grave", admet-on sans finasser au ministère de la Défense, où l'on reconnaît à voix basse avoir secrètement lancé un groupe de travail sur l'abandon du transfert du ministère à Balard. "On va mesurer ce que coûteraient les dédits et un maintien dans nos taudis du boulevard Saint-Germain. On n'a plus le choix, on rabote et on passe tout à la paille de fer", lance un interlocuteur décontenancé. Un autre, moins mesuré, lance : "On prend le mur en pleine gueule. On a bien tenté de faire comme d'habitude, de repousser les problèmes après 2017 ! Mais ça n'a pas marché..."

Sortir de la crise

Évidemment, de telles perspectives font réfléchir. Avec la fin des capacités de projection et de maintien de la paix, mais aussi des ambitieuses capacités d'anticipation (satellites, renseignement technique, etc.), c'en serait fini des ambitions et de la puissance françaises : "On aurait l'armée du Benelux, la dissuasion en plus...", lance un homme au courant des débats internes, qui ne se résout pas à voir les armées se contenter d'un grand écart : Vigipirate et la bombe atomique, que François Hollande a promis de ne pas toucher. Il ne semble pourtant pas sérieux qu'un tel bond en arrière soit vraiment envisagé par le président de la République, au risque de voir la France abandonner son statut international.

Comment faire ? C'est la question qui sera posée au conseil de défense la semaine prochaine. Les militaires se prennent à rêver que le président fasse passer la défense au rang de priorité nationale, comme l'éducation ou la "sécurité", qui ne concerne curieusement à cette heure que le ministère de l'Intérieur. Mais soyons-en certains : les prochains jours seront chauds et les calculettes vont crépiter...



Le scénario hallucinant de Bercy pour la prochaine Loi de programmation militaire

Zone Militaire, 14 mars 2013 – 11:30

L'on connaîtra bientôt les recommandations du nouveau Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale (LBDSN) sur la base desquelles sera élaborée la prochaine Loi de Programmation Militaire (LPM). Comme l'a souligné récemment le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, il faudra à la fois concilier deux "contraintes de souveraineté", c'est à dire permettre à la France de tenir son rang sur la scène internationale tout en poursuivant les efforts concernant son désendettement.

Or, la situation économique n'est pas engageante. Les objectifs de réduction des déficits publics à 3% du PIB ne seront pas tenus en 2013 mais devront absolument l'être l'année suivante pour éviter les sanctions de la Commission de Bruxelles. La croissance est anémique et le taux de chômage grimpe inexorablement.

Aussi, il est beaucoup question en ce moment de deux scénarios, appelés Y et Z. Le premier permettrait de conserver la majeure partie des capacités des forces françaises, mais avec un format réduit. Le montant du budget de la Défense serait alors de l'ordre de 28 milliards d'euros, soit 3 milliards de moins qu'actuellement. Il ne faut se méprendre : ce serait un nouvel effort important qui serait demandé aux militaires.

Le second est apocalyptique et l'on pourrait même penser qu'il existe uniquement pour mieux faire avaler la pilule du scénario Y. Il consisterait à porter le budget de la Défense à 20 milliards d'euros, soit à 1,1% du PIB à l'horizon 2025. Et encore faudrait-il que la France ne soit pas en récession économique... Et c'est ce projet qui aurait, dit-on, les faveurs du ministère de l'Economie et des Finances.

"Certains fonctionnaires de Bercy ont une obsession : sabrer la défense française et l'industrie qui va avec. En oubliant que la défense est aussi un investissement qui rapporte, en technologies, en exportations, en emplois, en influence international", [confiait récemment](#) un député membre de la commission de la Défense.

[D'après Le Point](#), le porte-avions Charles de Gaulle pourrait être, au mieux, mis sous cocon, voire, au pire, vendu à l'Inde ou au Brésil, l'A400M serait menacé (ce qui ne sera pas sans poser de problèmes avec les autres clients de cet appareil), l'armée de Terre se verrait perdre 30 régiments et devrait faire une croix sur son programme Scorpion. Un coup d'arrêt serait porté au Rafale, aux frégates multimissions ainsi qu'aux sous-marins nucléaires d'attaque Barracuda. Quant aux avions ravitailleurs A330 MRTT, ils passeraient par pertes et profits. Et l'industriel Nexter, qui rapporte pourtant des devises à la France, serait même susceptible de disparaître. Avec un tel scénario, autant avoir des Gardes Suisses avec la bombe nucléaire!

Disons le clairement, ce projet est de nature à porter une grave atteinte aux intérêts supérieurs de la Nation. Sa mise en application provoquerait le déclassement stratégique de la France, sabrerait son industrie de défense, qui pèse au moins 5 milliards d'euros chaque année dans sa balance commerciale, la rendrait incapable de défendre ses intérêts ainsi que ses ressortissants. Ainsi, s'il devait entrer en vigueur, l'on pourrait se dire que les jihadistes du Nord-Mali auraient mieux fait d'attendre avant de lancer leur offensive sur Bamako...

L'existence de ce scénario a poussé les sénateurs à monter au créneau pour maintenir l'effort de défense du pays à 1,5% du PIB avant que ne soient rendus les arbitrages du président de la République. Pour eux, c'est la limite à ne pas franchir en période de vaches maigres. Et quand la

situation le permettra, ils préconisent un budget représentant 2% du PIB (hors pensions et hors gendarmerie, bien évidemment). D'où [leur coup de semonce](#) lancé le 13 mars, à l'initiative de Jean-Louis Carrère (PS), le président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Palais du Luxembourg.

Sénateurs et députés sont sur la même longueur d'onde, d'après M. Carrère. Aussi, une LPM qui intégrerait ce scénario, voire tout autre qui baisserait le budget de la défense en deçà des 1,5% du PIB, aurait beaucoup de mal à être adoptée par le Parlement et acceptée par le ministre de la Défense, lequel veut que la capacité d'intervention des armées soit "préservée".

Les industriels de l'armement ont aussi pris les devants en adressant une lettre à l'Élysée. [D'après le quotidien Les Echos](#), qui a pu y avoir accès, ces derniers avancent qu'ils "ne sauraient résister à certains des scénarios budgétaires actuellement à l'étude, notamment pour la préparation de la prochaine loi de programmation militaire."

Il "est essentiel que les enjeux industriels et socioéconomiques soient pris en compte avec autant de rigueur que les enjeux de budgets", font-ils valoir. Et d'expliquer que "les industries de défense sont des leviers de croissance et d'emplois hautement qualifiés et peu délocalisables. Partenaire des collectivités locales, elles entraînent avec elles un réseau de PME-PMI dont elles protègent les intérêts dans des logiques de filières. Elles sont des locomotives technologiques pour l'ensemble de l'industrie française."

Avec une dépense publique qui représente plus de 55% du PIB, il y a certainement d'autres options possibles que de taper dans un budget dont la part de ce montant est de seulement 1,56%. **D'autres solutions existent, comme celles avancées par la l'Institut français pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (IFRAP), selon qui il est possible de trouver 60 milliards d'économies (20 porte-avions Charles de Gaulle!) en réorganisant les services publics, les collectivités territoriales et l'administration.**

La déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 indique, dans son article 13 : "Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés." Il serait utile de s'en rappeler.

Budget : alerte rouge pour nos armées

Valeurs Actuelles, 14 Mars 2013 - Par [Frédéric Pons](#)



Livre blanc 2013. Le "coup de rabot" budgétaire redouté sera un vrai coup de hache, au risque du déclassement définitif de notre outil militaire. Le chef de l'État ne doit pas sacrifier l'avenir au présent. Sa responsabilité est immense.

Combien de milliards d'euros vont être sabrés dans le prochain budget de la Défense ? Les plus optimistes s'en tiennent à un peu plus de 2 milliards d'euros. D'autres évoquent 6 milliards. Et sur la période 2013-2020 ? On parle de la perte d'une annuité budgétaire complète, environ 30 milliards. Combien de postes à dégager sur les six années à venir, après les quelque 50 000 déjà supprimés entre 2007 et 2013 ? Dans les états-majors, on table sur 35 000.

Les réponses sont attendues dans les semaines qui viennent, après la mise au point définitive du livre blanc sur la défense 2013, puis son examen en Conseil de défense, à l'Élysée, étape indispensable avant le cadrage budgétaire global que portera la prochaine loi de programmation militaire. *« Peu importe pour l'instant le chiffrage exact, confie un familier du livre blanc. Le plus important, ce sont les effets de seuil, car les réductions drastiques de ces dernières années nous ont mis à l'os. Chaque nouvelle amputation entraînera des conséquences démultipliées. » Est-ce si grave ? « Oui, car la cohérence de notre système actuel est sérieusement en cause. »*

En clair, si les compressions budgétaires évoquées ici ou là se confirment, le modèle d'armée prévu à l'horizon 2020 ne sera plus tenable, après avoir été déjà sévèrement dégradé par les réductions et les étalements de ces dernières années. Selon la trajectoire actuelle, le budget de la défense (hors pensions) devrait tomber à 29 milliards d'euros en 2015 : en euros constants, c'est 10 % de moins que la moyenne des quinze dernières années.

L'enveloppe minimale pour "tenir" un outil efficace et cohérent est évaluée entre 31 et 32 milliards. Celle qui est annoncée pour 2014 plafonne à 28 milliards. *« Il faudra alors nous dire ce qu'il faut abandonner comme capacité »*, préviennent les états-majors, dont les chefs ont été auditionnés par la commission de la défense de l'Assemblée nationale, dans un climat de grande franchise. Tous ces chefs ont fait remarquer qu'entre 2008 et 2012, le budget militaire est passé de 1,7 à 1,3 % du PIB ! C'est un des plus faibles niveaux de notre histoire.

"Gaullo-mitterrandien" comme il se définit lui-même, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères Hubert Védrine évoque le risque, pour l'Europe, *« de quitter le cours de l'histoire »*. D'autres experts parlent d'un *« déclassement stratégique »*, d'une *« sortie de la scène internationale »* de notre pays, avec un impact qui serait catastrophique pour l'industrie de défense, composante essentielle de la souveraineté nationale, dont les entreprises, des plus petites aux plus grandes, sont créatrices d'emplois et de technologies.

L'inquiétude actuelle va bien au-delà des alertes habituelles en phase de discussion budgétaire. Le gouvernement a été très clair. La crise économique et les nécessités de la rigueur conduisent à dégager 5 milliards de nouvelles économies. Malgré la récession et les engagements de rigueur à l'égard de Bruxelles, François Hollande doit aussi financer les cadeaux à la Fonction publique et aux "plus modestes". Sa priorité donnée au social et sa résignation devant les groupes de pression coûteront cher. Même en alourdissant la fiscalité sur les "plus riches" et les entreprises, le compte n'y est pas.

Où trouver l'argent ? À la Défense. Les arbitrages ne sont pas définitifs, mais les militaires connaissent les priorités sociales du gouvernement. Ils savent aussi qu'ils n'ont pas les moyens de pression politiques ou syndicaux des autres administrations. Pour la droite comme pour la gauche, les crédits militaires ont toujours été une variable d'ajustement budgétaire, malgré l'engagement formel des lois de programmation militaire. À peine votées, elles ont toujours été contournées, pour un manque à gagner, en fin de programmation, de 5 à 40 milliards d'euros selon les époques.

Les armées espèrent que le succès militaire au Mali serve de garde-fou aux coupes budgétaires annoncées, pour que rien d'irréversible ne soit fait dans la dégradation des outils qui concourent à la réussite de telles opérations : l'anticipation (renseignement), l'équipement (transport aérien, mobilité terrestre, armements adaptés), l'entraînement, la protection et l'engagement des forces.

Beaucoup doutent cependant de la prise en compte de ces réalités. Ils font remarquer que le livre blanc 2008 avait préconisé l'abandon définitif des forces françaises prépositionnées en Afrique, alors qu'elles ont été une clé du succès au Mali. Le "rédacteur en chef" de ce livre blanc 2008, Jean-Claude Mallet, est toujours "dans la boucle" du livre blanc 2013. Aujourd'hui conseiller stratégique au cabinet de Jean-Yves Le Drian, il a mis le point final au document, au nom de son ministre.

Au Mali, notre pays a prouvé et défendu son statut de puissance mondiale, responsable et respectée. Il a pu le faire en déployant la panoplie à sa disposition : satellites, avions, hélicoptères, troupes de choc, forces d'occupation et de contrôle, assistants et coopérants. Combinant ces moyens dans un temps très court, sur un théâtre lointain et immense, l'opération Serval a été d'une complexité rare, intégrant la logistique et le combat dans une même chaîne opérationnelle, ce que peu de nations sont capables de maîtriser. *« J'espère que l'intervention française au Mali ne sera pas un "chant du cygne" mais créera au contraire les conditions d'un "sursaut" »*, disait le général Henri Bentegeat, l'ancien chef d'état-major des armées, lors de son audition à l'Assemblée nationale.

Cette capacité prouvée au Mali n'a rien d'une improvisation chanceuse. Malgré des lacunes graves dans le transport stratégique et le renseignement, malgré le vieillissement inquiétant de certains matériels (blindés VAB ou Sagaie, avions Transall, ravitailleurs C-135, hélicoptères Gazelle), tout a bien fonctionné grâce à la qualité des hommes engagés et des matériels à leur disposition.

La tentation budgétaire actuelle est de réduire le fonctionnement des armées, notamment l'entraînement et la formation, ce qui dégraderait *ipso facto* la qualité exceptionnelle des combattants, forgée depuis vingt ans. La suppression d'équipements nécessaires ou de nouveaux retards dans leur livraison serait aussi lourde de conséquences. Déjà obsolètes, certains matériels âgés de 30 à 45 ans restent utilisés, faute de mieux. D'autres programmes, plus performants et très attendus (Rafale, hélicoptères Tigre, VBCI, drones Harfang), sont trop peu nombreux, obligeant la France à quémander de l'aide à ses alliés ou à payer les services de sociétés ukrainiennes.

Nos armées vivent sur l'acquis de périodes plus fastes, mais trente années de réductions budgétaires accélèrent en ce moment le vieillissement, encourageant au bricolage, à la cannibalisation de certains matériels. Pour afficher une disponibilité opérationnelle de 95 à 100 % sur le terrain, l'activité de régiments entiers est gelée : leur disponibilité tombe alors à 45 ou 50 %, ce qui est catastrophique pour le moral des unités.

« La responsabilité qui pèse sur les membres de la commission du livre blanc, sur les députés, les sénateurs, les ministres concernés du gouvernement et sur le président de la République est

considérable et personnelle, prévient l'Association de soutien à l'armée française, influent groupe d'études et de pression animé par d'anciens "grands commandeurs" des armées. Les décisions qui sont en train d'être prises vont conditionner l'indépendance de la Nation et la défense des Français pour les décennies à venir. » C'est aussi l'avertissement que le général Bentegeat a adressé aux députés : « Toute réduction du volume de nos forces armées aurait un effet irréversible. »

Coup de gueule des sénateurs contre des coupes trop sévères dans le budget de la défense

La Tribune, Michel Cabiroi | 13/03/2013, 18:05

Tous les groupes politiques du Sénat, à l'exception des écologistes, menacent de ne pas voter la prochaine loi de programmation militaire si les annuités budgétaires passaient sous la barre des 1,5 % de PIB lors des cinq prochaines années (2014-2018).



Photo d'illustration. © AFP

C'est un coup de tonnerre au Sénat. Les présidents de tous les groupes politiques de la chambre haute qui se sont réunis mercredi à l'initiative Jean-Louis Carrère (PS), président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, ont exprimé, à l'exception du groupe Ecologiste, "leur très vive préoccupation devant les perspectives de réduction de l'effort de défense de la France c'est-à-dire de sa capacité d'influence dans le monde". Des inquiétudes illustrées par un schéma sur les trajectoires de dépenses de défense remis aux journalistes (voir ci-dessous), dont une fleurte avec les 1 % du PIB, une trajectoire baptisée Z dans les milieux de la défense.

Cette initiative des sénateurs intervient au moment où la France revisite sa doctrine de défense sur fonds de fortes contraintes budgétaires et dans le cadre de la rédaction d'un nouveau Livre blanc sur la défense, qui doit être publié avant la fin du mois, voire "peut-être même dès la semaine prochaine", selon Jean-Louis Carrère. Un conseil de défense doit se tenir avant le 20 mars, selon nos informations. A la suite du Livre blanc, une loi de programmation militaire (LPM), rédigée par le ministère de la Défense, doit mettre en musique les orientations de ce document.

Un seuil symbolique à 30 milliards d'euros

Les sénateurs considèrent que "le passage d'un effort de défense de 1,56 % en 2011 à 1,1 % en 2025 (hors pensions et gendarmerie, ndr), tel qu'il est envisagé, ne permettrait plus" à la France "de maintenir" son "rôle au niveau qui est le sien aujourd'hui". Et ils demandent à François Hollande de maintenir un effort minimal d'au moins 1,5 % du PIB. Soit un budget d'un peu plus de 30 milliards d'euros par an, a calculé l'ancien ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement (Rassemblement Démocratique et Social européen), qui s'est associé à cette initiative. "L'outil de défense se pense à long terme et ne peut être à la merci de coupes conjoncturelles, a-t-il expliqué. C'est la France qui est en jeu". Selon lui, la France doit garder son autonomie dans ce

domaine. De son côté, Daniel Reiner (PS), souhaite que la France reste "une nation-cadre" dans le domaine de la défense en général, et au sein des opérations extérieures menées en coalition.

Les sénateurs prêts à ne pas voter la LPM

Si cette loi de programmation militaire (LPM) prévoyait pour l'armée un budget inférieur à 1,5% du PIB, "il n'est pas sûr que nous la voterions", a ajouté Jean-Louis Carrère, interrogé par La Tribune. Car pour cet ancien enseignant, qui cite Danton, "la patrie est en danger" car sa défense l'est. "Je suis en effet convaincu que notre sécurité serait compromise si les mesures de réduction de l'effort de défense qui sont envisagées étaient adoptées", a-t-il expliqué. Car selon lui, les sénateurs, à travers un rapport "Forces armées : peut-on encore réduire un format juste insuffisant ?", constataient en juillet dernier que le format des armées était "encore cohérent mais qu'il était d'une grande fragilité". Pour Jacques Gautier (UMP), il en va de "l'avenir des armées" et de "la survie de notre outil de défense". La défense ne doit pas être "une variable d'ajustement". a-t-il martelé.

Une coupe de 1 milliard d'euros dès 2014 ?

Pour le président de la commission des affaires étrangères et de la défense, réduire de 1,56 % du PIB à 1,5 % le budget la défense, qui a déjà fait de gros efforts d'optimisation, permettrait d'économiser 1,2 milliard d'euros. Soit 4 % de baisse. Mais Jean-Paul Carrère souhaite une fois que les difficultés financières passées que les dépenses de défense s'élèvent à 2 % du PIB. Pour autant, selon ses informations, le budget de la défense pourrait contribuer à hauteur de 1 milliard d'euros aux nouvelles économies de cinq milliards d'euros demandées pour 2014 par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Budget de défense : le Sénat montre les dents

Challenges, 13/03.13



C'est ce qu'on appelle mettre les pieds dans le plat. En plein sprint final de la rédaction du Livre blanc, et alors qu'une guerre souterraine impitoyable oppose Bercy au ministère de la Défense au sujet du budget militaire français, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat a mis les pieds dans le plat cet après-midi en appelant au maintien d'un « *effort minimal de défense de*

1,5% du PIB », seuil jugé minimal pour maintenir la place de la France sur l'échiquier mondial. « *La patrie est en danger car sa défense l'est, a martelé Jean-Louis Carrère, président de la commission. Nous avons une armée de poche, de haute qualité mais finalement vulnérable. J'ai décidé de dépasser la seule unanimité de notre commission pour mobiliser le Sénat tout entier, en tant qu'institution de la République.* » Fait remarquable, cet appel a reçu le soutien des groupes socialiste, UMP, UDI, RDSE, non inscrits, l'abstention « positive » du CRC (communistes, républicains, citoyens), seuls les écologistes émettant un avis défavorable.

Le constat est net et sans appel : à l'exception de quelques remontées éphémères, l'effort de défense en pourcentage du PIB n'a cessé de plonger depuis cinquante ans : 5,44% dans les années 60, 2,97 % en 1983, 2,44% en 1994, 1,56% en 2009, probablement 1,5% en 2013. Le chiffre pourrait même chuter à 1,15% dans le scénario de baisse le plus important. « *Si on descend à moins de 1,5%, c'est le décrochage assuré et, une relégation sans retour de la France*, estime le sénateur Jacques Gautier, du groupe UMP. *Ce serait aussi une offense impardonnable aux hommes et aux femmes de nos armées. Le ministère de la défense a déjà été exemplaire en termes de restructuration et de réforme.* »

Les sénateurs ont notamment souligné les 400 000 emplois directs et indirects du secteur, « *de haute valeur ajoutée et peu délocalisables* », les 5 milliards d'exportations annuelles d'armement, soit autant que l'agriculture. Ils ont surtout souligné les implications d'une coupe aveugle et court-termiste dans le budget de défense en termes de sécurité de la France, de place du pays dans le monde (conseil de sécurité de l'ONU, Afrique, vis-à-vis des Etats-Unis...), du développement de technologies duales. « *L'outil de défense se pense à long terme, il ne doit pas être à la merci de coupes budgétaires conjoncturelles*, souligne Jean-Pierre Chevènement. *C'est la France qui est en jeu.* »

Pourquoi un tel cri de détresse ? A quelque jours de la remise du Livre blanc à François Hollande, Jean-Louis Carrère a expliqué avoir eu vent de scénarios de coupes proposés par Bercy. On connaissait le « modèle Y », qui aboutirait à 18 000 à 20 000 suppressions de postes supplémentaires, 225 avions de combat au lieu de 300, 20% de coupes dans les matériels et une dizaine de fermetures de bases supplémentaires. « *C'est déjà un scénario douloureux*, assure Jacques Gautier. *L'armée a déjà beaucoup donné.* »

Bercy insisterait pour une trajectoire encore plus dure, un « scénario Z ». C'est celui qui donne des boutons aux sénateurs : il aboutirait à un effort de défense 1,15% du PIB en 2025. Jean-Louis Carrère a évoqué un milliard de coupes immédiates et deux milliards supplémentaires sur un budget de 31,4 milliards d'euros, soit une amputation de 10% du budget. « *En cas d'adoption de ce type de scénario, nous voterions contre la loi de programmation militaire (LPM), a assuré le président de la commission de défense. Mais on veut aussi tordre le cou au scénario Y s'il aboutit à enfoncer la ligne des 1,5% du PIB.* » Les sénateurs assurent se rassembler autour d'un budget aux alentours de 30 milliards d'euros minimum.

La menace est claire : à défaut d'être entendu sur les 1,5% (hors pensions et hors gendarmerie), le Sénat peut dégainer l'arme atomique en recalant la LPM l'été prochain. « *La présidente de la commission de défense de l'Assemblée nationale Patricia Adam est d'accord avec nous, dans les grandes lignes* », assure Jean-Louis Carrère. Il ne s'agit pas de sanctuariser le budget de la défense, qui doit participer à l'effort de désendettement comme les autres, mais de ne pas opérer de coupe qui aboutirait à des pertes définitives de compétences, de capacités stratégiques, d'emplois, d'influence dans le monde : « *Passer de 1,56% du PIB à 1,5%, c'est déjà abandonner 1,2 milliard d'euros*, souligne Jean-Louis Carrère. *Même le chiffre de 1,5% génère encore des suppressions d'emplois et des étalements de commandes.* »

La promesse de François Hollande et de Jean-Yves Le Drian que la défense ne serait pas la variable d'ajustement va-t-elle faire long feu ? Les sénateurs affirment qu'ils y seront attentifs. « *Nous mettons tout notre poids dans la balance, il faut un consensus national sur ces questions* », assure le sénateur PS Daniel Reiner. Les sénateurs soulignent même que l'objectif ultime est de pouvoir remonter au-delà de 1,5%, quand la situation budgétaire sera rétablie. En attendant, il faut sauver ce qui peut l'être... Le Livre Blanc pourrait être publié dès la semaine prochaine ou à la fin du mois, assure Jean-Louis Carrère

Les sénateurs sonnent la charge pour maintenir l'effort de défense

Zone Militaire, 13 mars 2013 – 18:54

Cela aurait été l'union sacrée autour du budget de la Défense si les sénateurs écologistes s'étaient joints à leurs collègues, lesquels ont, toutes tendances politiques confondues, exprimé leur "très vive préoccupation devant les perspectives de réduction de l'effort de défense de la France c'est-à-dire de sa capacité d'influence dans le monde", suite à une initiative lancée par Jean-Louis Carrère, le président (PS) de la commission des Affaires étrangères et des Forces armées au Sénat.

Ce dernier est aux avant-postes, étant donné qu'il siège également au sein de la commission chargée d'élaborer le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale (LBDSN) qui servira de base à la prochaine Loi de Programmation Militaire (LPM).

"Beaucoup de gens travaillent à élaborer des scénarios plus rigoureux les uns que les autres", a-t-il déploré lors [d'une conférence de presse donnée ce 13 mars](#) pour expliquer le sens de la démarche de la commission des Affaires étrangères et des Forces armées.

Pour le sénateur des Landes, "la Patrie est en danger, parce que sa défense l'est." Et d'ajouter : "Je suis en effet convaincu que notre sécurité serait compromise si les mesures de réduction de l'effort de défense qui sont envisagées étaient adoptées" et "c'est notre rôle d'élus et de décideurs politiques, garants de l'intérêt national" de tirer la sonnette d'alarme, a-t-il rappelé.

Qui plus est, toujours d'après Jean-Louis Carrère, "il y a des scénarios qui permettent, hélas, de craindre que des dizaines de milliers d'emplois pourraient être sacrifiés dans des secteurs aussi performants (ndlr, l'industrie de défense) et qui apportent à la balance de notre commerce extérieur" autant "que l'agriculture."

Aussi, l'ensemble des groupes politiques du Sénat, à l'exception, donc, de celui des écologistes, estiment que "le passage d'un effort de défense de 1,56 % en 2011 à 1,1 % en 2025, tel qu'il est envisagé, ne permettrait plus aux autorités de notre pays de maintenir le rôle de la France au niveau qui est le sien aujourd'hui."

Considérant que la défense n'est pas une dépense publique comme une autre, les sénateurs estiment en outre qu'il "est dans "l'intérêt supérieur de la Nation de maintenir son effort en matière de défense". De lui dépend l'influence de la France dans le monde, sa prospérité (protection des zones économiques exclusives par exemple) et sa capacité à défendre ses intérêts ainsi que ses ressortissants.

D'où leur souhait que "l'effort de défense soit maintenu à un niveau qui permette de préserver la sécurité intérieure et extérieure de la France et sa capacité d'influence. Ce seuil, en deçà duquel il ne faut pas descendre, est de 1,5 % du PIB."

Reste à voir si l'Assemblée nationale prendra la même initiative. En tout cas, cela promet un bras de fer entre le Parlement et Bercy...

Le budget de la défense en déclin depuis... soixante ans !

Le Point.fr - Publié le 14/03/2013 à 19:29 - Par JEAN GUISNEL

La part de sa richesse nationale consacrée par la France à ses armées n'a cessé de chuter depuis les débuts de la Ve République.



Photo d'illustration. © Nicolas-Nelson Richard / AFP

Pour étayer sa demande de maintien du budget de la défense à 1,5 % du PIB, le président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées [Jean-Louis Carrère](#) a diffusé le 13 mars un intéressant tableau. Il recense notamment les budgets de la

défense des cinquante-trois dernières années, en démarrant en 1960. À cette époque, le général de Gaulle est au pouvoir depuis deux ans, la guerre d'[Algérie](#) atteint des sommets en moyens humains et matériels déployés, tandis que la [France](#) tire sa première bombe atomique en avril.

Extraordinaires efforts

Sous la houlette du premier président de la Ve République, elle a engagé des efforts démesurés pour se doter - en partant de zéro ou presque - non seulement de l'arme atomique, mais aussi des vecteurs permettant de la lancer : des bombardiers Mirage IV, des sous-marins à propulsion nucléaire type Redoutable, des missiles M1 tirés en immersion, bientôt rejoints par des missiles SSBS tirés depuis le plateau d'Albion, sans oublier les engins Pluton de l'armée de terre ! Les armements classiques ne sont pas oubliés puisque la France lance au début de la décennie deux porte-avions, le *Foch* et le *Clemenceau*, tandis qu'elle termine les dotations en armements modernes des armées de terre et de l'air. Ces extraordinaires efforts technico-militaires simultanés ont alors mobilisé des ressources absolument énormes : 5,44 % du PIB en 1960. Cet exceptionnel coup de rein, exprimant la volonté farouche du général de Gaulle de se doter des moyens militaires lui permettant d'asseoir la "grandeur" de la France à l'international, a ensuite connu une véritable chute libre.

Des années Giscard favorables

Quand le Général quitte le pouvoir en 1969, la part du PIB consacrée à la défense est inférieure à 3,5 %, avant de chuter encore : à la fin de la période Pompidou, en 1974, l'effort a été stoppé et la défense ne représente plus que 2,5 % du PIB. Georges Pompidou n'avait d'ailleurs pas d'appétence particulière pour ce sujet et il faudra attendre l'intérim du président Alain Poher, entre la mort de Pompidou et l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, pour que l'ingénieur militaire Jacques Chevalier lui fasse signer le lancement du missile nucléaire à têtes multiples M4 ! Les années Giscard sont d'ailleurs favorables aux armées, auxquelles ce président n'a pourtant pas laissé un grand souvenir. Il a en effet tué dans l'oeuf un projet stratégique pour Dassault, le Mirage 4000, et ne fut pas loin de laisser à l'état de tôles un sous-marin nucléaire lanceur d'engins. Mais à la fin de la loi de programmation militaire lancée sous son égide, qui se termine en 1982, le budget de la défense a remonté. Il est à 2,97 % du PIB.

Déclin durable

Nous sommes cette fois entrés dans les années Mitterrand. Et les mêmes qui affirment aujourd'hui qu'il est impossible de baisser le budget militaire sous les fatidiques 1,5 % du PIB réclamaient alors qu'il ne descende pas sous les 3 %. Mais cette fois un déclin durable s'engage que ne fléchiront pas les périodes les plus dures de la guerre froide, durant les années 1980. Lorsque le mur de Berlin tombe, bientôt suivi par la dislocation de l'URSS, ceux qui réclament la perception des "dividendes de la paix", comme Laurent Fabius, ont toutes les raisons de se réjouir. La première guerre du Golfe n'y change rien. De ce point de vue, le graphique est limpide : malgré quelques minuscules rebonds, la chute de la part de la richesse nationale consacrée à la défense est régulière et rapide depuis 1981 : en trente ans, elle a baissé de moitié et ce n'est pas fini. Car les hypothèses les pires évoquées par Bercy aggravent la pente, pour amener la part du PIB à 1,15 % (le "vrai" chiffre est d'ailleurs plutôt 1 % tout rond)...

Paris veut une force de réaction rapide de l'Onu au Mali

Nouvel Obs, Créé le 12-03-2013 à 20h31 - Mis à jour à 20h31 - Michelle Nichols; Eric Faye pour le service français

NATIONS UNIES (Reuters) - La [France](#) et ses alliés africains souhaitent la mise sur pied d'un contingent fortement armé à même de contrer toute résurgence d'une menace islamiste au [Mali](#), dans le cadre d'une mission de casques bleus des Nations unies, ont déclaré des diplomates en poste à l'[Onu](#).

Les Nations unies étudient la possibilité de déployer une force de 10.000 hommes avant les élections présidentielle et législatives prévues au Mali en juillet, un délai rapproché qui nécessitera, selon un diplomate européen, d'engager une "course contre la montre".

Le sous-secrétaire général de l'Onu aux opérations de maintien de la paix Edmond Mulet effectuera cette semaine une visite à Bamako, la capitale malienne, pour évaluer les différentes possibilités de mission de maintien de la paix une fois que l'opération Serval lancée par la France le 11 janvier dernier aura pris fin.

Une force de réaction rapide, solidement armée, se distinguerait des missions à vocation plus passive que met en place d'ordinaire l'Onu. Concrètement, les unités de cette force de réaction rapide auraient plus de latitude pour ouvrir le feu sans avoir à attendre d'avoir été attaquées.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, doit remettre d'ici la fin du mois un rapport au Conseil de sécurité formulant des recommandations sur le Mali, et, dit-on dans les milieux diplomatiques, un vote pourrait avoir lieu à la mi-avril.

"Les consultations intervenues jusqu'à présent au Conseil montrent qu'il règne un consensus (en faveur d'une mission de maintien de la paix)", a déclaré un haut responsable de l'Onu, sous le sceau de l'anonymat.

Paris souhaite pouvoir entamer le retrait de ses forces dans le courant du mois d'avril, et transmettre les rênes aux Africains de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma), laquelle, par la suite, passerait sous mandat des Nations unies.

La Misma comprend 6.000 hommes, essentiellement d'Afrique de l'Ouest, auxquels s'ajoutent plus de 2.000 militaires tchadiens. A l'exception du contingent tchadien, la majeure partie des éléments africains demeurent dans la partie sud du Mali, à l'écart des zones de combat.

"Nous aimerions que les non Tchadiens se déploient plus au nord, du côté de Gao et Tombouctou, afin que l'on se concentre sur la phase finale dans l'extrême Nord", a dit le diplomate européen. "Ensuite, on parle d'une force de maintien de la paix qui comprendrait 10.000 hommes."

Mali : Une opération des Nations unies probablement décidée en avril

Zone Militaire, 13 mars 2013 – 14:41

Parmi les raisons avancées pour expliquer le lent déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA), dont les effectifs sont fournis par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), il y a la question du financement.

Lors d'une conférence de donateurs de l'Union africaine, tenue en février dernier à Addis-Abeba (Ethiopie), il avait été promis au total la somme de 455 millions de dollars (338 millions d'euros) pour financer les opérations de la MISMA et la restructuration de l'armée malienne. Seulement, comme l'a confié un diplomate européen à l'AFP, cet argent "n'est pas encore sur les comptes."

Ne faisant pas partie, initialement, de la MISMA, le cas du contingent tchadien, qui combat aux côtés de la brigade Serval dans l'Adrar des Ifoghas, est à part. "Les 2.000 Tchadiens, c'est nous qui gérons, leur approvisionnement en munitions, en pétrole", a indiqué une source diplomatique française, sous le couvert de l'anonymat.

"Quand on a vu que ce serait compliqué, cette affaire MISMA, on a poussé rapidement pour avoir une opération de maintien de la paix, c'est beaucoup pour des raisons financières", a-t-elle ajouté.

D'après le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, le vote d'une résolution autorisant une mission de l'ONU au Mali pourrait être adoptée le mois prochain. "Nous allons passer du cadre actuel (...) à un nouveau dispositif diplomatique qui est accepté par tous les membres du Conseil de sécurité, une opération de maintien de la paix (OMP), qui devrait probablement être votée au mois d'avril et appliquée deux mois plus tard", a-t-il déclaré devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Cette opération "sera chapeauté par l'ONU et financée par les Nations unies, ce qui évidemment a un certain nombre de conséquences en ce qui nous concerne", a ajouté le chef du Quai d'Orsay.

Le fait est, la transformation de la MISMA en MINUMA (Mission des Nations unies au Mali) règlera les questions d'argent étant donné que le financement sera assuré par le budget des opérations de maintien de la paix de l'ONU, auquel contribuent les Etats membres en fonction de leur rang et de leurs moyens.

Des Casques bleus au Mali le 1er juillet

Le Figaro, Par [Adèle Smith](#) Mis à jour le 14/03/2013 à 16:52 | publié le 13/03/2013 à 18:40



Un homme marche mardi dans une rue de Bamako parée aux couleurs de la France. Crédits photo : KENZO

TRIBOUILLARD/A 1

La France n'entend pas laisser des troupes dans le pays lorsque la mission de l'ONU sera déployée.

Tout en poursuivant ses opérations militaires contre les islamistes dans le nord du Mali, la France se prépare à passer le relais à l'[ONU](#). Le

calendrier déjà établi prévoit que la mission de maintien de la paix qui remplacera les soldats français et les troupes africaines engagées dans la mission de la [Misma](#) soit déployée au 1er juillet, avant l'élection présidentielle malienne.

«In cha' Allah», si Dieu le veut, glisse un diplomate de l'ONU, reconnaissant que la situation sur place est encore loin de réunir toutes les conditions. Le sous-secrétaire général chargé des Opérations de maintien de la paix, Edmond Mulet, est justement en mission à [Bamako](#) pour déterminer les modalités de la transition de la Misma vers une force de Casques bleus. On parle pour l'instant de 10.000 hommes et d'une mission «sous chapitre 7», c'est-à-dire autorisée à utiliser la force. Les négociations au [Conseil de sécurité](#) débiteront fin mars, pour une résolution prévue courant avril.

Secteurs militaires

Un point semble désormais arrêté: la France ne restera pas sur place. Les premiers départs de ses soldats [sont prévus dès le mois prochain](#). «Nous ne nous ruons pas vers la sortie, rassure un diplomate, le retrait français se fera parallèlement à l'arrivée des troupes onusiennes.» Après leur retrait, les forces françaises pourront toujours mener des opérations depuis leurs bases au Sénégal et au Tchad, souligne-t-on. «Nous avons prouvé que nous pouvions intervenir rapidement», ajoute le diplomate.

À l'ONU, le départ français est aussi considéré comme inévitable, malgré le risque d'un retour de l'instabilité - la reconstruction de l'[armée malienne](#) par les formateurs européens devant prendre environ deux ans. «Les Français ont déjà fait beaucoup et ont remporté de solides victoires avec l'aide des Tchadiens, on ne les pousse certainement pas à rester, commente un diplomate occidental. Nous espérons tous que d'ici à l'arrivée de la mission onusienne, les opérations antiterroristes menées actuellement ne seront plus nécessaires.» Dans le cas contraire, la mission ne serait tout simplement pas déployée. La difficulté sera donc de se mettre d'accord sur l'évaluation du danger posé aux [Casques bleus](#).

«C'est pourquoi il faudra une mission robuste», souligne une source à l'ONU. La force de réaction rapide que souhaitent les Africains n'est pas jugée souhaitable à New York. «D'un point de vue militaire, elle n'aurait pas de sens dans un pays grand comme le [Mali](#)», estime un spécialiste. Une meilleure option, pense-t-on dans certaines capitales, serait de découper le Mali en secteurs militaires où pourraient être déployées des compagnies de réserve, prêtes à réagir rapidement en cas d'attaques islamistes. Le degré de latitude de ces troupes à ouvrir le feu reste à déterminer.

Au-delà de l'aspect militaire, c'est le volet politique de la nouvelle mission qui est, de l'avis général, le plus compliqué. «L'atmosphère à Bamako est à la revanche», s'inquiète un diplomate. En témoignent les tensions ethniques dénoncées par le Haut Commissariat aux droits de l'homme mercredi. À charge pour les Nations unies de convaincre Bamako de s'engager dans un processus de réconciliation

Mali. Jean-Yves Le Drian encourage ses troupes

Le Télégramme, 8 mars 2013 -

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, s'est rendu, hier, dans le nord du Mali. Il y a salué le « don de soi » des soldats français qui y mènent un combat acharné contre les islamistes armés.



Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, est arrivé, hier, au [Mali](#). Sa visite a débuté par le massif des Ifoghas, près de la frontière algérienne, où se déroulent les combats les plus durs contre les jihadistes armés liés à al-Qaïda, repliés là depuis la reconquête par les troupes françaises et africaines des principales villes du Nord malien : [Gao](#), Tombouctou et Kidal.

« Un sentiment de fierté »

Il s'est ensuite brièvement rendu à [Gao](#), avant de partir pour [Bamako](#) où il séjournera jusqu'à ce soir et où il doit rencontrer le président malien

par intérim, Dioncounda Traoré, et son Premier ministre, Diango Cissoko. « Mon premier sentiment est la fierté », a déclaré le ministre, à [Gao](#), dans une allocution devant environ 250 soldats qui ont chanté la Marseillaise avec lui. Il a salué « les qualités professionnelles, le courage, le sang-froid, le don de soi » des militaires français engagés au [Mali](#), « jusqu'au don de votre vie ».

François Hollande répond à Nicolas Sarkozy

C'est dans la région de [Gao](#) qu'est mort, mercredi, le quatrième soldat français depuis le début de l'intervention armée. Le même jour, le président français, François Hollande, a annoncé que le début du retrait de ses troupes se ferait à partir d'avril, ce qu'a confirmé, hier, son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. « Cela ne veut pas dire qu'on va partir du jour au lendemain, il faut être très pragmatique, ça dépendra de ce qui se passe sur le terrain », a précisé le ministre. Par ailleurs, le chef de l'État a vivement répondu, hier, sans toutefois le nommer, à son prédécesseur Nicolas Sarkozy qui avait critiqué l'[intervention française au Mali](#) : « Si certains s'interrogent pour savoir pourquoi la France est au [Mali](#), c'est parce qu'il y avait des femmes qui étaient victimes de l'oppression et de la barbarie ».

Mali : Le bémol de Jean-Yves Le Drian au sujet du début du retrait français

Zone Militaire, 9 mars 2013 – 11:55

“La phase ultime de l'intervention française au Mali va durer encore tout le mois de mars et, à partir du mois d'avril, il y aura une diminution du nombre de soldats français au Mali dès lors que les forces africaines seront en relais, appuyées par des Européens”, avait affirmé le président Hollande, lors d'une conférence de presse donnée le 6 mars à Varsovie.

Seulement, pour le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, la date du mois d'avril n'est pas une échéance, mais une hypothèse.

“Nous sommes entrés dans la dernière phase, c'est la phase la plus difficile, on le savait”, a-t-il affirmé sur les ondes de France Inter. “Nous sommes dans le calendrier que nous avons initialement envisagé. Lorsque (...) la libération du territoire malien sera achevée, alors à ce moment-là, le relais se fera avec les forces africaines”, a-t-il poursuivi. Et de préciser : “L'hypothèse qu'il (ndlr, le président Hollande) a avancée est une hypothèse qui me paraît plausible.”

L'allègement du dispositif militaire français au Mali dépend de deux facteurs. Le premier est l'évolution des combats sur le terrain. Si la libération des principales villes du Nord-Mali qui étaient alors aux mains des groupes jihadistes a été rapide, il reste encore à s'assurer du contrôle de l'Adrar des Ifoghas et à sécuriser les environs de la ville de Gao.

Pour le moment, dans le massif des Ifoghas, seule la vallée d'Amettetaï, la principale, a été conquise par les forces françaises et tchadiennes. D'après le ministre de la Défense, deux autres restent encore à contrôler.

Le deuxième facteur à prendre en compte avant de commencer ce désengagement militaire se joue sur le terrain diplomatique. Pour que les troupes françaises puissent se retirer, il faut qu'une opération de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies soit décidée.

Les discussions allant dans ce sens sont actuellement en cours, de même qu'une mission d'évaluation. Ce n'est qu'une fois que ces casques bleus pourront être déployés (vraisemblablement, selon M. Le Drian, ce seront les soldats de la Mission internationale de soutien au Mali – MISMA) que le passage de témoin pourra se faire.

Par ailleurs, si le ministre a mis un bémol sur le début du désengagement du Mali, le président Hollande a tempéré les propos de ce dernier concernant les jihadistes français. A leur sujet, et sur les ondes d'Europe1, M. Le Drian avait évoqué une "constitution d'une espèce de lieu, d'une filière terroriste de guerre, qui pouvait accueillir certains jeunes en quête d'un destin radical, comme certains ont pu le faire en Afghanistan ou en Syrie."

"Je ne pense pas qu'on puisse parler de filière", a estimé le chef de l'Etat lors d'une manifestation entrant dans le cadre de la Journée internationale de la femme. "Il y a effectivement un certain nombre de concitoyens perdus, parfois travaillés par des milieux extrémistes et fondamentalistes, qui peuvent se retrouver sur un certain nombre de théâtres d'opérations. Comme on l'a vu en Afghanistan, au Pakistan, on le voit au Mali, et la lutte contre le terrorisme, c'est une lutte qui doit se faire partout", a-t-il ajouté.

Le Drian en tournée à Bamako et au Burkina Faso

L'Orient-Le Jour, 09/03/2013

MALI Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian s'est entretenu hier à Bamako, notamment avec les autorités de transition maliennes. Le ministre a été reçu successivement à Bamako par le Premier ministre Diango Cissoko et le président par intérim Dioncounda Traoré. Il devait également se rendre au Burkina Faso, pays qui conduit une médiation dans la crise malienne pour le compte de l'Afrique de l'Ouest. M. Le Drian doit aussi s'entretenir aujourd'hui avec le chef de l'État burkinabè Blaise Compaoré.

Les combats sont dans leur « dernière phase, la plus difficile, mais on progresse tous les jours. Il faut aller jusqu'au terme », a déclaré M. Le Drian devant la presse, jugeant, comme le chef d'état-major malien, qu'à peu près « 70 % du chemin a été fait ». Le ministre avait débuté jeudi sa visite au Mali par le massif des Ifoghas, près de la frontière avec l'Algérie. C'est dans cette zone que se déroulent les combats les plus durs contre les jihadistes liés à el-Qaëda, qui s'y sont repliés depuis la reconquête des principales villes du Nord – Gao, Tombouctou et Kidal – qu'ils occupaient depuis 2012. Sur place, il a salué le « don de soi » des soldats français. Quelque 4 000 soldats français sont déployés au Mali et doivent amorcer leur retrait en avril, selon le

président François Hollande. Les forces françaises, qui combattent dans les Ifoghas avec environ 800 soldats tchadiens, doivent à terme passer le relais à la mission ouest-africaine (Misma), à laquelle n'appartient pas le Tchad. Mais l'armée malienne et la Misma paraissent pour l'heure incapables de sécuriser à elles seules le nord du pays.

France: encore 3 semaines pour rétablir la sécurité dans le nord-est du Mali

Romandie, (©AFP / 11 mars 2013 13h23)

PARIS - Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, estime que les opérations pour rétablir la sécurité globale dans le nord-est du Mali devraient se poursuivre pendant environ trois semaines et n'exclut pas d'autres combats violents dans cette zone où les soldats français traquent les jihadistes.

Comme nous le pensions, les massifs des Ifoghas et Timetrine étaient bien le sanctuaire majeur d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), qui nous oppose une résistance très violente, déclare-t-il dans une interview au quotidien Le Monde daté de mardi.

Nous poursuivons la libération de ce territoire mètre par mètre. Il y aura sûrement d'autres combats violents, poursuit le ministre selon qui, d'ici trois semaines, si tout se passe comme prévu, ce territoire sera complètement visité. A cette date, la sécurité globale sur cet espace aura été retrouvée, prévoit-il.

Le ministre, qui s'est rendu en fin de semaine auprès des troupes françaises au Mali, estime à son tour probable la mort du chef d'Aqmi Abou Zeid, même s'il faut encore la confirmer. Aqmi est un tout. C'est l'ensemble de la structure qu'il faut mettre à bas et non pas tel ou tel leader, souligne-t-il. Le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, a déjà jugé probable la mort d'Abou Zeid la semaine dernière.

Interrogé sur la situation dans la région de Gao, plus au sud, où les accrochages se poursuivent entre les forces françaises et maliennes d'une part et les islamistes du Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest), le ministre souligne que la zone est historiquement le théâtre de tensions entre diverses communautés maliennes.

C'est depuis longtemps une zone de trafic d'armes et de drogue, souligne-t-il également. Selon lui, il n'est pas certain pour autant que les opérations durent plus longtemps que dans les Ifoghas.

La fin de notre mission doit coïncider avec la solution politique au Mali, affirme par ailleurs le ministre ajoutant qu'elle passe par deux éléments incontournables : l'organisation en juillet de l'élection présidentielle et l'organisation de la commission de dialogue et de réconciliation selon la feuille de route. Celle-ci, dit-il, doit fonctionner le plus vite possible.

Interrogé sur les difficultés de mise en place de la Misma, la force des pays de l'Afrique de l'Ouest qui doit prendre le relais des forces françaises au côté de l'armée malienne, M. Le Drian se déclare plus optimiste après avoir vu ses responsables lors de sa visite au Mali jeudi et vendredi. J'ai vu la volonté d'agir vite pour que les forces commencent à aller vers le nord. A la fin mars, ce sera engagé, prédit-il.

Il est, selon lui, essentiel que la résolution du Conseil de sécurité qui doit transformer la Misma en une mission de stabilisation de l'ONU intervienne le plus rapidement possible. J'ai bon espoir que cela aboutisse début avril, poursuit-il.

CEMA : rencontre avec son homologue polonais

Mise à jour : 12/03/2013 19:08

Le 6 mars 2013, l'amiral Edouard Guillaud a reçu le général Mieczyslaw Cieniuch, chef de l'état-major général des armées polonaises dans le cadre d'une visite officielle.



Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur les grands sujets internationaux et sur l'engagement des deux pays au sein de l'Alliance atlantique et dans le cadre de la politique de sécurité et de défense européenne.

Deux semaines après la réunion des ministres de la défense de l'OTAN (21-22 février), le général Cieniuch a souligné l'importance du prochain entraînement majeur de l'OTAN, dans la zone polono-balte.

Le CEMA polonais a également rappelé l'implication de la Pologne dans la construction de la défense européenne, alors même que se tenait à Varsovie le premier sommet de « Visegrad + » élargi à la France et à l'Allemagne. Il s'agissait de la première participation française à un sommet de cette instance qui, depuis février 1991, réunit quatre pays d'Europe centrale (Pologne, Slovaquie, Hongrie, République Tchèque).

Cet entretien a naturellement permis un échange sur la situation au Mali. A cette occasion, le CEMA polonais a confirmé son soutien à l'opération *Serval* et à la mission européenne de formation EUTM Mali. D'autres sujets comme l'Afghanistan ou la Syrie ont également été abordés au cours de cet entretien.

La coopération militaire et de défense constitue un élément structurant de la relation franco-polonaise en bilatéral comme dans le cadre européen et atlantique. Cette coopération fait partie du partenariat stratégique signé le 28 mai 2008 et concerne principalement la formation (échanges d'élèves-officiers), les exercices multilatéraux (*Steadfast Jazz* en 2013) et le partage d'expérience, notamment sur la préparation et l'engagement des forces sur des théâtres extérieurs. Cette relation bilatérale militaire, portée par une ambition commune, vise à renforcer l'interopérabilité de nos forces souvent engagées en coalition sur les mêmes théâtres d'opération.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

CEMA : l'amiral Edouard Guillaud au Qatar pour la fin de l'exercice Gulf Falcon 2013

Mise à jour : 08/03/2013 20:23

Le 7 mars 2013, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées, s'est rendu sur le camp d'Al Qalayel au Qatar pour assister au *VIP Day* de l'exercice *Gulf Falcon 2013*. Il y a rencontré son homologue qatarien le général de division Hamad Bin Ali Al-Ateyah.

Les deux chefs d'état-major ont assisté à une présentation réalisée par le général Kalifa Al Kuari, commandant la partie qatarienne de l'exercice.

Leur visite s'est poursuivie par une brève conférence de presse en présence de médias qatariens et français. L'amiral Guillaud s'est félicité du succès de l'exercice tout en rappelant que les deux pays sont liés par des accords de défense et que par ailleurs ils étaient déjà intervenus de

manière conjointe lors des opérations en Lybie. Son homologue, le général Hamad Bin Ali Al-Ateyah, a quant à lui rappelé que l'un des objectifs de *Gulf Falcon*, renforcer la coopération bilatérale, avait pleinement été atteint.



En raison de conditions météorologiques très dégradées (fort vent de sable et faible visibilité), la démonstration dynamique initialement prévue a été allégée. Les invités ont néanmoins pu assister à une passe de tir de *Rafale* avec armement air-sol modulaire (AASM) suivie d'une manœuvre terrestre combinée franco-qatarienne.

Au sol, 111 blindés de tous types dont 17 chars *Leclerc* français, 12 AMX10 qatariens, 10 « Piranha » qatariens, 4 CAESAR français et 23

VBCI français, avaient été déployés lors de la phase d'engagement, afin de reconquérir l'île fictive d'Al Hamour dans le cadre du scénario d'engagement de haute intensité. Ainsi, lors du *VIP Day*, des tirs réels ont été réalisés, notamment grâce aux systèmes de vision thermique qui ont démontré la capacité d'intervention « tout temps » de la force engagée. La manœuvre terrestre a été appuyée par le génie français qui a déployé avec succès deux SPRAT en dépit des conditions météorologiques particulièrement difficiles.

Cette journée a coïncidé avec la signature des minutes du Haut comité mixte annuel franco-qatarien par les deux chefs d'état-major, qui ont permis de faire le point sur la coopération bilatérale et d'étudier de nouveaux axes en termes de formation, d'entraînement et d'activités communes.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Interview du général de brigade François Lecointre, commandant de l'EUTM-Mali

Mise à jour : 09/03/2013 10:42 - Auteur : ASP Margaux Thuriot

La mission de formation de l'Union européenne (EUTM Mali), officiellement déclenchée le 18 février dernier, est actuellement en cours de déploiement. Elle est dotée d'un mandat de formation et d'expertise. Son commandant, le général de brigade français François Lecointre, évoque les enjeux, les moyens et les objectifs de cette mission européenne.

Quel est l'objectif de cette mission de l'Union européenne (UE) au Mali ?



L'UE est directement concernée par la situation au Sahel. Cette région entre dans sa zone d'intérêts, et l'Union s'intéresse à ce qui contrevient à sa sécurité. De plus, le conflit malien n'est pas uniquement un problème français. L'UE a toute légitimité à s'engager en tant que telle. Elle le fait à l'invitation des autorités maliennes et en conformité avec la résolution 2071 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le but de cette mission est de répondre aux besoins opérationnels de l'armée malienne, en

vertu d'un mandat de formation et d'expertise. L'EUTM Mali est une mission militaire, mais sa portée va au-delà. L'aide à la reconstruction de l'armée malienne sous le contrôle des autorités civiles légitimes représente un pilier de la reconstruction étatique et participe de l'Etat de droit. En cela, elle s'inscrit pleinement dans la stratégie européenne de restauration de l'ordre constitutionnel et démocratique au Mali.

Comment s'organise la mission EUTM Mali ?

L'EUTM Mali se décline en deux volets. Le premier sera, après une phase d'audit en cours depuis le 8 février, de l'expertise et du conseil au profit des autorités militaires maliennes. Une vingtaine d'officiers européens sont à Bamako. Leur objectif est de dresser, en étroite collaboration avec l'état-major malien, un état des lieux des besoins de l'armée malienne. Ils sont chargés d'élaborer un document de réorganisation, qui devrait être finalisé à la fin mars. Ce-dernier permettra d'avoir une vision globale du travail à accomplir et de démarrer la dimension conseil..

Le second volet de la mission EUTM Mali, c'est l'instruction à proprement parler. L'EUTM Mali va former quatre bataillons maliens, soit environ la moitié des forces opérationnelles maliennes. Pour cela, nous avons besoin d'un camp d'entraînement, d'instructeurs, de moyens médicaux et d'une force de protection. L'identification et le déploiement de ces éléments sont en cours et nous envisageons de pouvoir débiter la formation du premier bataillon dès le début d'avril. L'instruction de chaque bataillon devrait durer en moyenne dix semaines, et nous pouvons penser que les premiers bataillons formés puissent être engagés sur le terrain au mois de juillet.

C'est un calendrier indicatif bien sûr, mais déjà, nous pouvons nous féliciter de la rapidité de réponse de l'UE. En moins de quatre mois, nous avons pris la décision de lancer une mission, l'avons élaborée, et avons commencé à déployer nos éléments, et tout cela, malgré le défi que représente la multi nationalité dans la prise de décision. Je tiens à le souligner car c'est un record !

L'EUTM Mali a une forte composante française, avec environ 200 personnels, mais de nombreux pays européens y participent. De combien d'hommes et de femmes disposera la mission au total ?

L'EUTM Mali a effectivement une dimension multinationale importante, 22 nationalités européennes y sont représentées. Parmi les officiers « d'audit » actuellement sur le terrain, nous comptons des Suédois, des Espagnols ou encore des Britanniques. Mais il est essentiel d'avoir des composantes francophones dans la mission EUTM Mali, en particulier pour les contacts avec l'armée malienne, et pour l'échange d'expertise. Dans son ensemble, la mission comptera 550 hommes, dont 200 formateurs, une compagnie de force de protection, soit 150 hommes, et 200 personnels pour les états-majors (Bamako et Koulikoro), la logistique et le soutien médical.

Avez-vous identifié en amont des aspects du contenu de la formation ?

Nous aurons une idée plus précise des points qu'il faudra développer à l'issue de la première phase de la mission, mais nous savons déjà qu'il y aura un gros travail de structuration de l'armée malienne et de sa chaîne d'autorité.

De façon générale, nous allons travailler la capacité à délivrer des feux, à manœuvrer, à conduire une action coordonnée. L'idée qui sous-tend tout cela et la clé de cette mission de formation, c'est la restauration de la force morale. Cette-dernière repose sur un lien hiérarchique basé sur la confiance, le respect



mutuel et le sentiment d'appartenance collective. Le mandat de l'EUTM Mali a été fixé à quinze mois, et nous adapterons son format en fonction des domaines que nous jugerons essentiels d'approfondir.

Comment l'EUTM Mali va-t-elle s'inscrire dans le contexte régional où de nombreux acteurs sont présents ?

L'EUTM-Mali travaillera en collaboration avec les autres opérations déployées dans le pays. Toutefois, je tiens à souligner qu'elle n'a pas de composante opérationnelle. Nous ne serons pas engagés dans des actions de combat. Néanmoins, nous aurons des officiers de liaison avec l'opération Serval, et avec la MISMA. Nous allons être en proche coordination avec les différentes forces engagées. C'est essentiel car nous devons voir comment se conjugueront les engagements de l'armée française et de ceux de la MISMA, avec la montée en puissance de l'armée malienne.

Par ailleurs, des liens sont en train de s'établir entre les différentes composantes civiles de la stratégie de l'UE au Sahel. Nous travaillons en relation directe avec la délégation de l'Union européenne à Bamako, dirigée par l'ambassadeur de l'UE Richard Zink, ainsi qu'avec l'officier de liaison d'EUCAP Sahel-Niger, mission civile européenne qui vise à combattre le crime organisé et le terrorisme. Nous sommes en coordination constante avec les différents acteurs de l'Union Européenne présents dans la région.

Les enjeux de la coopération franco-allemande de Défense

Mise à jour : 11/03/2013 16:41 - Auteur : Général de division Philippe Chalmel

En cette année anniversaire du cinquantième du traité de l'Élysée entre la France et l'Allemagne, le général de division Philippe Chalmel, attaché de défense près l'ambassade de France à Berlin, évoque les enjeux de la coopération franco-allemande de défense.



L'année du cinquantième anniversaire de la signature du Traité de l'Élysée offre une excellente opportunité de réfléchir aux enjeux de notre coopération en matière de Défense et de Sécurité avec l'Allemagne. Ces enjeux ont un passé et un bilan ; ils ont un présent et des défis ; ils ont un avenir et une responsabilité.

La France et l'Allemagne coopèrent depuis cinquante ans en dépit des rivalités passées et de différences présentes qu'il est plus fécond de reconnaître que de nier. Elles ont en effet non seulement des cultures de Défense et de Sécurité différentes, mais aussi des perceptions croisées différentes l'une de l'autre.

Il s'agit donc avant tout de bien comprendre ces différences, pour mieux les surmonter, capitaliser sur les convergences, et surtout les développer. Ainsi, trois grands déterminants doivent être pris en compte pour la compréhension de la partie allemande. Malgré le changement du contexte géostratégique, les sociétés politique et militaire allemandes arrivent encore difficilement à voir la Bundeswehr autrement que comme la pièce d'un puzzle global, celui de l'OTAN. Ensuite, le poids du Parlement est très important dans la détermination de la politique de Défense et de Sécurité, de ses moyens et surtout dans le contrôle de son exécution. En découle donc un processus de prise de décision forcément plus lent qu'en France, caractéristique renforcée par un système politique basé sur le consensus et l'indépendance des ministères.



Pourtant, des évolutions importantes ont lieu en Allemagne. Il n'était plus possible en effet pour elle de gérer la distorsion entre la réalité de sa puissance économique et financière, et l'image qu'elle souhaitait projeter à l'intérieur, comme à l'extérieur, marquée par une très forte culture de la retenue dans l'action extérieure. Ainsi le thème de Défense, longtemps relégué au second plan, est revenu sur le devant de la scène politique. Les concepts d'intérêt national et de responsabilité internationale ont fait leur entrée dans le débat public, notamment après la crise libyenne, le refus de participation aux opérations de la coalition ayant entraîné un vrai traumatisme au sein de la classe politique outre-Rhin. Parallèlement, une vaste réforme de rationalisation des processus de fonctionnement du ministère a été initiée en 2011. Si l'une des mesures les plus

symboliques de la réforme a été la suspension du service militaire, en juillet 2011, elle a aussi eu pour conséquence de profonds bouleversements de structures, encore en cours à ce jour, remaniant notamment l'administration centrale autour de deux secrétariats d'Etat : politique /opérations et logistique/soutien.

De nombreuses voix commencent à s'élever pour que cette réforme, essentiellement de structures et de procédures, soit accompagnée d'une remise à plat profonde de la politique nationale de Défense et de sécurité. Aujourd'hui, la société allemande est en effet face à un carrefour d'avenirs en ce domaine, en raison des récentes évolutions des contextes politiques et stratégiques, mais également économiques et budgétaires. Quel rôle la France peut-elle jouer dans l'accompagnement de cette mutation ?

En premier lieu, il est essentiel de lever les doutes et les incompréhensions sur chaque rive du Rhin. Par exemple, il convient de bien faire comprendre que le développement des coopérations bilatérales, telle la coopération franco-britannique, ne se fait pas au détriment de la relation franco-allemande, en raison du caractère non-exclusif de celles-ci. Par ailleurs, il convient également de bien prendre en compte les différences structurelles, qu'elles soient d'origine historique, géographique, juridiques et culturelles, se traduisant notamment par le rapport au temps, déjà évoqué, bien différent dans le processus de prise de décision.

Cette recherche de la compréhension de l'autre est facilitée par de très nombreux échanges réguliers à tous les niveaux, Conseil franco-allemand de Défense et de Sécurité (CFADS), Groupe franco-allemand de coopération militaire (GFACM), et surtout le lancement d'un dialogue stratégique, dit de Chantilly.

Ce dialogue stratégique a permis l'établissement d'objectifs concrets, notamment un renforcement de la communauté d'analyse de l'environnement stratégique devant permettre une compréhension partagée de l'environnement, de ses menaces communes, des défis à venir, et la recherche de scénarios communs d'action. Sur cette base, seront définis les domaines où la coopération franco-allemande pourrait apporter une forte valeur ajoutée pour la sécurité commune (coopération avec la Russie, défense anti-missile, prise en charge de la stabilisation du continent européen et notamment des Balkans, renforcement de notre contribution dans la gestion post-conflit...). L'atteinte de ces objectifs est facilitée par un élargissement du dialogue coopératif aux parlementaires, à l'interministériel et à la société civile, fondations et instituts de recherche notamment. Sur les plans capacitaire et industriel, la France et l'Allemagne rechercheront une approche commune des conséquences de l'évolution des contextes économiques et financiers, ainsi que du repositionnement américain, et de leurs impacts sur l'Europe de la Défense et de la Sécurité avant de développer une analyse capacitaire partagée ainsi qu'une vision coordonnée d'une base industrielle technologique et de défense binationale.

La concomitance du renouveau de la réflexion allemande et des travaux français de remise à jour du Livre blanc constitue un environnement idéal pour accompagner et enrichir ce dialogue

stratégique, l'enjeu le plus important étant sans aucun doute une compréhension commune de la complémentarité des rôles devant respectivement être joués à l'avenir par l'OTAN et l'Union européenne.

Le principal défi actuel à relever dans notre coopération de Défense et de Sécurité est donc bien de réussir à faire de nos différences des complémentarités et non des oppositions. Ce défi majeur ne concerne pas que nos deux pays, mais toute l'Europe de la Défense et de la Sécurité, l'accompagnement de sa montée en puissance constituant, de fait, l'objectif premier de notre coopération.

Pierre Bayle nommé à la tête de la DICoD

Zone Militaire, 13 mars 2013 – 18:52

Manifestement, la nomination de Philippe Germain, un ancien d'EDF spécialiste de la situations de crise à la tête de la Délégation à l'information et à la Communication de la Défense (DICoD), en juillet dernier, aura été une erreur de casting.

Si l'on en croit [les informations publiées](#) au début de ce mois par Le Point, qui a fait de lui un portrait à charge, Philippe Germain n'aurait pas pris la mesure de son poste tout en n'ayant pas une grande connaissance du milieu de la défense. Peut-être... Du coup, le nom du journaliste Pierre Bayle fut évoqué pour le remplacer. Ce qui a été fait, officiellement, lors du Conseil des ministres de ce 13 mars.

Diplômé d'études supérieures de sciences politiques après avoir obtenu une licence en droit, Pierre Bayle a commencé sa carrière de journaliste en 1973 au Bureau d'information des Communautés européennes à Paris.

Trois ans plus tard, il entre à l'Agence France Presse et devient rapidement directeur adjoint pour le Moyen Orient, après avoir obtenu un diplôme d'arabe oriental à l'INALCO, en 1979. Auditeur de la 36e session de l'Insitut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN) en 1983-84, il est accrédité Défense au service politique jusqu'en 1986.

Correspondant à Rome pendant 4 ans, il est envoyé en Arabie Saoudite en tant qu'envoyé spécial pour couvrir la guerre du Golfe de 1991. A son retour, il est nommé conseiller technique pour la communication auprès de Pierre Joxe, alors ministre de la Défense.

Par la suite, il fonde la lettre d'informations stratégiques TTU (Très très urgent) et en restera le rédacteur en chef jusqu'en 1997 et son retour à l'Hôtel de Brienne en qualité de conseiller communication du ministre de la Défense, Alain Richard. A ce titre, il sera le responsable de la réforme de la communication du ministère, laquelle aboutira à la création de la DICoD.

En 1998, il quitte le ministère de la Défense pour occuper les fonctions de directeur de la communication au sein de plusieurs groupes d'armement et d'aéronautique (Aérospatiale, Aérospatiale-Matra, MBDA, puis EADS) jusqu'à sa nomination à la tête de la DICoD.

Petit détail, Pierre Bayle tient régulièrement un blog intitulé "[Pensées sur la planète](#)", où il évoque de temps à temps autre les affaires de défense. "Je suis un soixante-huitard non repent (donc "quinqua"), encore un peu contestataire. A part ça j'adore ma famille, la moto, voyager, et je suis pacifiste dans l'âme tout en ayant des activités civilo-militaires depuis trente ans..." se décrit-il.

Bernard Bajolet, directeur de la DGSE ?

Le diplomate Bernard Bajolet fait partie des favoris pour prendre dans les prochains mois la direction de la DGSE, à [la suite d'Erard Corbin de Mangoux](#). Ambassadeur en Afghanistan, Bernard Bajolet, 63 ans, a été précédemment coordinateur national du renseignement à l'Élysée de 2008 à 2011. Spécialiste du monde arabe et musulman, il connaît François Hollande de longue date. Lorsque le futur président de la République a fait son stage d'enarque à l'ambassade de France à Alger, durant huit mois en 1978, le jeune conseiller qui l'a accueilli était... Bernard Bajolet.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 14 Mars 2013 à 10:54

Devenez espion d'Etat

Mise à jour : 13/03/2013 14:59

Métro, lundi 11 mars 2013

Défense

Devenez espion d'Etat

Réalité. Le quotidien d'un espion n'est pas vraiment comme dans les films.

Recrutement. En France, les espions sont sous l'égide de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Marie Lyan

Contrairement à l'agent 007, les espions de la DGSE ne font pas que des « James Bonderies ». « Notre métier est plus humble, plus obscur que ce que l'on voit dans les films », affirme Vincent Nibourel, directeur des ressources humaines à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Selon lui, le quotidien de ses hommes ressemble davantage à la mission décrite dans le film *Argo* que dans *Skyfall*. « Ce qui est unique, c'est cette complémentarité qui existe au sein des métiers de la DGSE. Car nos analystes ne peuvent pas travailler sans le support des renseignements techniques », résume Vincent Nibourel.

45 000 journées de formation

Depuis 2009, la DGSE a lancé une campagne de recrutement. Antoine, 31 ans, sera bientôt envoyé dans l'un des 100 bureaux que possède la DGSE à l'étranger. Après avoir fait une école de commerce, puis Sciences po, il a travaillé quelques années dans un cabinet de conseil avant de passer le concours d'attaché à la DGSE. Désormais, son quotidien consiste à analyser les trafics d'armes, les prises d'otages et qui en sont les commanditaires. « L'avantage, c'est qu'on voit le dessous des cartes. D'ailleurs, c'est parfois nous qui le révélons », glisse-t-il.

Après trois années passées à « la Centrale », à Paris, Antoine se prépare à occuper un poste à l'étranger. Il devra approcher des personnalités détenant des informations cruciales pour la France. « Il faut d'abord se former aux techniques de sécurité, confirme Vincent Nibourel. C'est pourquoi les 5 000 agents de la DGSE bénéficient de 45 000 journées de formation par an dans les domaines de la recherche technique, des ressources humaines ou de la bureautique. Ils apprennent également à détecter une filature, à filer eux-mêmes ou à dissimuler leur identité. » James Bond n'a qu'à bien se tenir.

La DGSE recrute de nouveaux agents

Administration. Depuis 2009, la DGSE a engagé un vaste plan de recrutement qui s'achèvera en 2015.

Objectif : recruter 690 personnes pour se mettre au niveau des plus grands services secrets européens.

Pour postuler, il est impératif de posséder la nationalité française et de passer au travers d'une « enquête sécurité ». « Nous recrutons par contrat des profils d'ingénieurs pour nos systèmes de communication et d'information, ainsi que dans les domaines des télécoms ou de la cryptologie. Nous recherchons aussi des profils plus généralistes pour nos métiers d'analystes dans le domaine du renseignement, accessibles sur concours », dévoile Vincent Nibourel, directeur des ressources humaines à la DGSE. « La Centrale » emploie aussi des linguistes parlant l'arabe, le russe, le persan ainsi que des dialectes rares comme le tagalog ou le tamachek.

Elle puise dans le vivier des grandes écoles comme Polytechnique, Centrale, l'ENA, Sup Télécom, mais aussi des universités (bac + 2, bac + 5). « Nos services doivent être à l'image de la société, diversifiés », précise Vincent Nibourel. - M. L.

Terrorisme : la DCRI a neutralisé 121 personnes depuis 2008



Les Echos, Michel Cabirol | 12/03/2013, 16:45 -

Très critiquée après l'affaire Merah, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), issue en 2008 du rapprochement entre les anciens Renseignements généraux (RG) et la Direction de la sûreté du territoire (DST), a néanmoins réussi depuis sa création à neutraliser plusieurs réseaux et à faire échec à des opérations terroristes en préparation. Sur la photo, les membres de l'unité spéciale de la police (RAID) après l'intervention contre Mohamed Merah qui s'était retranché dans un appartement. Copyright Reuters

Depuis 2008, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a interpellé 272 personnes, dont 121 ont été mises en examen, 76 écrouées et 45 placées sous contrôle judiciaire. Pour autant, le patron de la DCRI rappelle qu'elle "n'est pas infaillible"

Très critiquée après l'affaire Merah, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), issue en 2008 du rapprochement entre les anciens Renseignements généraux (RG) et la Direction de la sûreté du territoire (DST), a néanmoins réussi depuis sa création à neutraliser plusieurs réseaux et à faire échec à des opérations terroristes en préparation. "Depuis 2008, date de la création de la DCRI, et uniquement pour ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, nous avons interpellé 272 personnes, dont 121 ont été mises en examen, 76 écrouées et 45 placées sous contrôle judiciaire. Cela montre l'étendue du travail réalisé", explique le directeur central du renseignement intérieur, Patrick Calvar. Pour la DCRI, la lutte contre le terrorisme - terrorisme islamiste, terrorisme d'Etat et terrorisme domestique - est une "priorité absolue, qui se traduit par une stratégie préventive visant à identifier les réseaux et à les neutraliser par la conjonction du renseignement et du judiciaire", précise-t-il.

"Nous ne sommes pas infaillibles"

Pour autant, en matière de lutte contre le terrorisme, "nous ne sommes pas infaillibles, souligne le patron de la DCRI. Nul, dans ce métier, ne peut se prévaloir d'une réussite à tout coup et, parfois, les choses ne se passent pas aussi bien que nous aurions pu l'espérer"... même si la DCRI

entretient des relations avec 170 services dans le monde. "Nous devons chercher le renseignement très en amont, précise-t-il. Nous avons un rôle exclusivement défensif". Il regrette néanmoins "la très forte pression de l'opinion publique", qui pèse sur la DCRI. "Si nous n'obtenons pas de résultats, nous sommes immédiatement montrés du doigt, accusés d'incurie et vilipendés", rappelle-t-il.

Le directeur central de la DCRI gère un budget de fonctionnement de 36 millions d'euros, fonds spéciaux compris, pour un effectif qui dépasse légèrement 3.000 fonctionnaires. Avant la fusion, la DST comptait 1.773 agents et la DCRG 3.364 fonctionnaires.

Des pouvoirs limités

Face à des "méthodes très inventives" de "nouveaux adversaires", la DCRI demande aux pouvoirs publics de faire évoluer ses moyens d'actions. "On doit s'interroger sur les modes opératoires utilisés par nos adversaires, en faire l'inventaire précis et, en regard, celui de nos capacités à y faire face. S'il apparaît que nous sommes inefficaces sur le plan du renseignement car les pouvoirs dont nous disposons ne nous permettent pas de faire une surveillance de qualité, il faudra aller plus loin, par la loi". Patrick Calvar plaide en faveur "d'un dispositif qui, s'inspirant de la loi Perben II, instaurerait un cadre très strict d'autorisations a priori et de contrôle a posteriori. C'est ce dont nous avons besoin pour remplir efficacement nos missions de renseignement."

De quoi parle-t-on ? Pour le patron de la DCRI, "il faut définir les domaines dans lesquels nous pouvons agir ; délivrer des autorisations a priori de manière que personne, dans un service, ne puisse décider seul de ce qu'il peut faire ; définir aussi un contrôle a posteriori pour vérifier si l'action menée a été légitime et conduite dans le cadre légal. Ne pas prévoir un cadre de ce type, c'est se priver de capacités importantes, risquer des dérapages et accepter que la légitimité des services soit systématiquement mise en cause. C'est le point clé de ce que doit être l'évolution d'un service de sécurité intérieure qui ne peut ignorer la contrainte légale dans laquelle il est tenu d'agir". Car la DCRI n'a pas le droit dans le cadre d'une opération de renseignement de piéger une personne de façon informatique, audio à domicile et de véhicules. "Aucune de ces techniques n'est autorisée en renseignement, confirme Patrick Calvar. Pourtant, on nous demande de déterminer la dangerosité d'un individu puis de déclencher une action judiciaire pour le neutraliser ; comment sommes-nous censés procéder ?".

"Nous n'abandonnons pas"

La DCRI continue à enquêter sur des attentats commis dans les années 1990. C'est le cas de l'attentat meurtrier de décembre 1996 à la station de métro Port-Royal, à Paris. "Nous ignorons toujours qui est à l'origine de cet acte", souligne Patrick Calvar. La DCRI recherche "toujours qui était derrière les attentats commis rue des Rosiers et contre la synagogue de la rue Copernic". "Il nous faut du temps, et il faut nous laisser ce temps, mais je puis vous assurer que nous n'oublions jamais. Voyez Carlos", rappelle-t-il. Et d'ajouter "nous n'abandonnons pas". Pour autant, insiste-t-il, "notre métier n'est pas simple, et toute action qui se termine par un décès est cruelle. C'est pour nous un échec qui montre que nous n'avons pas su anticiper, et nous le vivons mal. Notre société n'admet plus l'échec ; malheureusement, il y en aura toujours, aussi vigoureusement nous efforçons-nous d'en réduire le nombre et les conséquences."

5 – Chroniques & Libres propos

Edouard Guillaud, l'amiral qui gagne les guerres

Parfois critiqué au sein de la Défense, le chef d'état-major des armées présente pourtant un bilan militaire impressionnant.

Marianne, Lundi 11 Mars 2013 - par Jean-Dominique Merchet



Il est brillant, sûr de lui-même et parfois de mauvaise foi. Qui plus est marin... Autant dire qu'il n'a pas que des amis au sein des armées et de la Défense. Et pourtant, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées depuis trois ans (25 février 2010), aligne un bilan impressionnant sur son cœur de métier : gagner les guerres que la France lui demande de faire.

Au lendemain de la bataille de la Marne, en 1914, on prête à Joffre une réflexion désabusée sur la paternité de la victoire. Nombreux se l'attribuèrent alors, mais si la Marne avait été une défaite, Joffre savait qu'il en aurait porté seul la responsabilité. Serait-ce différent avec Harmattan ou Serval ?

Le Mali aujourd'hui, la Libye en 2011, la fin du régime Gbagbo en Côte d'Ivoire au printemps 2011, le retrait d'Afghanistan en cours: qui dit mieux ? Les prédécesseurs de l'amiral Guillaud, les généraux Bentégeat et Georgelin avaient, eux aussi, conduits des opérations difficiles avec succès. Mais ces trois dernières années sont exceptionnelles par la diversité des actions menées, que ce soit sur un plan purement militaire (opératif, comme disent les spécialistes) ou politico-militaire.

Reprenons. L'affaire malienne - qui entre aujourd'hui dans son troisième mois - est un succès remarquable des armes de la France. Fulgurance de la réaction, contre-attaque dans le profondeur, destruction de l'ennemi : Serval restera dans les annales. Il n'est pas question ici d'en discuter les buts politiques - qui relèvent du pouvoir politique, élu et légitime. Simplement de l'aspect militaire des choses, comme c'était déjà le cas lors de l'opération Harmattan contre le régime libyen. Là, encore, chapeau bas. Kadhafi est tombé, sans une égratignure côté français et pour un coût financier raisonnable (un peu plus de 1% du budget de la défense...)

Ces deux guerres ne doivent pas nous faire oublier deux manœuvres très délicates : le coup de pouce donné pour faire tomber Gbagbo en Côte d'Ivoire (avril 2011), en plein cœur d'Abidjan et le retrait accéléré des troupes d'Afghanistan, en particulier de la Kapisa, qui se déroule comme si nous étions à Canjuers... Tout cela témoigne d'une chose : l'armée française est très professionnelle et elle est bien commandée.

L'amiral Guillaud est un vrai chef militaire. Certes, l'uniforme qu'il porte n'est pas celui de l'armée de terre - dans un pays dont les racines, militaires et autres, sont d'abord terriennes. C'est assurément pour lui un handicap. Mais il a su le transformer en atout, en réfléchissant et en conduisant les guerres d'aujourd'hui en marin. Comme sur mer, où les bateaux font aussi de la diplomatie navale, la conduite des opérations intègre la dimension stratégique, en apportant un soin particulier à la gestion des coalitions et des alliances. Comme ses prédécesseurs, il a noué des liens très étroits avec ses homologues étrangers - qui constituent un niveau de coopération infra-politique et discret. C'est, par exemple, cela qui a permis d'obtenir des alliés la mise à

disposition d'avions de transport pour le Mali, alors que la France souffrait d'un vrai déficit.

Autre exemple de stratégie navale appliquée à la stratégie globale - la manière dont AQMI a été "traité" au Mali et qui a surpris tous les observateurs : *"Sur mer, il est très long d'obtenir le contact avec l'ennemi, mais quand on a le contact on ne le lâche plus"*. La progression des forces ne s'est pas faite de manière linéaire - terrienne, en quelque sorte - mais par bond, sans occuper le territoire. Gardons nous des comparaisons abusives, mais la greffe d'une pensée militaire navale ou aérienne sur des opérations terrestres peut parfois donner des résultats spectaculaires. Qu'on se souvienne du plan Challe, un aviateur, en Algérie.

L'une des constantes des récentes opérations est leur caractère "combiné" - selon la vieille tradition britannique de Mountbatten - un marin. C'est un pas de plus dans l'interarmisation, dont les raids d'hélicoptères sur Brega (Libye) resteront l'un des exemples les plus aboutis. Un moyen aérien mis en œuvre par l'armée de terre à partir de plates-formes navales (avec des commandos de l'air pour le secours des équipages...) Dans le quotidien des opérations, la couleur de l'uniforme n'a plus guère de sens : dans le ciel malien, des aéronefs de l'Armée de l'air, de l'Armée de terre et de la Marine nationale opèrent de manière intégrée.

L'amiral Guillaud n'est évidemment pas seul à faire tourner la machine militaire. Il s'est entouré d'officiers généraux qu'il suit depuis longtemps (Castres, Baduel, Lefebvre, par exemple) et mise sur les commandants locaux (Palasset, Saint-Quentin, etc..) auquel il accorde une véritable autonomie, comme au commandant d'un bateau à la mer.

Certes, le rééquilibrage entre civils et militaires au sommet du pouvoir politico-militaire ne se fait pas sans douleur. Certes, les ambitions des généraux qui aspirent à remplacer l'amiral Guillaud avant terme (juillet 2014) s'expriment sans trop d'élégance. Mais comme "technicien" de la chose militaire, l'amiral n'a pas à craindre aujourd'hui beaucoup de concurrence.

L'armée française assure ses arrières à Abidjan

Le Point.fr - Publié le 12/03/2013 à 16:29 - Modifié le 12/03/2013 à 19:56 - [THIERRY VIGOUREUX](#) (À ABIDJAN)

Le soutien logistique de l'opération Serval au Mali bénéficie de l'implantation française en Côte d'Ivoire.



Des soldats de la force Licorne en Côte d'Ivoire débarquent à Bamako le 15 janvier en appui de l'opération Serval. © Éric Fefenberg / AFP

L'alerte leur demandant d'intervenir au Mali a été donnée le 11 janvier aux forces françaises présentes à Abidjan. Le temps de récupérer une section détachée à Libreville au [Gabon](#), une

colonne de 64 véhicules, dont 46 blindés, a quitté le lendemain à l'aube la métropole ivoirienne pour arriver trois jours plus tard à Bamako, puis gagner les zones de combat. Cette première vague terrestre de l'opération Serval, composée de 180 militaires français, aura parcouru 6 000 kilomètres en 45 jours en zone hostile. Au menu, routes, pistes, oueds asséchés, chaussées diverses et variées avec la chaleur humide puis sèche de 40 °C à bord d'engins dont le confort de la suspension n'est pas la qualité première.

Si le Mali et la [Côte d'Ivoire](#) ont bien une frontière commune, les distances sont à l'échelle de l'[Afrique](#) - plus de 1 000 kilomètres entre Bamako et Abidjan - et les difficultés de communication à l'avenant. La métropole ivoirienne est néanmoins une base arrière essentielle de l'opération Serval.

Force Licorne

Depuis 2002, la présence militaire française à Abidjan bénéficie d'une très belle enclave justifiée par la force Licorne. Port-Bouët et ses 230 hectares ne tiendraient pas dans un arrondissement parisien. "Jusqu'à 5 000 ressortissants s'y sont réfugiés au plus fort de la crise de 2011, accueillis par plus de 3 000 militaires", rappelle le colonel Vincent Giraud, actuel commandant de la base.

Aujourd'hui, avec le calme revenu, la force Licorne compte 450 hommes qui apportent un appui stratégique à l'intervention au Mali. Le camp de Port-Bouët accueille depuis le début des opérations entre 500 et 1 000 militaires des armées de terre et de l'air. Un camp de toile de 500 lits a été monté et le service de restauration a triplé sa capacité.

D'autres soutiens sont fournis par les forces françaises à Dakar (Sénégal), N'Djamena (Tchad), Niamey (Niger) et à d'autres sites que le ministère de la Défense ne souhaite pas citer. Port-Bouët est remarquablement situé à quelques centaines de mètres de l'aéroport international, près des grands axes de communication, et dispose d'un accès à l'incontournable lagune d'Abidjan. Affrétés par le ministère de la Défense, des navires rouliers comme le Pélican y font régulièrement escale, déchargeant camions et conteneurs venus de La Rochelle.

Le savoir-faire de ces opérations logistiques est en même temps transmis à l'armée ivoirienne. Deux cents personnes sont ainsi formées par les Français, destinées à opérer dans le cadre d'un bataillon de la mission internationale de soutien au Mali (Misma) qui prendra le relais des forces françaises.

Le Transall doit décoller à la fraîche

Mais l'aéroport Félix Houphouët-Boigny reste le pivot majeur de l'opération. Jusqu'à quinze avions de transport tactique, mais aussi des ravitailleurs en vol pour les Mirage et Rafale, ont stationné sur les parkings de l'aéroport. Les opérations complexes de déchargement de 700 tonnes de fret devaient être synchronisées avec 54 rotations de Transall C160 et d'Hercules C130. Des renforts d'avions-cargos militaires ont aussi été apportés par la Belgique, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Faute de capacités suffisantes, la France a dû en plus affréter des avions civils russes et ukrainiens, un des postes budgétaires majeurs de Serval. Huit rotations d'Antonov AN 124, le plus gros cargo au monde, ont permis de décharger 120 tonnes de fret chacune, quand un Transall en prend 15 tonnes et un Hercules 18. D'autant que le Transall, qui fête le cinquantenaire de son premier vol cette année, peut offrir une charge marchande proche de zéro quand la température monte à 40 °C sur le tarmac d'Abidjan, voire beaucoup plus au Mali. Les vols de nuit sont alors privilégiés pour décoller à la fraîche. Les logisticiens militaires attendent avec impatience l'Airbus A400M, moins limité et prévu pour 37 tonnes. [Le premier exemplaire sera livré en mai-juin si tout va bien.](#)

Croissance

Des opérations ont été lancées directement d'Abidjan d'où les légionnaires du 2e REP ont décollé pour sauter cinq heures plus tard au Mali et y prendre le contrôle d'aérodromes, comme Tessalit. Émouvante a été la prise d'armes devant la dépouille du lieutenant Damien Boiteux, pilote d'hélicoptère mortellement blessé le premier jour de l'intervention, qui a été rapatriée vers la France via Abidjan.

Ces importants déploiements militaires n'entravent pas le développement du transport aérien civil en Côte d'Ivoire, pays qui affiche 9 % de croissance économique. Corsair vient d'ouvrir une ligne depuis Orly tandis qu'Air France ajoute trois fréquences hebdomadaires à sa desserte quotidienne. Et l'an prochain, l'Airbus A380 est attendu. Un signe extérieur de bonne santé pour l'activité économique locale.

Le 11 janvier dernier, la France déclenchait l'opération Serval

Par le Général (2s) Antoine MARTINEZ

Le 11 janvier dernier, la France déclenchait l'opération Serval après des mois de tergiversation de la part de la communauté internationale, et notamment des pays africains, et décidait de mettre fin à cette attitude incompréhensible de temporisation face au danger intégriste de cette nébuleuse islamiste qui sévit dans cette vaste zone sahélienne. Alors que nos gouvernants excluaient en octobre dernier toute opération terrestre, ils déclarent à présent, tout en affirmant que la France n'a pas vocation à rester au Mali, que nos soldats resteront tant que le "terrorisme" ne sera pas "détruit". Au-delà d'un combat nécessaire engagé contre la barbarie installée aux portes de l'Europe, il convient d'être prudent quant aux promesses hypothétiques faites dans les moments d'euphorie qui suivent les premiers succès sur le terrain. N'oublions pas celles faites par le président américain en 2001 en déclarant la "guerre" au "terrorisme" en Afghanistan. Alors, près de deux mois après l'engagement des forces françaises, il peut être utile d'alimenter le débat et de provoquer la nécessaire et salutaire réflexion de nos responsables politiques.

Car que met en évidence cette opération engagée à 4000 km de Paris ?

En premier lieu, sur un plan strictement militaire, l'opération Serval constitue à ce jour un véritable succès et la rapidité et l'efficacité de cet engagement seront, de l'avis même de certains experts, étudiées dans les écoles militaires comme l'exemple même d'une guerre éclair. Ce succès est dû à la formation, à la compétence, au savoir-faire, à la disponibilité, à la réactivité, au sens du devoir, au sacrifice de nos soldats qui méritent la reconnaissance de la nation et de tous ceux, dans le monde, qui sont attachés à la liberté.

Il est dû aussi au pré-positionnement de certaines de nos unités, que ce soit au Tchad, en RCA, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal, qui a permis non seulement la rapidité de l'intervention, mais a également empêché la mise en danger de milliers de nos compatriotes expatriés au Mali, voire chez ses voisins.

N'oublions cependant pas que dans le cas présent, dans cette guerre asymétrique qui se déroule, l'ennemi, après avoir subi des pertes significatives les premiers jours en raison de l'effet de surprise, s'est évaporé et réfugié dans des zones vastes et hostiles qu'il connaît et dans lesquelles il essaiera d'attirer ceux qui les pourchassent. N'oublions pas non plus qu'il s'agit de barbares, aguerris, prêts à mourir en martyrs en combattant ou en adoptant des méthodes kamikazes. C'est

là un atout sur leurs adversaires plus nombreux mais plus soucieux de la préservation des vies humaines. Enfin, il faut songer à passer le relais aux pays africains engagés à nos côtés le plus rapidement possible et un calendrier doit être établi.

Cela dit, une question doit interpeller nos politiques : pendant combien de temps encore nos armées pourront-elles remplir efficacement leur mission ? Car nos forces armées souffrent d'un grave déficit en moyens de toutes sortes. Ce déficit est flagrant et pénalisant en transport aérien stratégique et alarmant s'agissant du transport aérien tactique plus que vieillissant. L'armée de l'air n'a pu, en effet, assurer qu'un quart du premier, nos alliés comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne un autre quart, la moitié ayant été réalisé en louant des appareils gros porteurs à des compagnies privées, notamment russes. Les lacunes dans le domaine du ravitaillement en vol sont également criantes. De nombreux matériels sont obsolètes et nécessitent leur remplacement. Par ailleurs, en matière de renseignement sur le terrain des opérations, nos forces armées manquent cruellement de drones de reconnaissance. Alors, que dire des moyens constamment réduits depuis de très nombreuses années ? Depuis la chute du mur de Berlin, l'armée de terre aura ainsi été amputée de près des deux tiers de ses effectifs, l'armée de l'air aura vu sa flotte d'avions de combat fondre de plus de la moitié et la marine opère désormais avec un porte-avions indisponible pendant dix-huit mois tous les sept ans. Notre intervention en Libye aurait-elle pu avoir lieu si notre porte-avions avait été indisponible ? Tout cela est le résultat d'une purge budgétaire irresponsable appliquée à notre effort de défense qui est passé au cours de ces vingt dernières années de 3 % à 1,5 % du PIB ! Et cela semble ne pas être terminé puisque sans que cela soit justifié, si ce n'est par des arrière-pensées suicidaires en terme de défense et de sécurité nationales qui conduisent à la destruction de notre outil militaire, un nouveau Livre blanc est en cours de rédaction alors même que l'application des mesures, déjà drastiques, arrêtées par le précédent ne sont pas totalement réalisées. Nos responsables politiques projetteraient ainsi de supprimer une annuité budgétaire complète sur la période 2014-2020, c'est à dire 40 milliards d'euros sur les 220 prévus par le Livre blanc de 2008. A l'évidence, si le CEMA annonce dans un langage diplomatique une " rupture irréversible des capacités ", c'est que la situation est réellement catastrophique. Cette opération devient donc opportunément l'occasion de réfléchir sérieusement aux moyens futurs de nos armées en terme de préservation d'une autonomie capacitaire la plus cohérente possible. Faudra-t-il, pour créer un véritable électrochoc, l'institution militaire étant la seule à ne pas être syndiquée et ne disposant pas d'un pouvoir de nuisance médiatique, que les chefs militaires au plus haut niveau de la hiérarchie manifestent leur désapprobation en démissionnant ? Car il s'agit en l'occurrence, de la préservation d'un outil dont la vocation est de défendre les intérêts de la France dans un monde devenu de plus en plus dangereux.

En deuxième lieu, cette opération a permis de révéler l'inexistence d'une Europe de la défense, la France assumant seule cet engagement sur le terrain contre la menace islamiste qui concerne pourtant l'Europe tout entière. Ce constat rend utopique la mutualisation des moyens européens qui ne serait, en fait, qu'une addition des faiblesses de chacun, sans compter l'absence de cohérence et donc de volonté tant que l'Union européenne ne porte pas de véritable projet politique. La conséquence n'en est que plus évidente : la nécessité de préserver notre autonomie en terme de cohérence capacitaire.

Cette opération a également révélé l'action plus qu'ambiguë du Qatar, pays avec lequel la France semble entretenir des relations étroites. Nos parlementaires ne devraient-ils pas se saisir du sujet en demandant la création d'une commission d'enquête ? Car comment expliquer, par exemple, la mise à disposition, à la mi-janvier, de treillis et de gilets pare-balles qataris aux djihadistes de

Mokhtar le Borgne, récupérés en Libye, avant leur opération sur le site gazier d'In Amenas, en Algérie ? Sachant, par ailleurs, que ce dernier se ravitaille en armements de tous types, en Libye, chez son homologue libyen de la milice Ansar al Charia qui a la mainmise sur l'arsenal constitué après le pillage des dépôts de Kadhafi par les insurgés soutenus par le Qatar et qui alimente les volontaires de la guerre sainte. Comment, en outre, expliquer les déclarations des dirigeants qataris désapprouvant l'intervention française ? Comment expliquer la présence de nombreuses prétendues ONG qatariques dotées de budgets élevés dans la partie nord du Mali pendant l'occupation de Gao et de Tombouctou par les islamistes ? Ne peut-on pas en déduire que le Qatar finance les djihadistes contre lesquels la France est engagée ? Et peut-on oublier que le Qatar soutient les milices extrémistes Shebab en Somalie, ces mêmes milices qui ont assassiné l'otage français, Denis Alex ? Enfin, deux avions qataris auraient atterri au nord du Mali pour récupérer des djihadistes et empêcher leur arrestation ou leur élimination après le début de l'offensive des forces françaises. L'attitude du Qatar est pour le moins équivoque et un faisceau d'indices sérieux permet de penser que la prudence devrait s'imposer dans nos relations avec ce pays qui manifestement ne combat pas les islamistes, bien au contraire.

En troisième lieu, malgré les dénégations des responsables politiques, il faut bien admettre que nous sommes entrés depuis le 11 septembre 2001 dans une guerre des civilisations et ne pas vouloir le reconnaître est une faute politique qui prépare des lendemains douloureux non seulement hors de nos frontières mais également à l'intérieur. Nombreux sont ceux qui, par lâcheté intellectuelle n'osent pas ou ne veulent pas le reconnaître et tentent par des subtilités sémantiques de maquiller la vérité en parlant de terroristes au lieu de parler d'islamistes ou de djihadistes, car le faire serait mettre en cause l'islam et donc les musulmans. Mais l'islamisme n'est que l'intégralité de l'islam. Et le terrorisme n'est qu'un mode d'action - peut-être le plus spectaculaire - des islamistes pour arriver à leurs fins, mais au même titre que l'endoctrinement des jeunes issus de l'immigration dans nos cités, l'appel à la guerre sainte et à la haine pour tout ce qui n'est pas musulman, le racket, le trafic de drogues qui alimente financièrement les réseaux intégristes, le refus de l'intégration clamé par certains religieux sur notre propre sol. Comment fermer les yeux sur ce qui se déroule dans tous ces pays au sud de la Méditerranée qui sont passés rapidement de ce que certains ont appelé le printemps arabe à l'automne, voire à l'hiver arabe ? Comment ne pas vouloir comprendre que le combat est engagé entre ce fascisme vert et la démocratie ? Nos responsables politiques devraient méditer ces mots prononcés par Julien Freund lors de la soutenance de sa thèse sur l'essence du politique : "Comme tous les pacifistes, vous pensez que c'est vous qui désignez l'ennemi. Or, c'est l'ennemi qui vous désigne. Et s'il veut que vous soyez son ennemi, vous pouvez lui faire les plus belles protestations d'amitié. Du moment qu'il veut que vous soyez l'ennemi, vous l'êtes" Pratiquer la politique de l'autruche est donc irresponsable et crée, en outre, les conditions de l'irréparable. Car Mohammed Merah qui est devenu, après son élimination, un héros-martyr au sein d'une certaine jeunesse musulmane, risque de faire des émules. Mais comment en serait-il autrement dans la mesure où depuis la mise en place du regroupement familial, au milieu des années 1970, un système suicidaire pour l'unité de la nation a été mis en place par l'Education nationale avec l'enseignement de la langue et de la culture d'origine (ELCO) dispensé par des maîtres originaires des pays concernés ! Comment ne pas comprendre que, dans ces conditions, la langue dite seconde, le français (!), ne soit pas maîtrisée ce qui conduit à de graves échecs, à un repli sur soi et à l'instauration, dans certaines cités des banlieues, d'un climat d'insurrection larvée, les émeutes de fin 2005 constituant un sérieux signal d'alarme ? Pourtant le Haut Conseil à l'Intégration (HCI) dans un premier rapport rendu il y a une vingtaine d'années et dans son second en 2011 préconise ce qui représente le simple bon sens à savoir l'abandon de ce système d'ELCO qui constitue un frein

puissant à l'intégration de cette jeunesse qui par ailleurs devient française automatiquement à 18 ans. Et cela dure depuis plus de trente-cinq ans sans aucune réaction. Par laxisme, par manque de clairvoyance et de courage, nos responsables politiques ont créé et continuent de créer les conditions favorables à l'éclatement de troubles majeurs dans notre propre pays, voire de guerre civile

Le Livre sur la défense sera-t-il blanc ?

Lundi 4 mars 2013, par Philippe Leymarie

La parole libre du Général Desportes (2S)

« Nous avons une armée qui est encore un bel outil, mais il n'est pas sûr que cela va durer longtemps », estime le général Vincent Desportes, pour qui la campagne actuelle au Mali illustre les points forts du dispositif militaire français, mais aussi les faiblesses d'une « défense à trous ». Il considère, à quelques semaines de la parution d'un nouveau Livre blanc et de la préparation d'une nouvelle Loi de programmation militaire, que la dissuasion nucléaire — budgétivore et intouchable — perdra de sa crédibilité si elle n'est pas adossée à une force conséquente. Or, c'est le contraire qui se profile...

Le « retex » (retour d'expérience) sur [l'opération Serval au Mali](#) apparaît plutôt favorable à cet ancien directeur de l'École de guerre, devenu professeur à Sciences Po :

« L'adversaire a été culbuté », il a été dépassé en mobilité, pour ne rien dire de la « 3ème dimension » (espace aérien), entièrement maîtrisée par les militaires français, grâce à leurs techniques de ravitaillement en vol, de poser aérien d'assaut, d'aérolargage, de parachutage, d'appui par les hélicoptères de combat, d'engagement de troupes de tous types au sol, de soutien logistique et sanitaire...

Au final, une manœuvre compliquée, planifiée de longue date, qui a parfaitement fonctionné, en dépit des étirements géographiques (jusqu'à 1 200 km de Bamako, 2 400 km d'Abidjan, etc.), et qui démontre une fois de plus que les armées françaises — même à effectifs et moyens en réduction depuis plus de cinq ans — restent capables « d'entrer en premier » sur un théâtre d'opération, de tenir le rôle de « nation-cadre » dans une intervention multinationale, de disposer de toute la palette interarmes, etc. « Pour une fois, on est pas une "proxyforce" (force d'appoint). »

Savoir-faire français

Le général se dit impressionné par la « maîtrise du feu » : « En Afghanistan, dès 2002, les Américains en avaient fait un emploi inconsideré : lorsqu'en 2005-2006, on a voulu "rallier les cœurs et les esprits", il était trop tard. Au Mali, on n'a rasé ni Tombouctou ni Gao : l'appui de la population est fondamental, et c'est un savoir-faire français. N'étant pas subordonnés aux Américains, cette fois, nous avons pu utiliser nos propres méthodes. »

Vincent Desportes insiste au passage sur l'utilité des points d'appui prépositionnés (les bases à Libreville, N'Djamena, Abidjan, etc.), dont le sort était remis en question ces dernières années : « Heureusement qu'on est pas allé au bout de la réforme préconisée par le Livre blanc de 2008... C'est une plus-value par rapport aux autres Européens... Les Britanniques ne pourraient faire face, par exemple, à un conflit en Afrique de l'Est. » Il estime que, tant que Paris exerce des responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, les militaires

français doivent pouvoir être projetés « sans fausse honte » partout où c'est nécessaire... mais aussi « sans attendre un casus belli ».

Unités d'élite

Mais l'ex-général fait également le compte des faiblesses ou dérives :

— la réduction des effectifs : pour être capable de projeter quatre mille hommes avec tout l'environnement nécessaire (comme dans le cas de l'opération Serval au Mali), il faut un énorme réservoir derrière... Pour sélectionner et mettre en condition les trois mille membres des forces spéciales françaises (commandos air, marine, terre), il faut pouvoir puiser dans un vivier, avec notamment une armée de terre à cent mille hommes... ce qui ne sera plus le cas longtemps, au rythme des réductions actuelles.

— le tropisme sur les forces spéciales : « On en a fait un abus. C'est le syndrome Puga [1] ». Mais l'entretien de ces unités d'élite (actuellement limitées à trois mille hommes hyper entraînés et hyper équipés), induit des économies sur le conventionnel. Or, si ces commandos sont des atouts pour la préparation d'une opération, ou le lancement d'une offensive « coup de poing » en ouverture de théâtre, ils ne savent pas faire ce que fait l'armée « normale » — sécuriser, tenir le terrain, etc. « Reprendre les villes, c'est le métier de base des unités classiques. »

Le rêve de Bercy

— les équipements qui ont souffert : « On comprend que l'état-major ait repris les photos de l'opération Daguet, dans le Golfe : ce sont les mêmes véhicules ! » Mais ils ont quarante ans, et tombent en panne.

— le manque d'autonomie : « On a taillé dans les stocks. On a des manques criants. » Dans le domaine des drones, du renseignement, du ravitaillement en vol, du transport aérien, etc. Et « si les Américains ne veulent pas qu'on continue, au bout de quelques jours, la guerre s'arrête... »

— l'Europe de la défense : « C'est un rêve qui ne fonctionne pas. Il y a une perception différente des menaces. Les nations comptent plus que l'Union. Les procédures européennes, comme celles prévues par les Constitutions de plusieurs pays, sont trop lourdes et limitent la liberté d'action. Le "pooling and sharing" (partage des capacités) est une fausse bonne idée, qui plaît à Bercy (où on cherche à faire des économies sur le régalié) mais qui va à l'encontre des capacités autonomes françaises. »

L'adieu aux Malouines

D'où, pour le général Vincent Desportes, une série de leçons dont devraient tenir compte les rédacteurs du nouveau Livre blanc et les planificateurs de l'armée future : conserver des points d'appui prépositionnés, maintenir un volume significatif de forces conventionnelles, rénover l'équipement de l'armée de terre (alors que les programmes de renouvellement des matériels sont régulièrement repoussés), conserver une cohérence interarmées, et inter-composantes au sein d'une même armée.

« Les Britanniques ne seraient plus capables aujourd'hui de faire les Malouines [2]. Et les Français pourront-ils reproduire une opération de type Serval dans quelques années ? », se demande Desportes, qui met en garde contre une « défense à trous », un manque « d'épaisseur

stratégique », une dépendance à l'égard des Américains, rappelant qu'en 2011, après quatre mois d'offensive aérienne et maritime en Libye, les armées se disaient déjà « au taquet ».

Dissuasion à la malienne

« L'erreur capitale du précédent Livre blanc a été de sanctuariser la dissuasion nucléaire », estime par ailleurs le général Desportes. Dans la perspective d'un budget défense en baisse, cet intouchabilité du budget nucléaire suppose que les forces conventionnelles seront amputées. Or, soutient-il, il y a un lien stratégique entre le nucléaire et le conventionnel : « Ce n'est pas du "tout ou rien" » : il y a une gamme de réactions, une progressivité de l'action. « Si on n'a que le nucléaire, on ne le tire jamais ! » « Ce n'est pas avec un SNLE [3] qu'on protégerait nos ressortissants, et qu'on aurait empêché les prises d'otages au Mali ou au Cameroun ! »

Croisement en or

C'est une question de crédibilité : à défaut d'avoir jamais utilisé la bombe atomique (et dans la perspective de ne jamais avoir à faire autre chose que la brandir...), il faut montrer ce qu'on sait faire, à différents stades : « Sinon, personne n'y croit. » Sur ce plan, « le fait de s'être engagé au Mali contribue à renforcer la dissuasion... même nucléaire ». Bref, les forces conventionnelles entourent, préparent et crédibilisent une éventuelle frappe atomique. « De mon point de vue, le nucléaire ne sert à rien si nous n'avons pas d'autonomie défensive. »

Le général, qui se dit absolument partisan d'un maintien de la dissuasion nucléaire, prône cependant un équilibre constant entre les budgets du nucléaire et du conventionnel : quand l'un baisse, l'autre doit diminuer dans les mêmes proportions. Et d'énumérer quelques gisements d'économies, en se posant à nouveau la question de la pertinence d'une composante nucléaire aéroportée, ou d'une permanence totale à la mer des SNLE, « les trois-quatre heures de croisement entre le sous-marin retour de patrouille et celui qui le relève coûtant des fortunes » car imposant à lui seul l'entretien d'un quatrième SNLE, avec double équipage, etc.

Il est encore possible de prendre en compte ces remarques du général Desportes : la parution du Livre blanc, initialement prévue pour janvier, puis février, ne devrait pas intervenir avant mars ou avril...

Notes

[1] Du nom du chef d'état-major particulier du président de la République, ancien chef du Commandement des opérations spéciales (COS)

[2] L'armée britannique avait affronté en 1982 les militaires argentins, pour empêcher l'annexion de cet archipel colonial de l'Atlantique sud.

[3] SNLE : sous-marin lanceur d'engins, vecteur de la dissuasion nucléaire.

Bibliographie : déclin de l'armée française ?

ASAF, Vendredi, 08 Mars 2013 23:34

Par Jean COT, Général d'armée (2S).

Ancien commandant de la 1ère armée, de 1990 jusqu'à 1993. Commandant de la Forpronu

(Force de protection des Nations unies) en ex-Yougoslavie (1993 -1994).

Par Catherine DURANDIN , écrivain, historienne. Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégée d'Histoire, Docteur es Lettres, diplômée de roumain, INALCO. Auditrice IHEDN, 37^{ème} session. Conseiller scientifique du Centre géopolitique.

Le nouveau "Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale" se fait attendre mais les questions demeurent.

Sans langue de bois, le général d'armée Jean Cot (2S) et Catherine Durandin (IHEDN, 37^e session) dialoguent à propos du lien Armée / Nation en France.

Jean Cot : Dans ce livre, Catherine Durandin, vous proposez un panorama très vaste, non seulement de l'armée d'aujourd'hui, mais vous abordez aussi des thèmes plus larges comme l'esprit et l'enseignement de Défense, les causes justes, la mort du soldat et beaucoup d'autres. On ne peut que se réjouir qu'une universitaire porte un tel intérêt à ces questions et en connaisse aussi bien les nuances.

Catherine Durandin : Universitaire, oui, historienne de formation, disciple de Jean Baptiste Duroselle en relations internationales. J'ai été toujours passionnée par le rapport Armée/Nation, la réflexion sur la puissance et sur les évolutions des identités nationales. J'ai beaucoup apprécié mon année passée à l'IHEDN (37^e session) et ai eu la chance de servir comme consultante à la Direction aux affaires stratégiques du ministère de la Défense de 1992 à 2010. Ces expériences m'ont amenée à fréquenter, à écouter mes collègues militaires.

Jean Cot : On pourrait relever que vous posez plus de questions que vous n'apportez de réponses mais, après tout, un problème bien énoncé n'est-il pas à moitié résolu ?

Catherine Durandin : Bien sûr des questions sans réponse. La réponse n'appartient- elle pas aux politiques ? Je ne maîtrise pas le budget de la France. Je prends des positions : je m'inquiète du développement des Sociétés Militaires Privées (SMP). J'ouvre des perspectives et propose de réfléchir à une alternative à la suspension du Service National sous forme d'un engagement citoyen d'un an au service de notre société, engagement obligatoire et universel.

Jean Cot : J'ai lu votre livre d'une traite parce qu'il est bien écrit et offre beaucoup plus que ce qu'annonce son titre, « *Le déclin de l'armée française* » n'étant évoqué que de manière dispersée, presque « *entre les lignes* ». C'est pourquoi, mis en appétit, j'aimerais que vous reveniez sur ce thème précis, à l'occasion d'un autre écrit.

Catherine Durandin : L'écriture ! Oui écrire me structure, écrire est une manière d'organiser les images et de tracer le fil du sens. C'est pourquoi, j'écris aussi des romans : le dernier *Douce France* s'inscrit en cette quête de l'identité française à travers trois générations de femmes...Quant au déclin...

Jean Cot : Le déclin ! Si ce déclin évident résultait seulement, aux yeux des citoyens, de l'éloignement de la menace, il suffirait, pour l'endiguer, que le pouvoir développe - ce qu'il ne fait pas - une pédagogie intelligente. Elle montrerait que dans un monde globalisé, les risques et

menaces, souvent mal cernés, lointains dans le temps et dans l'espace, n'en sont pas moins réels et vitaux pour la France et l'Europe, et requièrent, parmi d'autres moyens, un outil de défense efficace qui ne saurait être reconstitué au moment du besoin.

Catherine Durandin : Le déclin est indéniable et sans doute n'ai-je pas évité quelques moments de nostalgie en cet ouvrage. Rappelons des faits qui vous sont connus et que vous déplorez : la diminution du budget de la défense qui se chiffre à moins de 1,6 % du PIB, la déflation des effectifs de l'armée de terre en particulier, l'insuffisance des matériels dont témoignent les opérations au Mali, aujourd'hui aidées par les transporteurs et les drones américains. Je souligne longuement le délitement du lien Armée / Nation depuis la suspension du service national votée en 1996. Votre propre analyse des causes de ce déclin ?

Jean Cot : Je crois que l'une des raisons principales de ce déclin vient de la perte de poids et d'influence des hautes autorités militaires dans l'appareil gouvernemental. Cela est d'autant plus préoccupant que les dites autorités semblent s'en accommoder et même avoir été choisies pour cela.

Sans parler du silence assourdissant de ces autorités dans les médias, comment expliquer le passage du militaire au civil de grands organismes à haute teneur stratégique et militaire que sont le SGDSN, la DGSE, la DICOD, la DPSD, la DAS et d'autres encore ? Pourquoi pas demain, sur proposition du contrôle des armées, un haut fonctionnaire CEMA.

Le métier de soldat n'est plus compris.

Catherine Durandin : La tendance est à l'extension du contrôle civil sur le militaire. C'est la ligne qui fut d'ailleurs imposée aux candidats à l'intégration dans l'OTAN, ex membres du Pacte de Varsovie, lors de sa mise en œuvre en 1994 du Partenariat pour la Paix.

Je crois de mon côté que le statut social des armées s'est dégradé. Et je constate un fossé entre la médiocrité de la banalité quotidienne au retour des Opérations Extérieures à risque et les motivations, service, honneur, aventure des jeunes recrues engagées. Il est rare qu'après cinq ans, ils renouvellent le contrat.

Enfin, cette perception que l'armée a de son déclin vient du fait que le métier de soldat n'est plus compris : le droit de donner la mort, le risque de la recevoir. La mort du soldat émeut et choque, ponctuellement, comme s'il s'agissait d'un accident qui aurait pu être évité. Que l'éducation nationale s'emploie à intégrer les questions de Défense dans les programmes d'Education civique juridique et sociale (ECJS) ne modifie pas le rapport à la mort, une mort refusée.

Jean Cot : Qu'un général en retraite ose s'exprimer en toute liberté et demander que les directions des organismes de défense, reviennent à des militaires, cela ne peut avoir aucun écho. Si vous vous y engagiez, ce serait autre chose ! Chiche ?

Catherine Durandin : Vous vous méprenez sur l'absence d'écho des écrits et des propos des généraux en retraite. Ces voix venues de la compétence, de l'expérience sont essentielles. Ecouter les généraux, stratèges, humanistes, les lire m'a beaucoup appris. Il y a là une culture militaire vivante.

En tant qu'universitaire, citoyenne et écrivain, j'ai voulu me faire la porte parole « des blues » de nos armées. Car ces mécontentements, ces frustrations et ces désenchantements sont ceux de larges parties de la société qui s'interrogent sur leur République, leur Nation et sa sécurité. Le

déclin, c'est un affaiblissement de leur pays que ressentent nombre de Français. Alors, c'est de remobilisation dont il faut parler, de mémoire, d'éducation et d'espoir. Du bonheur, pourquoi pas, d'être Français et de sa signification. Tournons la page du déclin.

5 500 généraux en France : quand Hollande se prend pour Zappata

ProRussia.tv, Directeur de Publication & **Rédacteur en chef : Gilles Arnaud**
contact@prorussia.tv - 02 32 42 16 12

On se doutait que les capacités opérationnelles de l'armée française, n'étaient pas à la hauteur du courage et des compétences des soldats français. Mais une lettre ouverte d'une dizaine de jeunes officiers éclaire sous un jour nouveau, et pour le moins déroutant, certains handicaps... Imaginez... Il y aurait en France plus de 5 500 généraux, payés à ne rien faire... Autant que de légionnaires, tous régiments confondus. De quoi armer deux équipages d'un porte-avion comme le Charles de Gaulle...

Et ce ne sont là que des comparaisons d'effectifs... et non de solde. Car évidemment, un général planqué touche beaucoup plus qu'un caporal ou un marsouin engagé sous le feu, au Mali ou ailleurs.

Il y a en France, selon des **chiffres arrêtés au 31 décembre 2012, 498 officiers généraux en activité dont 173 pour l'armée de terre, 74 pour l'armée de l'air et 52 pour la marine. Et 5 500 en section II, c'est-à-dire en préretraite, sans affectation...**

Quand on sait qu'un général est un officier censé commander au moins une brigade, une division ou un corps d'armée, l'armée française devrait compter, avec 5 500 généraux, plus de... 2 millions 600 milles combattants, sans compter les personnels civils administratifs. Un tout petit plus que l'armée chinoise, autant que l'armée américaine et l'armée russe réunie... La France aurait ainsi la première armée du monde.

Tout ça pourrait prêter à sourire, si cela ne nuisait pas gravement aux capacités opérationnelles des régiments qui eux, doivent diminuer leur effectifs, militaires du rang et sous-officiers. Et il faut bien reconnaître que dans les conflits récents, aucun colonel ou général n'est tombé au champ d'honneur. Il n'y a plus, en France, de Colonel Le Drian pour mourir à la tête de ses hommes pour la défense de Verdun... Et pour ce qu'on a pu en voir, lors de l'affaire Mahé, l'honneur est d'autant plus vivace chez le soldat français, qu'il a un grade inférieur à celui de colonel !

Dénonçant également la baisse systématique du budget de la défense, variable d'ajustement au grès des humeurs syndicales du moment et des impératifs de Bruxelles, la lettre ouverte des jeunes officiers demande un « réarmement » de la France. Un réarmement qui doit prioritairement concerner l'équipement individuel des soldats. S'ils dénoncent le programme Félin, qui alourdit de dizaines de kilos les combattants mais remplit les poches des sociétés d'armement sans apporter de réels avantages sur le terrain, ils réclament, je cite « **des gilets pare-balles, des chaussures, des robots, des drones, des munitions, des fusils d'assaut, des treillis de qualité** ». Fin de citation. Ils veulent que ces choix stratégiques soient imposés par le Parlement aux groupes du complexe militaro-industriel car, je cite encore, « **La France a besoin de capacité opérationnelle. Pour retrouver une réelle capacité de projection, l'armée a besoin de transporteurs blindés, d'un deuxième voire d'un troisième porte-**

avions, d'hélicoptères et d'un deuxième groupe aéronaval. Elle a besoin de blindés sur roues, de matériel chirurgical ».

On dit souvent que l'armée française est la meilleure infanterie au monde, maintenant on sait pourquoi, elle ne peut compter que sur la valeur de ses hommes, puisqu'elle n'a pas de matériel !

Cerise sur le gâteau, pendant ce temps, les militaires du rang ne sont pas payés... Les dysfonctionnements du système informatisé Louvois, qui gère, enfin qui devrait gérer les paies, étaient pourtant connus avant même sa mise en service, mais rien n'a été fait pour corriger les 10 à 15 bugs majeurs qui plombent complètement un logiciel déjà obsolète. La situation est telle que des militaires en opération se font saisir leur maison, faute de pouvoir payer les mensualités de leurs crédits ! L'armée de Terre, mais aussi la Marine sont touchées.

Pourtant, il paraîtrait que le problème pourrait être résolu si la DRH du ministère de la défense accordait à l'armée de terre la création de cinq postes d'informaticiens...

La France peut payer 5500 généraux à ne rien faire, embaucher 40000 fonctionnaires de plus à l'Éducation Nationale qui en compte déjà un million, mais rechigne à embaucher 5 informaticiens pour que ses soldats puissent monter au feu, sans avoir le soucis de savoir si le frigo de leurs enfants est plein, si leur épouse pourront encore avoir un toit le mois prochain et si l'armoire à pharmacie de leurs parents leur permette de se soigner.

Dans d'autres pays, il y a eu des coups d'état pour moins que cela...

Mali. La bataille des Iforas

ACTU-MATCH | SAMEDI 9 MARS 2013 - Par Patrick Forestier avec Abdelnasser Garboa au Nord-Mali - Paris Match



L'opération Serval s'attaque maintenant à la place forte d'Aqmi, où sont retenus nos otages.

Quand j'ai vu la photo, je l'ai reconnu immédiatement. C'était bien Abou Zeid, affirme le journaliste tchadien Abdelnasser Garboa. L'officier qui l'avait prise deux jours plus tôt, le samedi 2 mars, avec le petit appareil numérique qu'il porte dans un étui à sa ceinture, était d'accord avec moi. L'offensive tchadienne avait commencé huit jours auparavant, le 22 février.

Ce jour-là, on ne s'attendait pas à une réaction aussi forte de la part des gens d'Aqmi [Al-Qaïda au Maghreb islamique]. Ils nous ont tiré dessus avec toutes leurs armes. Le combat a commencé vers 10 h 30 et s'est terminé aux alentours de 19 heures. » Cette journée, le reporter n'est pas près de l'oublier. Il se trouve à 2 ou 3 kilomètres de la ligne de front avec le commandement tactique du général Oumar Bikomo et son adjoint, le général Mahamat Idriss Déby, le propre fils du président tchadien. Contrairement à la rumeur, cet officier n'a pas été blessé et donc pas hospitalisé à Paris. Abdelnasser fait la navette avec le PC opérationnel du général Abderamane Youssef Neiry et du colonel Youssouf Tairo, son second. Aucun ne sait qu'ils vont tomber dans un piège alors qu'ils pensent prendre leurs ennemis à revers.

Au lieu d'entrer dans la vallée d'Ametetai par le nord-est en venant de la ville de Tessalit, la colonne tchadienne est remontée quasiment à la frontière algérienne pour retourner vers cette vallée, par l'ouest cette fois. A leurs côtés, une demi-douzaine de pick-up des forces spéciales françaises qui servent de liaison avec l'état-major. « Ils ne combattent pas avec nous, explique Abdelnasser, mais fournissent du renseignement. Ils nous avaient informés que, dans cette vallée d'une trentaine de kilomètres, se cachaient des combattants d'Aqmi. » Abou Zeid et sa garde rapprochée pensent que si les Tchadiens attaquent par la piste de Tessalit, ils entendront

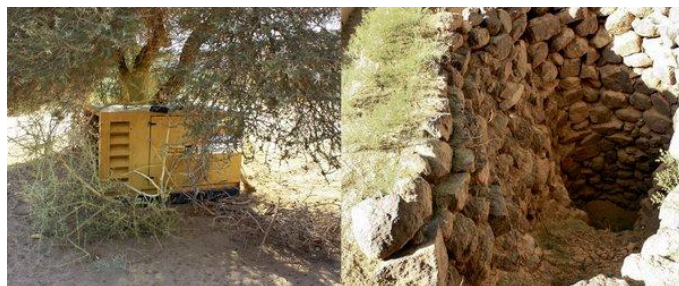
les combats contre les postes avancés et auront le temps de s'organiser ou de fuir. Kalachnikovs, lance-roquettes RPG 7, canons de 14,5 mm à tir rapide, les Tchadiens tombent dans une embuscade.

« En fait, les terroristes ont été surpris et se sont défendus jusqu'à la mort. Pour progresser de 3 kilomètres, nous avons mis trois jours », confie Abdelnasser. Les troupes tchadiennes avancent dans l'oued asséché, sur les crêtes ou à flanc de montagne, quand elles le peuvent. Cette vallée est constituée de gorges étroites où le passage est très périlleux. Les Zagawa de la garde présidentielle disposent de deux traducteurs, mais ils ne connaissent pas le terrain. Leur seul avantage – et pas des moindres – est qu'ils sont habitués à combattre dans le désert et ne craignent pas la chaleur. Devant eux, il y a les membres du Dar (Détachement action rapprochée), l'unité d'élite qui ouvre la route, souvent à pied. Leur commandant adjoint sera tué au combat.

« Chez nous, les tchadiens, on va jusqu'au bout, les français, eux, ont le souci des otages »

Planqués dans des postes aménagés dans les rochers, les djihadistes font des « boules de feu » pour essayer de fixer les Tchadiens. Même dans leurs véhicules blindés, ils ne sont pas suffisamment protégés. Comme en Afghanistan, les fous d'Allah ont placé des IED, des bombes artisanales dans le jargon de l'Otan, fabriquées avec des obus et des explosifs. Un blindé et deux pick-up chargés de combattants sautent sur ces pièges disposés sur la piste qui mène au PC d'Aqmi. « Avec les combats, il y a eu en tout 20 morts, plus 3 blessés qui décéderont peu après », raconte Abdelnasser. Cette fameuse journée du 22 février, les combats s'effectuent de façon rapprochée, de rocher en rocher. Plus loin, les soldats français se battent de la même manière, parfois à moins de 50 mètres de l'ennemi. En montant à l'assaut, un jeune caporal du 1er régiment de chasseurs parachutistes de Pamiers, Cédric Charenton, sera tué par les djihadistes.

Sous un acacia (au centre), les islamistes ont disposé un groupe électrogène de la société française Sogea-Satom. A droite, une cache d'armes et de munitions, à flanc de montagne. (Photo DR)



Les Tchadiens, comme les Français, sont surpris par tant de résistance. Personne, en face, ne se rend. Au contraire, ils sont comme enrégés. Cependant, les djihadistes perdent pied peu à peu face aux soldats tchadiens réputés pour ne jamais lâcher prise. On leur a assigné un secteur et ils comptent bien le conquérir. C'est aussi une affaire d'honneur. « Aucun avion ni hélicoptère français n'est intervenu », affirme Abdelnasser. Peut-être parce que les combattants des deux camps étaient trop imbriqués. Impossible de tirer une bombe de 250 kilos à moins de 200 mètres, même si plusieurs commandos des opérations spéciales sont habilités à guider les avions pour qu'ils bombardent au plus près. « Mais, côté français, on n'était pas toujours content de la façon dont progressaient nos soldats, explique en souriant le journaliste tchadien. Chez nous, quand c'est parti, on va jusqu'au bout. On ne s'arrête pas. Les Français, eux, ont le souci des otages. »

Peu à peu, l'acharnement des Tchadiens commence à payer. Ils sont galvanisés par les morts qu'ils comptent dans leurs rangs. En face, le bilan est plus lourd. Il sera de 93 morts. La semaine qui suit est ponctuée d'accrochages. Mais, le 2 mars, les Tchadiens ne savent pas qu'ils vont tomber en réalité sur le noyau dur d'Aqmi, et même sur son chef suprême au Sahara : l'émir Abou Zeid en personne. Soudain, vers 16 heures, les combats reprennent de plus belle. Ils sont même les plus durs de la journée. Un groupe de salafistes est sorti d'une infrastructure entre les rochers, qui sert apparemment de PC, pour se replier un peu plus loin. Ils sont peut-être une dizaine à se battre comme des chiens de guerre. Mais ça ne suffit pas. Ils sont inférieurs en nombre et en puissance de feu. Ils savent qu'ils ne pourront pas tenir longtemps. « Soudain, on a entendu une explosion, puis plus rien. » C'est ce que racontera, deux jours plus tard, un officier du groupement blindé de l'armée tchadienne qui a pris les photos des cadavres sans savoir qu'il

venait de tomber sur le dernier carré d'Aqmi, qui protégeait son chef. « On a l'impression qu'en se voyant perdus ces gens se sont fait sauter plutôt que de se rendre », raconte le journaliste tchadien.

Plutôt que d'être capturé, Abou Zeid aurait préféré se suicider ou exiger qu'on le supprime

Le cadavre qui ressemble à Abou Zeid, lui, porte pourtant une sale blessure au front ; mais son visage émacié, prolongé par un bouc en pointe, est intact. « Les combattants lui ont peut-être tiré une balle dans la tête avant de se supprimer à leur tour », ajoute le reporter, se fondant sur le sentiment de l'officier tchadien. Plutôt que d'être capturé, l'émir d'Al-Qaïda, qui détenait les otages d'Arlit au Niger, aurait donc préféré se suicider, ou exiger qu'on le supprime, avant que ses hommes se fassent exploser comme des kamikazes. Leurs corps désarticulés, à moitié déchiquetés, pourraient accréditer cette thèse émise par les soldats tchadiens présents dans le secteur. Ils ont même récupéré le passeport de Michel Germaneau, ce Français de 78 ans, malade, capturé et probablement tué par Abou Zeid en 2010. « Le périmètre du PC était miné et interdit, ajoute Abdelnasser, mais les forces spéciales françaises y sont allées. Elles ont récupéré dans le PC abandonné beaucoup de documents, des GPS et des téléphones satellitaires Thuraya. » Apparemment pas d'ordinateurs. Mais les numéros appelés par Abou Zeid représentent de précieuses informations qui sont maintenant exploitées.

A côté, les Français ont découvert un groupe électrogène, un bulldozer et une pelle mécanique de la société française Sogea-Satom, qui construit des routes dans le nord du Mali. Grâce à ces engins volés, les combattants d'Aqmi enterraient leurs véhicules ou creusaient des galeries pour se cacher des avions Breguet Atlantic qui survolaient la zone. Aujourd'hui, ce sont les drones Predator et les Harfang français basés à Niamey, au Niger voisin, qui survolent le massif des Iforas pour identifier les cibles. Des avions sans pilote, capables de voler pendant des heures à basse altitude, qui envoient en direct les images filmées par leurs caméras aux unités combattantes déployées sur le terrain. Ce sont elles qui ont permis de déceler la présence de groupes d'Aqmi dans la vallée d'Ametetai. « Les commandos français ont aussi prélevé des échantillons d'ADN sur le cadavre d'Abou Zeid », affirme Abdelnasser. D'où l'annonce par un journal algérien de la mort du chef terroriste. Car Paris a demandé à Alger un échantillon de son ADN, que les autorités algériennes ont prélevé chez des membres de sa famille. Depuis, la mort d'Abou Zeid apparaît quasi certaine, même si un djihadiste d'Aqmi, anonyme, affirme qu'il « n'a pas été tué » par les Tchadiens, qui étaient, selon lui, à 80 kilomètres de là, mais par un bombardement d'avions français.

Une façon de « légitimer » la mort de l'émir face à des avions et non pas au sol contre d'autres Africains, ce qui est moins glorieux dans la chanson de geste djihadiste diffusée sur Internet. Restent les otages, qui n'étaient apparemment pas avec Abou Zeid. Ce sont eux que cherchent les soldats français, guidés par des Touareg ralliés qui connaissent ce massif des Iforas comme leur poche. Reste aussi le second grand émir du Sahara, Mokhtar Belmokhtar, qui détient deux otages français. Le président tchadien affirme que ses troupes l'ont également tué, dans la même zone. Cela signifierait que les deux émirs s'étaient réconciliés, ce qui paraît peu probable. Le fief de Belmokhtar est plutôt dans la région de Gao. Il donnait ses rendez-vous à 70 kilomètres de cette grande ville de l'est du Mali, près du village de Ber, sur la rive du fleuve Niger. Pour fuir les soldats français, serait-il monté au nord se cacher dans le massif des Iforas ? Dans ce cas, s'il n'est pas déjà mort, sa survie risque d'être de courte durée, car ce repaire de djihadistes n'est plus inexpugnable. Mais comment savoir si les gardiens des otages, qui, privés de chef, pourraient donc les libérer, veulent prendre le risque d'affronter les troupes françaises ou les soldats tchadiens ?

Mali : retour au point de départ ethnique

Editorial de Bernard Lugan : dimanche 3 mars 2013

Militairement, les islamistes sont cernés dans un dernier réduit du massif des Iforas avec, au Nord et à l'Est, les Algériens, au Sud les Tchadiens en bouclage, à l'intérieur, les forces spéciales

françaises et des Touareg. L'intensité des combats montre a posteriori à quel point la politique française qui mettait en avant l'idée de non intervention, mais de formation des contingents africains, n'était rien d'autre qu'une vue de l'esprit. En effet, s'il n'y avait pas eu l'opération Serval, les Iforas seraient toujours une base jihadiste...

Maintenant que le nuage islamiste est dissipé, et en dépit d'attentats résiduels et d'actions terroristes à venir, le réel réapparaît avec force. Quel est-il ?

- 1) Nous ne sommes pas face à une guerre de religion.
- 2) Nous sommes en présence d'un classique conflit ethnique et même racial, un conflit ancré dans la nuit des temps entre « nordistes » et « sudistes ».
- 3) Nous en revenons donc au début de la crise, c'est-à-dire à la revendication touareg. Tout le reste est secondaire, à commencer par la question islamiste qui est simplement venue se greffer sur la revendication touareg.

Depuis le déclenchement de l'opération Serval, François Hollande a eu l'intelligence de laisser faire les militaires. Maintenant que le nettoyage des Iforas est entré dans sa phase finale, le relais politique ne va pas tarder à être pris par le Quai d'Orsay et la cellule africaine du parti socialiste. L'idéologie va donc de nouveau prendre le pas sur le réel sahélien.

Le président Hollande ayant une nouvelle fois déclaré que le but de l'intervention française est la restauration de l'intégrité du Mali, deux grandes questions vont se poser :

- 1) Que va dire Paris à Bamako quand le Mali va vouloir exercer sa souveraineté sur la totalité du territoire reconquis par les Français et les Tchadiens ? De quel droit la France peut-elle continuer à interdire à l'armée malienne d'aller faire la « mouche du coche » à Kidal et dans les Iforas ?
- 2) Que va dire Paris aux Touareg qui se sont battus à nos côtés, qui ont largement permis l'opération des Iforas et qui ne veulent pas d'armée malienne chez eux ?

Comme il va bien falloir passer au règlement politique de la question malienne, la seule approche réaliste doit tenir compte des trois points suivants :

- 1) Le soulèvement du mois de janvier 2012 qui est à l'origine de l'actuelle guerre du Mali s'est fait au nom de l'identité touareg et autour de la revendication de l'Azawad.
- 2) Or, comme je n'ai cessé de le dire depuis le début du conflit, et comme l'ont découvert ceux qui lisent mes communiqués et qui ont amplement repris l'idée sans citer leurs sources, l'Azawad n'est qu'en partie touareg. Il existe en effet trois Azawad, l'Azawad Touareg à l'est, avec pour centre le massif des Iforas ; l'Azawad arabe vers l'ouest et vers le nord et enfin l'Azawad du fleuve avec des populations mélangées (Songhaï, Peul, Touareg etc.).
- 3) La fiction d'un Etat malien « unitaire » est morte. Le régime de Bamako doit donc admettre qu'il est incapable de tenir deux des trois Azawad et qu'il doit donc penser à une profonde évolution fédérale ou même confédérale.

«Au Mali, Aqmi pourrait se fragmenter»



Libération, 4 mars 2013 à 11:23 (Mis à jour: 17:26)

Des soldats français patrouillent avec leur blindé dans une rue de Gao, dans le nord du Mali, le 27 février. (Photo Joel Saget. AFP)

La guerre qui s'installe dans le Sahel, le silence de l'armée française, le sort des otages, les morts supposées des chefs jihadistes algériens... Thomas Hofnung, journaliste à «Libération», a répondu à vos questions sur le conflit malien.

Libération

Que savez-vous de plus sur l'annonce de la mort d'Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar ? Les annonces tchadiennes sont-elles fiables ?

Thomas Hofnung. La mort d'Abou Zeid semble plus que probable. Elle a été évoquée ce matin par le chef d'état-major français Edouard Guillaud, et confirmée par un membre d'Aqmi sur le site bien informé Sahara média. En revanche, celle de Mokhtar Belmokhtar semble de plus en plus hypothétique. Plusieurs sources affirment qu'il serait en réalité dans une autre zone. Peut-être du côté de Gao. En tout cas, on se demande bien pourquoi les [Tchadiens se sont précipités](#) pour annoncer sa mort...

Quand on parle de «combats durs», sans plus de précisions, que faut-il entendre par là ?

Dans l'Adrar des Ifoghas, l'armée française affronte des jihadistes très déterminés, qui n'ont pas peur de mourir. Ils sont dangereux, mais ils ne disposent pas d'armes très sophistiquées. Quand on parle de «combats durs», il s'agit donc surtout de qualifier la combativité des islamistes.

Comment les jihadistes sont-ils approvisionnés en eau, nourriture, et armes ? Le problème du ravitaillement commence-t-il à se poser pour eux ?

Ils ont eu de longs mois pour faire des réserves, et installer des points de ravitaillement dans différents secteurs de l'Adrar des Ifoghas, mais il est clair que plus le temps passe, plus ces stocks vont s'amenuiser. Pour la suite des événements, tout va dépendre de la réalité de la fermeture de frontière avec l'Algérie. Or, si Alger semble décidé à coopérer pour asphyxier les jihadistes, la frontière est très longue, et quasiment impossible à surveiller en permanence.

Les jihadistes sont-ils tous réfugiés dans l'Adrar, ou certains ont-ils déjà fui vers d'autres pays de la région ?

Le noyau dur d'Aqmi s'est vraisemblablement replié sur l'Adrar des Ifoghas. En revanche, d'autres groupes – recrutés localement – sont demeurés plus au Sud, que ce soit du côté de Gao ou de Tombouctou. Par ailleurs, des sources concordantes font état de l'arrivée de jihadistes dans certains pays voisins, au Burkina Fasso, mais aussi, et surtout, en Libye.

Est-on vraiment sans aucune nouvelle des otages ?

Il est impossible de répondre à votre question car les responsables français ne veulent faire aucun commentaire sur ce sujet, pour ne pas risquer de mettre leur vie en danger. Est-ce que les ravisseurs ont fait passer des messages, voire des vidéos, aux autorités françaises ? Si c'est le cas, celles-ci n'en ont rien dit.

Pourquoi l'armée tchadienne est-elle si présente dans l'opération au Mali ? Est-elle «meilleure» que les autres armées africaines ?

La France a négocié durant de longs mois avec Idriss Déby pour qu'il participe à cette opération. L'armée tchadienne est robuste, aguerrie car elle a durant des années affronté des mouvements rebelles soutenus par le Soudan. En outre, Déby a utilisé l'argent du pétrole dont il dispose, non

pas pour développer son pays, mais pour acheter des armes. Ses troupes sont donc bien équipées.

Pour autant, ses intérêts vitaux ne sont pas directement menacés par les groupes jihadistes installés au Mali. Qu'a-t-il obtenu en échange de son engagement réel et coûteux ? On ne le sait pas, mais il y a fort à parier qu'il aura pour longtemps les mains libres dans son pays, où la démocratie reste une coquille vide.

Si effectivement les deux jihadistes ont bien été tués, quelles conséquences cela va-t-il avoir sur la suite du conflit ? Peuvent-ils être remplacés facilement ?

A court terme, cela aurait pour conséquence de désorganiser la nébuleuse islamiste. Mais cela ne signifie absolument pas la fin d'Aqmi. D'autres responsables prendront leur relais. Toutefois, même si d'autres chefs apparaissent, il est possible que le mouvement islamiste se fragmente par un phénomène classique de lutte pour le pouvoir.

Concrètement, comment combat-on les jihadistes dans l'Adrar ? S'agit-il de combats rapprochés, ou les soldats français restent-ils principalement en soutien de l'artillerie et de l'aviation ?

La reconnaissance aérienne et le renseignement jouent un rôle primordial. Les avions et les hélicoptères sont mis à contribution pour frapper l'adversaire et ouvrir la voie aux troupes au sol. Le ministère de la Défense a mis en ligne sur son site une vidéo où l'on voit les soldats français ouvrir le feu. Dans l'Adrar, ce sont bien les soldats qui fouillent les cavités et les grottes à la recherche des jihadistes. Ce qui peut provoquer des combats très rapprochés.

Comment Aqmi parvient-il à financer ses activités ? Avec les trafics et les rançons ?

On estime qu'Aqmi dispose d'un «trésor de guerre» composé de l'argent des rançons obtenues contre la libération d'otages, y compris français. Et on a souvent aussi évoqué l'argent de la drogue. Pour autant, tout le monde n'est pas d'accord sur le sujet. Certains chercheurs affirment qu'Aqmi n'a pas touché à la drogue, contrairement au Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) actif dans la région de Gao. Une chose est sûre : ce trésor n'est pas éternel, et il est probable que les finances d'Aqmi soient en voie d'assèchement.

Pour l'instant, la communauté européenne ne s'investit pas tellement dans ce conflit, cela pourrait-il changer ?

Non, il n'y a pas de raison que cela change. Certains partenaires européens – Grande Bretagne, Allemagne – mettent à disposition de la France des avions de transport ou de ravitaillement. Mais aucun pays de l'UE n'a accepté d'envoyer des troupes au sol. En revanche, plusieurs pays européens vont participer à une mission de formation de l'armée malienne baptisée EUTM Mali. Celle-ci est en cours de déploiement. Il s'agit plus d'une action à long terme.

Le but des armées françaises et tchadiennes serait de prendre le contrôle de l'Adrar des Ifoghas, mais est-ce possible ?

Il ne s'agit pas de prendre le contrôle de l'Adrar des Ifoghas. Aucune armée, aussi puissante soit-elle, ne le pourrait. Le but est plutôt de réduire ou de casser le pouvoir de nuisance des jihadistes. Mais, comme on l'a vu sur d'autres théâtres, l'action militaire ne peut pas tout. Seul un processus politique de réconciliation entre les communautés du Mali, accompagné d'un plan ambitieux de développement du pays, permettra d'isoler les jihadistes et d'empêcher leur éventuel retour sur la

scène malienne. C'est uniquement à ces conditions que l'opération Serval aura servi à quelque chose sur le long terme.

Mali : Quel statut donner aux jihadistes faits prisonniers?

Zone Militaire, 8 mars 2013 – 15:35

Un jihadiste français a bel et bien été capturé au Nord-Mali par les forces de l'opération Serval. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, l'a confirmé ce 8 mars. Maintenant, il se pose la question du statut que l'on donner à ce prisonnier. Et pour le coup, la réponse n'est pas simple.

Il existe deux possibilités. Soit ce jihadiste est considéré comme un prisonnier de guerre, soit il doit être jugé comme un criminel pour des faits de terrorisme. Le ministre de la Défense a affirmé, sur les ondes d'Europe1, qu'il devait être traité selon la Convention de Genève et qu'il était "évidemment couvert par le droit international en matière de prisonnier." Et de préciser qu'il sera "extradé" vers la France "dans les moments qui viennent."

La [Convention de Genève du 12 août 1949](#) stipule que le statut de prisonnier de guerre peut s'appliquer "aux milices et aux corps de volontaires y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé" sous 4 conditions : avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ainsi qu'un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance, porter ouvertement les armes et se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Est également concernée "la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre."

L'on pourrait admettre que les jihadistes d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) répondent au moins à 3 critères définissant un combattant auquel la Convention de Genève est susceptible de s'appliquer (ils ont un chef, l'on suppose qu'ils ont des signes distinctifs, ou du moins une apparence qui permet de les distinguer et ils portent ouvertement les armes).

Pour ce qui concerne plus précisément le cas du jihadiste français capturé, l'on pourrait considérer aussi qu'il est un traître et non un prisonnier de guerre, étant donné qu'il a participé à des combats contre des soldats de son propre pays.

"Le fait, en temps de guerre, par tout Français ou tout militaire au service de la France, de porter les armes contre la France constitue un acte de trahison puni de la réclusion criminelle à perpétuité et de 750 000 euros d'amende", précise [l'article L331-2e](#) du Code de justice militaire.

Seulement, tout cela serait valable si la France était en guerre contre une puissance étrangère... Ce qui n'est pas le cas, son intervention ayant été décidée à la demande adressée à Paris par le président malien par intérim. Qui plus est, dès le début de l'opération Serval, le gouvernement français a qualifié de "terroristes" les groupes armés qui menaçaient de marcher vers Bamako. Par conséquent, le statut de prisonnier de guerre ne peut pas être accordé à leurs militants. A moins de reprendre le concept de "combattants illégaux" imaginé aux Etats-Unis pour détenir les gens d'al-Qaïda à Guantanamo.

Et pour Jean-François Daguzan, le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, les jihadistes faits prisonniers par les forces françaises sont avant tout des criminels qui doivent être jugés pour des faits de terrorisme.

“Ils se voient dénier de la condition de prisonnier de guerre. Ils ne peuvent donc pas profiter de la convention de Genève qui régit le droit des prisonniers. Ils sont considérés dans le droit français comme des criminels et donc passibles des tribunaux. Ils sont donc placés sous le statut de suspect au départ puis susceptibles d’être condamnés par les juridictions malienne d’une part ou française”, a-t-il expliqué [à Europe1](#).

Et d’ajouter : “Pour un terroriste, c’est le droit civil et pénal qui s’applique. C’est-à-dire qu’il se verra attribuer les mêmes droits qu’à un criminel de droit commun, comme un assassin ou un voleur qui serait attrapé en France. C’est la nature même de l’acte qui rend les choses aggravantes pour son statut : allongement de la garde à vue, juridiction spécialisée, magistrats professionnels. Mais ces criminels auront quand même des droits qui seront liés au droit pénal français ou malien.”

Mali : que vont devenir les prisonniers ?

Par [europe1.fr](#) - Date: il ya 21 heures 38 minutes - Par **Charles Carrasco et Maxime Switek**

Ces djihadistes capturés par la France n’auront pas le statut de « prisonniers de guerre ».



L’armée française au Mali a fait ses premiers prisonniers. L’un d’entre eux est Français et fait partie des cinq djihadistes arrêtés à l’issue des combats violents qui ont opposé ces derniers jours les forces françaises et tchadiennes aux islamistes dans le massif de l’Adrar des Ifoghas, au nord du Mali.

Quel est leur statut ? Que va faire la France des prisonniers ? Explications avec l’invité d’Europe 1, Jean-François Daguzan, directeur adjoint de la fondation pour la recherche stratégique et spécialiste des questions de terrorisme.

Ces djihadistes peuvent-ils avoir le statut de prisonnier de guerre ? »Non. Il faut rappeler que depuis le début de la crise, le président de la République ainsi que les différents ministres ont répété que les personnes concernées sont des terroristes. Ils se voient déniée la condition de prisonnier de guerre. Ils ne peuvent donc pas profiter de la convention de Genève qui régit le droit des prisonniers. Ils sont considérés dans le droit français comme des criminels et donc passibles des tribunaux. Ils sont placés sous le statut de suspect au départ, puis susceptibles d’être condamnés par les juridictions malienne d’une part ou française d’autre part ».

Quel type de droit peut-on appliquer dans ce cas ? »Pour un terroriste, c’est le droit civil et pénal qui s’applique. C’est-à-dire qu’il se verra attribuer les mêmes droits qu’à un criminel de droit commun, comme un assassin ou un voleur qui serait attrapé en France. C’est la nature même de l’acte qui rend les choses aggravantes pour son statut : allongement de la garde à vue, juridiction

spécialisée, magistrats professionnels. Mais ces criminels auront quand même des droits qui seront liés au droit pénal français ou malien ».

Vont-ils être remis aux autorités maliennes ? » Il semble que oui en vertu des accords qui sont en train d'être bouclés avec le Mali, notamment les conventions d'extradition. Il faut savoir que les personnes, qui ont été faites prisonniers dans le cadre des opérations militaires, ont été remises à la gendarmerie française qui accompagne l'armée en campagne, qu'on appelle la prévôté. Celle-ci a pris en charge ces terroristes dans le cadre du droit pénal français et malien le cas échéant. Donc nous avons dès le départ une vraie procédure pénale qui est mise en place pour faire en sorte de conduire ces djihadistes dans les règles légales de transfert du Mali vers la France ou bien vers les autorités judiciaires maliennes ».

Le risque d'attentat sera-t-il accru en cas de transfèrement en France ? » Ça fait des d'années que la France juge des terroristes. Et d'une certaine manière, le niveau de risques ou de menaces que ce type de pratiques fait peser est à peu près le même depuis près de vingt ans. Ce qui a changé, c'est que l'on a créé une magistrature spécialisée et une procédure professionnelle de magistrats pour poursuivre et condamner les criminels. On a considéré que les jurés d'assises pouvaient faire courir un risque aux citoyens en condamnant des terroristes. A partir du moment où nous avons une magistrature spécialisée, il n'y a pas plus de risques à poursuivre des criminels ou des terroristes importants qui seraient Français ou sur le territoire français ».

Encombrant personnage

L'Alsace, le 09/03/2013 à 05:00

L'arrestation d'un islamiste radical français par nos soldats au Mali n'est pas une surprise. Ce n'est pas la première fois que des jeunes fanatisés choisissent d'aller combattre les « infidèles » dans des contrées lointaines. En 2001, Djamel Loiseau, desperado de l'Islam, avait trouvé la mort en Afghanistan. L'an dernier, Mohamed Mehra avait laissé une trace sanglante dans la région toulousaine. Il n'y avait donc rien de surprenant à voir des Français rejoindre Al-Qaïda au Maghreb islamique. Seul problème, ce jeune homme n'avait pas pensé un seul instant qu'il serait rattrapé et arrêté par la puissance de l'État qu'il déteste.

Il va retrouver la France et connaître la prison. Et c'est bien là que les autorités françaises auront tout intérêt à être vigilantes. Ce terroriste risque bel et bien de jouer les héros du Sahel, même si le fait d'avoir levé les bras bien haut a quelque peu ébréché son héroïsme, et prouvé que le martyre n'est pas donné à tout le monde. Nos prisons ont déjà la triste réputation d'être des lieux où la « rédemption républicaine » est remplacée par le prosélytisme islamiste. Dès lors, il faudrait veiller à ce que ce que ce soldat vaincu ne se transforme pas en sergent recruteur d'Al-Qaïda derrière les barreaux.

On saura sûrement assez vite de quelle manière lui-même a franchi le pas du terrorisme. Ses origines et sa formation de combattant risquent de confirmer que le danger islamiste ne se situe pas uniquement hors de nos frontières. Les cellules, « dormantes » ou pas, sont solidement ancrées. Reste à faire en sorte qu'elles ne se transforment pas en métastases qui gagneraient le pays. Les atrocités commises par les djihadistes au Mali devraient faire réfléchir ceux qui voient dans ces hommes de pieux musulmans, certes un peu excessifs. Le voyage initiatique dans un maquis lointain suffit à les transformer en machines à tuer.

Notre justice va devoir désormais s'occuper de cet encombrant personnage. Français, il a participé à une entreprise terroriste destinée à déstabiliser un pays ami, sauvé par la France. On a connu mieux en matière de promotion de notre culture à l'étranger.

Anne Giudicelli. Consultante en risques politico-sécuritaires

La traque des djihadistes français se poursuit au Mali

Le Figaro, Par [Jean-Marc Leclerc](#) Mis à jour le 09/03/2013 à 10:35 | publié le 08/03/2013 à 23:09



«I y avait là la constitution d'une espèce de filière terroriste de guerre qui pouvait accueillir certains jeunes en quête d'un destin radical», estime le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Crédits photo : Arnaud Roine/AP

Le Sahel est devenu une destination clé pour les islamistes radicaux français en mal de djihad.

Les extraditions vers Paris des islamistes radicaux de nationalité française arrêtés par les militaires ou la police locale dans les zones de conflit au [Mali](#) se poursuivent. Vendredi, le

ministre de la Défense, [Jean-Yves Le Drian](#), en visite dans la région, l'a confirmé: «Nous avons fait [un prisonnier français](#) qui va être extradé vers la France dans les moments qui viennent», a-t-il déclaré. L'homme a été fait prisonnier ces derniers jours dans la vallée de l'Ametettaï au Mali, où les forces franco-tchadiennes ont combattu des groupes armés.

Selon le ministre, «cela montre qu'il y avait là la constitution d'une espèce de filière terroriste de guerre qui pouvait accueillir certains jeunes en quête d'un destin radical, comme certains ont pu aller auparavant en Afghanistan ou en Syrie». Le ministre a par ailleurs précisé que l'homme en voie d'extradition était «recherché par les services de police» et qu'il avait été «retrouvé par la police malienne».

Selon des informations recueillies par *Le Figaro*, le djihadiste français fait prisonnier au Mali est un homme de 37 ans d'origine algérienne, résidant dans un département alpin, la Haute-Savoie. Il avait quitté la France pour le Mali en novembre dernier, indique-t-on de source proche du dossier.

Son profil intéresse au plus haut point les services de l'antiterrorisme, qui l'ont repéré via ses activités sur Internet et les fréquentations djihadistes qu'il entretenait. Il se serait radicalisé dès 2008.

Mardi, déjà, un islamiste radical bien connu des services avait été expulsé du Mali vers la France. Il a été mis en examen samedi et placé en détention provisoire. Ce Franco-Malien de 25 ans né à Aubervilliers, Ibrahim Aziz Ouattara, voulait rejoindre les zones de combat pour mourir en martyr. Arrêté en novembre dernier dans le centre du Mali, il circulait grâce au passeport falsifié de l'une de ses connaissances, Khalifa Dramé, lui aussi interrogé par la DCRI cette semaine pour s'expliquer sur son rôle.

Un projet d'attentat en 2010

Ouattara n'aurait jamais dû quitter la France, puisqu'il se trouvait sous le coup d'un contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire. Il était, en effet, poursuivi pour un projet d'attentat en 2010 contre le recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur. Une affaire toujours en instance de jugement. Ouattara avait été incarcéré préventivement pour ces faits en 2010, avant de ressortir en juillet 2012.

Parmi les trois complices censés répondre à ses côtés de ses projets d'actions violentes figurait un certain Yamad Bilel Benouahab. Ce salafiste de 23 ans, sorte de sergent recruteur de la filière Ouattara, a lui aussi été remis dehors en juillet 2012. Les deux hommes s'étaient rencontrés en 2007 et fréquentaient notamment la mosquée de la rue Myrah, dans le XVIII^e arrondissement de Paris.

Après l'Afghanistan, puis la Tchétchénie, l'Irak et la Libye, le Mali est donc devenu l'une des destinations clés pour les islamistes radicaux français en mal de djihad. Début février, la constitution d'une autre filière malienne avait justifié la mise en examen, en France, de quatre hommes, dont deux avaient été placés en détention provisoire. Cette enquête avait été ouverte après l'interpellation en août à Niamey, au Niger, d'un Français, Cédric Lobo.

Le juge antiterroriste parisien Marc Trévidic, expert du dossier islamiste, avait révélé, dès l'été dernier, que «dix à quinze Français ou résidents français» étaient partis dans le nord du Mali dans le but de rejoindre les moudjahidins liés à al-Qaida. L'opération militaire française dans la région doit aider à neutraliser ces djihadistes. Mais «pour l'instant, nous n'en avons identifié que deux», nuance Jean-Yves Le Drian.

«AQMI est en pleine implosion»

El Watan, le 09.03.13 | 10h00 - par **Nadjia Bouzeghrane**



| © D. R.

Anne Giudicelli, ancienne journaliste, a travaillé dans la presse française puis au Moyen-Orient dans les médias arabes. Spécialiste de cette région, elle a ensuite exercé dans la diplomatie française. Elle se consacre, aujourd'hui, comme experte indépendante, aux phénomènes de violence et de terrorisme international au sein de la structure de conseil qu'elle a créée,

Terrorisc.

-La mort d'Abou Zeïd et de Belmokhtar – si cela venait à être confirmé – serait-elle le début de la fin du terrorisme au Sahel ? La menace terroriste aurait-elle été surestimée ?

Tout d'abord, il n'existe pas encore, à cette date, de confirmation formelle concernant la mort de ces deux leaders d'AQMI au Sahel. L'Algérie comme la France n'ont toujours pas validé cette

annonce, qui est en cours de vérification. Ni les réseaux proches d'AQMI ni l'émir « officiel » de l'organisation, Abdelmalek Droukdel, ne se sont, pour l'heure, d'ailleurs prononcés. Il faut donc encore rester très prudent sur ces informations. Le président tchadien, Idriss Deby, qui a annoncé la mort d'Abou Zeïd puis de Mokhtar Belmokhtar, a néanmoins réitéré ses affirmations, et des photos censées le prouver commencent à circuler dans les médias.

Les forces tchadiennes mènent un combat très dur aux côtés des forces françaises dans la région des Ifoghas. Le pays a enregistré de lourdes pertes et il est important pour Idriss Deby d'afficher des « victoires » pour des raisons intérieures au pays – quitte à être un peu seul à s'avancer sur ce point pour le moment. La seule phase « facile » de l'opération Serval – déclenchée par la France en janvier à la demande du Mali – a été celle de la libération des villes du Nord. Les groupes radicaux qui les occupaient ont très vite opéré un repli stratégique pour se disperser dans le pays, et notamment dans la zone de l'Adhrar des Ifoghas, non loin de la frontière algérienne, où se concentrent les combats.

A Gao et dans ses environs, constituant le deuxième front, des éléments du Mujao restent encore très actifs et les forces maliennes et françaises sont confrontées à une résistance armée très active de ces groupes. Pour autant, l'opération a globalement atteint ses premiers objectifs annoncés, à savoir repousser ces groupes hors des villes et les contenir sur un périmètre du territoire pour mieux pouvoir les cibler. Même si les bilans des pertes, côté djihadiste, n'ont pas été encore établis, les premiers retours du terrain font état de plusieurs dizaines de tués et autant de prisonniers, ce qui permet de dire aujourd'hui que ces opérations ont porté un coup important à ces groupes.

On ne peut donc pas dire que la menace que ces groupes faisaient porter avant le déploiement des forces françaises et africaines sur le Sahel, avec comme « sanctuaire » le Nord-Mali, ait été surestimée. On peut, en revanche, s'interroger sur le fait que des opérations similaires n'aient pas été initiées plus tôt, alors que des moyens, militaires et opérationnels, existent dans la région.

-Le terrorisme en sort-il affaibli, voire éradiqué ? Si la mort d'Abou Zeïd et de Mokhtar Belmokhtar était confirmée, d'autres chefs peuvent-ils émerger ?

Peut-on dire que la menace terroriste dans la région du Sahel s'en trouve du coup réduite ? Je dirai plutôt que la situation actuelle accélère ses mutations, en particulier pour AQMI. La chute du régime d'El Gueddafi, le chaos malien, puis les opérations des troupes françaises et africaines ont définitivement consacré le Sahel comme le centre, le cœur de l'action et de la stratégie d'AQMI. Ce n'est plus l'Algérie, comme au temps du GSPC. La nouvelle donne régionale a renforcé la montée en puissance des deux figures d'AQMI, qui sont parmi les premiers à avoir investi sur le Sahel, à savoir Abou Zeïd et Mokhtar Belmokhtar. Ils ont intégré des éléments régionaux et africains parmi leurs équipes, ce qui va dans le sens d'une extension des réseaux d'AQMI sur le continent, au-delà des seuls pays de la bande saharo-sahélienne.

Cette dynamique a affaibli l'influence du chef Droukdel, et permis à Belmokhtar de faire une sorte de putsch en agglomérant plusieurs autres groupes, dont le Mujao, et en lançant l'attaque d'In Amenas. AQMI est en pleine implosion, et s'il était confirmé qu'Abou Zeïd et MBM étaient morts, il

est à craindre que d'autres lieutenants qui leur étaient proches soient tentés de prendre la place laissée vacante et d'affirmer leur autorité en organisant des opérations de représailles comme autant de faits d'armes pour asseoir leur légitimité. La sahélistisation d'AQMI, ajoutée à la mort en martyr de ces deux leaders, peut conduire à fédérer d'autres groupes existants dans la zone et à accélérer la contagion dans les pays environnants, notamment en Afrique de l'Ouest. Ceci dit, le terrorisme au Sahel ne pourra être vraiment éradiqué que lorsque les facteurs qui l'alimentent auront été neutralisés.

Les trafics en tout genre – drogue, cigarettes, armes... – constituent le budget de fonctionnement de ces groupes, quand le produit des rançons en consolide les actifs pour servir leur stratégie de développement. La mauvaise gouvernance, un mal répandu dans la région, et ses pratiques, comme la corruption, l'économie parallèle, la captation des richesses, le clientélisme, ont favorisé son implantation et permis son expansion.

-Les informations en provenance de Sahara Media vous semblent-elles crédibles, comme celle consistant à affirmer que Belmokhtar est toujours en vie «pour la simple raison qu'il se trouve dans la région de Gao, dans le nord du Mali, où il mène les combats contre l'ennemi» ?

Sahara Media pour les groupes sahélistes joue le même rôle qu'Al Jazeera pour Al Qaïda du temps de Ben Laden. C'est une courroie de transmission jugée fiable et sûre par ces réseaux, qui précède souvent une action «officielle » de communication via leurs «sociétés de production» multimédia, Al Andalous pour AQMI, ou Al Sahab pour Al Qaïda, qu'on va retrouver sur les sites et les forums proches de cette mouvance. Sahara Media, comme Al Jazeera avant, en a fait un créneau et relaie la communication de ces groupes, ce qui a pour effet, de fait, de troubler le jeu de la «vérité», d'autant plus quand il n'y a aucun moyen d'en recouper les informations. Quand Sahara Media rapporte ce type d'information, il faut simplement comprendre : voilà ce que ces groupes veulent faire savoir, et non pas voilà ce qui se passe en réalité...

-A votre avis, la France négocierait-elle la libération des otages retenus au Sahel ? Ira-t-elle jusqu'à payer une rançon pour ce faire ?

Les nouvelles autorités françaises ont très tôt fait savoir que leur détermination à libérer les otages était aussi forte que leur refus d'y parvenir par des contreparties accordées à leurs ravisseurs. Plus encore par le versement de rançon, qui vient financer la prochaine action contre la France. Cette doctrine n'est pas une posture, mais bien un virage stratégique, et l'action des forces françaises sur le terrain au Mali l'illustre. C'est aussi un risque politique au plan intérieur, car il faut préparer l'opinion, les familles concernées et les entreprises, lorsqu'il s'agit de cadres expatriés. L'approche française aujourd'hui table avant tout sur le renseignement, et s'efforce, dans le cas présent, à retrouver la trace des otages. Reste que seule la coopération dans le domaine du renseignement, entre les pays les plus directement concernés peut changer la donne, mais on est encore loin du compte.

L'opération Serval en quelques mots

GAO (© 2012 EMA) - L'opération Serval a été lancée le 11 janvier 2013 à la demande des autorités maliennes et avec l'accord de l'ONU. Il s'agit d'une opération militaire, en appui des forces armées maliennes, dont les objectifs sont :



- de permettre au gouvernement malien, en coordination avec les forces armées maliennes, la MISMA (Mission Internationale de soutien au Mali) et EUTM (European Union Training Mission) de **recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté** ;

- de **désorganiser les groupes terroristes**, démanteler leurs sanctuaires et les déloger ;

- de **faciliter à court terme le déploiement sur le terrain de la MISMA et de la mission de l'Union Européenne (EUTM)** ;

- d'assurer le gouvernement en place de notre soutien à la **permanence des institutions** tout comme à la **sécurité de nos ressortissants** ;

- de soutenir l'action des autorités maliennes pour **faire progresser le dialogue avec les représentants légitime des populations du nord**.

Aujourd'hui, ce sont près de **4000 militaires français** qui sont déployés au Mali auprès des forces armées maliennes. À leurs côtés, près de **6300 soldats des forces africaines** (MISMA et tchadiens) complètent ce dispositif.

Mali : comment gérer l'autre guerre, celle de la stabilisation du pays ?

Le Nouvel Obs, Modifié le 09-03-2013 à 09h53 - Par **Mehdi Taje**, Spécialiste du Sahel

LE PLUS. Alors que les combats contre les les jihadistes armés liés à Al-Qaïda se poursuivent dans le massif des Ifoghas et que le ministre Jean-Yves Le Drian a rendu visite aux troupes françaises ces jeudi et vendredi, la seconde phase de la guerre, celle de la stabilisation, s'organise déjà. Quels en sont les modalités et les enjeux ? Explications de Mehdi Taje, géopoliticien spécialiste du Maghreb et du Sahel.



Des soldats français patrouillant dans le désert du Nord Mali, le 01/03/2013 (GHISLAIN MARIETTE/SIPA)

Les forces françaises lancent le 19 février 2013 **l'opération aéroterrestre Panthère IV** visant à identifier, fixer et neutraliser les éléments jihadistes le long d'un axe Kidal-Tessalit-frontière algérienne, c'est-à-dire dans le nord de l'Adrar des Ifoghas, **région dont la superficie est**

équivalente à 40% du territoire français. Compte tenu de la violence des combats, des moyens engagés et du caractère insaisissable de l'adversaire, cette opération risque de s'inscrire dans la durée.

Par ailleurs, la Misma (Mission internationale de soutien pour le Mali), tel que révélé par le président en exercice de la CEDEAO, Alassane Ouattara, lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu en Côte d'Ivoire les 27 et 28 février 2013, [se heurte à des problèmes financiers](#) paralysant son déploiement sur le terrain et l'engagement des troupes dans les combats. Seules les forces tchadiennes et dans une moindre mesure nigériennes sont en première ligne aux côtés des forces françaises.

Sans une occupation massive du terrain, sans le quadrillage, les islamistes éparpillés ou dilués dans les immensités sahariennes reviendront tôt ou tard. L'enjeu est crucial car si ces refuges ne sont pas sécurisés de manière durable, tout ce qui aura été fait sera à refaire.

Occuper le terrain face aux islamistes

Or, c'est dans cette phase de contrôle effectif du terrain et de stabilisation que surgiront les risques et les difficultés bien connues suivant les précédents d'Afghanistan, d'Irak et de Libye ; dans cette seconde phase où s'organiseront le retour et la réinstallation des 500.000 déplacés et réfugiés, les troupes africaines prendront la plus grande part, avant d'être absorbées dans une opération de maintien de la paix des Nations unies.

Lors du sommet des chefs d'États et de gouvernement de la CEDEAO, tenu le 28 février 2013 en Côte d'Ivoire, les dirigeants d'Afrique de l'Ouest ont formulé le vœu de voir les Nations unies prendre rapidement le relais de la Misma. Dans l'intervalle, la formation et la préparation des forces maliennes sont confiées à l'Union européenne : le projet EUTM, décidé en janvier 2013 et présenté aux autorités maliennes le 18 février, prévoit le déploiement de 500 militaires et experts européens pour une durée de quinze mois à partir du 2 avril.

Le concours des Touaregs est indispensable

Face à ces difficultés, le concours des Touaregs du MNLA est indispensable pour nettoyer les immensités sahariennes. Forces françaises et combattants du MNLA coopèrent donc sur le terrain. Néanmoins, les Touaregs ne souhaitent pas être les auxiliaires d'une victoire de la France rétablissant la domination des populations du sud et drainant dans son sillage une armée malienne avide de revanche. Plus précisément, Touaregs et Arabes du nord considèrent que la communauté internationale, avec comme chef de file la France, ne doit pas inverser le rapport des forces sur le terrain au profit de l'armée malienne tant qu'aucune solution politique n'a émergé.

D'ores et déjà, de nombreuses ONG internationales dénoncent les exactions commises par les troupes maliennes ou des milices inféodées contre les populations du nord. De même, les populations du sud du Mali, Bambara, Soninké et Malinké, considèrent que ce sont les Touaregs du MNLA qui sont les principaux responsables de la situation dramatique que traverse le Mali, ayant ouvert la voie aux islamistes par leur soulèvement et leur compromission ponctuelle avec eux.

Par ailleurs, non seulement la crise politique à Bamako s'enracine et s'aggrave sur fond de luttes et de rivalités politiciennes mais les élites sudistes se radicalisent à l'égard des Touareg,

notamment du MNLA et ne sont nullement disposées à entamer un processus de négociations. En dépit des discours officiels, les antagonismes historiques sont toujours aussi vifs.

A l'origine de la guerre, une fracture raciale et ethnique

En se basant sur l'analyse géopolitique, nous en revenons au cœur de la problématique malienne ancrée dans le temps long de l'histoire qui ne doit pas être éclipsée par le brouillard jeté par les fondamentalistes islamistes. Ces derniers n'ont fait qu'instrumentaliser la fracture raciale et ethnique afin de se positionner sur l'échiquier malien et contrôler les multiples trafics : tant que la fracture raciale et ethnique ne sera pas surmontée, la guerre au Mali ne connaîtra pas de solution durable.

Difficulté supplémentaire, le concept de démocratie tel que formulé par l'Occident, à savoir "un homme, une voix", est difficilement conciliable avec les réalités ethniques caractérisant le Mali. En effet, "la variante africaine de la démocratie fondée sur le 'one man, one vote' est d'abord une ethno-mathématique donnant automatiquement le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence les Noirs sudistes, ce que les nordistes ne peuvent accepter" [1].

La réforme de l'État malien dicte d'apporter des réponses durables aux problématiques suivantes : le problème national Touareg et les équilibres communautaires ; l'assainissement et le contrôle du Nord (liquidation des mouvements terroristes AQMI et MUJAO) ; la réconciliation nationale ; une armée unie, intégrée et disciplinée ; démocratie, transparence et bonne gouvernance ; les déséquilibres économiques, sociaux, humains et démographiques ; la question de l'extrémisme islamique.

Vers un État fédéral à l'éthiopienne ?

A notre sens, le retour au statu quo ante n'étant plus concevable, il conviendrait d'initier une réflexion autour d'un nouveau concept de l'État associant les intérêts des uns et des autres par des procédures non contraignantes admises par tous. L'État centralisé et la domination des ethnies du sud ne peuvent plus subsister tels quels. La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national Touareg.

Se pose ainsi la question d'arbitrages douloureux mais vitaux quant à l'avenir de cette nation, héritière des grands empires sahéliens. Comment transcender les clivages du passé ? Esquisser, à titre illustratif, une confédération malienne reposant sur un nouvel équilibre entre un sud et un nord devant apprendre à vivre ensemble ? Selon un influent notable arabe de Tombouctou, "face à la crise malienne, la solution durable devrait s'appuyer sur un règlement politique dans le cadre d'un État fédéral à l'éthiopienne basé sur une large autonomie pour chaque région du Mali, y compris l'Azawad dont le redécoupage administratif devrait être revu afin de favoriser une cohabitation entre toutes les communautés du Nord du Mali. Les rapports de l'Etat central avec les États ou régions fédérées devraient également être largement redéfinis en vue de tenir compte des spécificités géographiques, humaines et des réalités socio-économiques" [2].

Il en va de la stabilité du Mali, de la stabilité du Sahel mais également de la stabilité du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. Cette formule de règlement, assortie d'un ensemble de garanties sécuritaires, est l'un des piliers du nouvel État malien et du futur ordre régional.

L'arbitrage post-colonial qui a réservé le règlement de la problématique touareg et les équilibres communautaires aux États souverains s'est avéré précaire, source de tensions et de rébellions dans les États qui comptent une population touareg. Toute rébellion chez l'un a toujours engendré une contagion chez les autres. La réponse relève certes de la souveraineté malienne mais elle concerne aussi les pays de la région. Les arbitrages qui s'imposeront au Mali sont inséparables des ajustements dans l'ensemble du théâtre saharien. Les enjeux sécuritaires incluant la migration, les réseaux de la drogue et l'impact de l'islam politique interfèrent avec des stratégies internationales.

Toute la région est à restructurer

Outre la problématique du nouvel État malien, se pose la question de la restructuration de l'ordre régional.

Le pacte post-colonial a épuisé ses vertus. Il convient d'ajuster les équilibres élaborés aux lendemains des indépendances nationales en fonction de la maturité politique, économique et culturelle des communautés composant cet espace. Un nouveau Sahel se cherche et il convient de favoriser cette nouvelle réalité au moyen d'un règlement politique fondé sur le consensus et non sur la force. Une plus grande flexibilité politique au Sahel dicte également une plus grande flexibilité plus au nord, dans le Grand Maghreb.

L'exemple malien prouve qu'une balkanisation supplémentaire du Sahel serait catastrophique si l'on tient compte de l'histoire ancienne, de la colonisation et de la décolonisation. Walvis Bay (rétrocédée à la Namibie le 28 février 1994), l'Érythrée (27 avril 1993), le Soudan du Sud (9 juillet 2011) et maintenant l'Azawad reposent la problématique de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Il est temps que ce principe soit réexaminé et que la réponse fondamentale soit mieux méditée, la restauration des nations historiques devant prévaloir sur les entités coloniales dressées artificiellement par les métropoles dans l'intérêt des calculs impériaux de l'époque. L'Afrique doit se réapproprier sa propre destinée.

Sur cette base, il convient de consolider les États dans la mesure où une plus grande balkanisation multipliant des États fantoches incapables d'assumer leurs obligations de souveraineté ne ferait que perpétuer le désordre régional. Cependant, les États doivent admettre une large autonomie au bénéfice des communautés qui sont autant de composantes de l'Etat. La solution marocaine pour le Sahara Occidental pourrait s'étendre au Nord du Mali au profit des communautés enracinées dans le territoire.

Il est temps d'aller vers la régionalisation bien comprise et le respect des ensembles homogènes sur la base des nations historiques ayant précédé le découpage colonial. Sans innover, sans s'interroger sur des formes plus souples de territorialité transcendant les lignes de fracture et les clivages du passé, le problème touareg et d'autres ne pourront pas être surmontés sur le long terme.

Les réalités ethnico-géographiques doivent prévaloir

Dans ce cadre, le concept d'océan sahélien prend tout son sens. Partons du principe qu'aucune solution durable ne prévaudra si les riverains de l'océan sahélien sont en conflit entre eux. Dans ce contexte, il convient de mettre en avant le règlement entre Sahéliens, au moyen d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de l'océan sahélien et associant les Touaregs. Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination afin de dissiper des stratégies qui, pour le moment, ne convergent pas. Bien au contraire, elles se croisent, voire se neutralisent au nom de calculs étroits.

La guerre du Mali signifie aussi, au-delà du problème national touareg, la nécessité de mettre fin à l'impasse politique, économique et stratégique dans la région. La mission confiée à M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel, ne saurait se limiter au règlement du conflit inter-malien. Elle doit s'étendre au règlement d'ensemble du système de conflits caractérisant le Sahel et le voisinage maghrébin. C'est sous l'égide des Nations unies que doit être élaboré un cadre de règlement reposant sur un processus politique associant l'ensemble des riverains ainsi que les parties concernées, l'Opération de Maintien de la Paix et la création du Fonds International pour les Pays du Sahel annoncé d'ores et déjà le 14 février 2013 par M. Prodi. Ce cadre global doit assurer la cohérence des initiatives destinées à la stabilisation et à la restructuration de la région.

En définitive, la crise malienne ouvre la voie à une nouvelle ère au Sahel et en Afrique de l'Ouest où les réalités ethnico-géographiques prévaudront sur les élites politiques post-coloniales et où l'Occident se donne un nouveau destin.

[1] Communiqué Bernard Lugan, Afrique Réelle, 9 février 2013.

[2] Personnalité voulant garder l'anonymat et ayant remis à l'auteur un document jugé confidentiel lors d'un séminaire tenu à Niamey les 15 et 16 février 2013.

Après les combats, la France doit réussir sa sortie au Mali

Les Echos, Par [Dominique Moïsi](#) | 11/03 | 07:00 |

En deux mois au Mali, l'armée française a remporté des succès décisifs dans la reconquête du territoire. Mais le plus dur reste à faire : le déploiement de forces internationales et la réorganisation politique à Bamako.

Il y a deux mois commençait l'intervention française au Mali. Le temps d'un premier bilan est venu. L'essentiel a été fait et bien fait. Mais le plus dur reste-t-il encore à faire, sinon sur un plan militaire, tout du moins sur un plan politique ? Le Mali n'a certes rien à voir avec l'Afghanistan ni en termes de démographie ou ni en termes de géographie. Pourtant une même problématique existe. Il est plus facile de commencer une guerre que de la terminer, d'entrer que de sortir.



Dès l'été 2012, le président [François Hollande](#), convaincu que l'inaction n'était pas une option au Sahel, avait demandé à l'armée de préparer dans les plus grands détails un plan d'intervention. La France ne devait pas « être otage de ses otages ». Elle devait - faute d'une option de type onusienne ou africaine qui puisse s'appliquer à temps - disposer d'un plan B qui puisse être mis en place très vite. Faisant preuve d'un très grand professionnalisme, les forces françaises ont su exploiter les faiblesses tactiques d'une coalition d'ennemis qui a voulu porter son avantage trop vite et trop loin. Poussés peut-être par un esprit de compétition entre eux, ces groupes ont commis l'erreur de contribuer par leur spectaculaire opération de prise d'otages sur le territoire algérien à faire totalement basculer le gouvernement d'Alger dans le camp de la France. Il est vrai que le voyage officiel de François Hollande en Algérie avait contribué à préparer le terrain, le président ayant su trouver les

mots justes pour créer un climat différent entre les deux pays.

Une « guerre asymétrique »

Les djihadistes ne s'attendaient certainement pas à une intervention aussi rapide et massive de la France. Pris de court, ils ont dû céder l'essentiel du terrain qu'ils contrôlaient, même si des villes comme Gao sont loin d'être pleinement sécurisées. La France devait hier se lancer à la reconquête d'un territoire plus de deux fois plus grand que le sien. Les combats aujourd'hui se concentrent dans une région qui a à peu près la taille du Massif central. Les combats sont certes très violents. Les premiers bilans sont typiques de ce que l'on appelle une « guerre asymétrique ». On estime que l'ennemi a connu des pertes qui se montent entre dix pour cent et vingt pour cent de ses effectifs. De deux cents à quatre cents « terroristes » ont été ainsi « éliminés ». Les paris faits par la France ont jusqu'ici été tenus. Un embryon d'armée malienne est en train d'être reconstitué et l'armée tchadienne se bat avec détermination aux côtés des forces françaises. L'aide américaine s'organise. Les Européens se mobilisent « lentement » à nos côtés. Demain, une force onusienne de dix mille hommes sera prête à être déployée sur le territoire du Mali. Un coup d'arrêt sévère a été porté à une entreprise de déstabilisation inacceptable. La France peut être légitimement fière de son armée.

Pourtant sans vouloir jouer les Cassandre, un certain nombre d'interrogations fondamentales demeurent. Elles sont d'ordre stratégique tout autant que politique. Il serait absurde, comme le font certains, de parler d'enlèvement. Mais le dilemme français n'en demeure pas moins le suivant : nos troupes ne peuvent ni rester à long terme ni partir dans un calendrier qui soit clairement défini. Rester c'est prendre le risque de susciter un mouvement de rejet d'une population qui, après avoir accueilli les « libérateurs » comme des héros, se retournerait contre des « occupants » qui n'ont pas compris que le temps des officiers coloniaux est révolu. Partir c'est céder la place à des forces qui n'ont ni le professionnalisme ni la détermination des troupes françaises. Il n'existe pas d'armée africaine qui puisse se substituer aux forces françaises. C'est là sans doute que se situe le talon d'Achille de l'intervention de la France. L'ONU peut mettre en place - en dépit des réticences des Africains eux-mêmes, qui ressentent comme une humiliation le fait que leur continent ne puisse accomplir cette tâche - le maintien de la paix. Mais une force de maintien de la paix suppose qu'une paix même fragile existe déjà. Dans quelques semaines

commencera au Mali une saison sèche qui sera suivie d'une saison des pluies. Pendant cette période, la supériorité aérienne de la France sera plus difficilement utilisable. Aurons-nous fini le travail à temps pour pouvoir passer le témoin dans de bonnes conditions à des forces de l'Onu ? Rien n'est moins sûr.

Sur le plan politique, la question du calendrier est également décisive. Les forces de l'ONU seront-elles déployées à temps pour assurer dans de bonnes conditions la tenue d'élections prévues pour juillet ? On peut d'ores et déjà s'interroger sur la maturité d'un personnel politique malien plus tenté de revenir à des pratiques traditionnelles qui ont conduit le pays à sa perte qu'animé par la volonté d'imposer enfin des réformes toujours plus nécessaires. A quoi bon s'engager dans une guerre si ceux que l'on veut protéger ne tirent aucune leçon des échecs passés pour la reconstruction de leur avenir ? Les Touareg dans leur très grande majorité ne veulent pas l'indépendance. Ils veulent trouver leur place dans la société malienne. Le pouvoir qui sortira des urnes cet été saura-t-il dépasser l'opposition qui existe dans l'ensemble du Sahel entre « Afrique blanche » et « Afrique noire » ? La France a pris au Mali un pari courageux et risqué. Il n'est pas encore gagné.

Mali : l'avancée des troupes françaises ne signifie pas un retrait rapide

Le Point.fr - Publié le 13/03/2013 à 09:15 - Modifié le 13/03/2013 à 16:06

La progression de l'armée, qui s'attaque aux dernières poches djihadistes dans le nord-est du pays, ne signifie pas, selon les spécialistes, un départ imminent.



La France a déployé plusieurs milliers de militaires au Mali. © Nicolas-Nelson Richard / A

La prompt progression des troupes La prompt progression des troupes françaises, qui s'attaquent aux dernières poches djihadistes dans le nord-est du Mali, ne signifie pas, selon les spécialistes, un retrait rapide du pays, dont la

stabilité politique est loin d'être assurée. "D'ici trois semaines, si tout se passe comme prévu, la sécurité globale" aura été rétablie dans le nord-est, a assuré ce week-end le ministre de la Défense, [Jean-Yves Le Drian](#), en visite à Bamako. Un délai qui coïncide avec [l'annonce par le président François Hollande d'un début de retrait des troupes en avril](#), dès lors que les forces africaines appuyées par les Européens "seront en relais". Début février, [Laurent Fabius](#), ministre des Affaires étrangères, avait même évoqué une diminution des effectifs "à partir de mars".

Deux mois après le début de l'opération militaire, les soldats français sont remontés au prix de violents combats jusqu'à l'extrême nord du Mali, où ils tentent de débusquer d'éventuels "sanctuaires terroristes". Et l'objectif fixé par le président Hollande de "casser les reins" d'[al-Qaida](#) au Maghreb islamique (Aqmi) semble en passe d'être atteint. "Il y aura sûrement encore d'autres combats d'ici la fin de cette mission, car la mission, c'est de libérer l'ensemble du territoire malien", a tempéré mardi Jean-Yves Le Drian devant les députés. La réduction des effectifs français, actuellement d'environ 4 000 hommes, s'annonce donc très progressive.

"Nous avons intérêt à réduire notre dispositif"

En annonçant une première diminution rapide de ses effectifs, Paris entend surtout démontrer que ses troupes n'ont pas vocation à rester au Mali. "Politiquement, nous avons intérêt à réduire notre dispositif et à nous faire remplacer par les forces africaines", souligne Éric Denécé, du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). La France table sur une mise en place rapide de la force africaine, la Misma, et sa transformation en une force de stabilisation de l'ONU pour prendre le relais de ses troupes. Mais cette force, qui compte aujourd'hui environ 6 300 hommes sur le sol malien en y intégrant les 2 000 soldats tchadiens, doit encore être formée et équipée. Le premier bataillon de soldats maliens formés par l'Union européenne ne devrait quant à lui être opérationnel qu'en juillet, selon le général français François Lecointre, qui commande la mission (EUTM). Les spécialistes de défense soulignent par ailleurs l'état de délabrement de l'armée malienne et l'absence d'"esprit de corps" et de cohésion.

L'insistance française pour que l'élection présidentielle au Mali ait lieu en juillet suppose également le maintien d'un contingent suffisant pour que le vote puisse se dérouler dans des conditions de sécurité acceptables. Paris considère en effet le rétablissement d'une autorité politique légitime indispensable pour stabiliser le pays. Paris devra en particulier garder la capacité d'intervenir rapidement si les contingents africains se trouvent en difficulté. Appui aérien avec des avions et des hélicoptères de combat, appui terrestre avec l'envoi d'unités des forces spéciales.

L'intervention au Mali a rappelé l'intérêt pour la France de disposer de bases en Afrique. Qu'elles soient maintenues sur le territoire malien ou prépositionnées dans la région, les troupes françaises devront pouvoir intervenir en urgence si les djihadistes tentent de reconstituer leurs forces. "C'est une guerre française. La France sera responsable jusqu'au bout de ce qui va se passer", prévient le général Vincent Desportes, ancien responsable de l'école de guerre, pour qui "ce sont les circonstances qui imposeront le calendrier". La France, rappelle un officier supérieur, est intervenue au Tchad en 1969, et de mission Manta en opération Épervier, elle y est encore

Mali : la Suisse reconnaît des contacts avec les indépendantistes touareg

Le Point.fr - Publié le 10/03/2013 à 10:46 - Modifié le 10/03/2013 à 13:00 - De NOTRE CORRESPONDANT À GENÈVE, [IAN HAMEL](#)

Berne voudrait jouer les "facilitateurs" entre Bamako et le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) dans le conflit qui mine le pays.



Un convoi de soldats au Mali, le 4 février (photo d'illustration). © Pascal Guyot / AFP

Le Point.fr a révélé cette semaine que deux députés de l'Union démocratique du centre (UDC), une formation appartenant à la coalition au pouvoir, avaient interpellé le gouvernement suisse, affirmant que, "selon une source sûre",

des soldats d'une unité d'élite suisse auraient séjourné deux mois au Mali. L'information a été démentie par un fonctionnaire, mais ni par le ministre de la Défense ni par son homologue des Affaires étrangères.

Cette éventuelle présence de soldats à la croix blanche a aussitôt été reprise par plusieurs sites africains, notamment maliens. Commentant la nouvelle, des internautes ont évoqué l'étrange soutien que Berne apporterait aux indépendantistes touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Simples rumeurs ? Car, enfin, qu'est-ce qu'un petit pays neutre, qui n'a plus été en guerre depuis plusieurs siècles, ferait au Sahel ?

Pourtant, la piste suisse ne relève pas du fantasme. Les 25, 26 et 27 juillet 2012, le département fédéral (ministère) des Affaires étrangères (DFAE) a effectivement financé une réunion politique des rebelles touareg indépendantistes du MNLA à Ouagadougou, au Burkina Faso. Quelques semaines après cette réunion, le quotidien genevois *Le Temps* avait interrogé Moussa Ag Assarid, le porte-parole du MNLA, qui déclarait : "La Suisse était là pour promouvoir la paix dans cette région du monde."

La Suisse a de l'argent

Bilal Ag Acherif, le président du mouvement rebelle, aurait même chaleureusement remercié le "gouvernement suisse" de son travail de "facilitation". Embarrassé, le département fédéral des Affaires étrangères ne souhaite pas commenter ce soutien, mais il ne cherche pas non plus à le démentir. Il renvoie à un message de Didier Burkhalter, le ministre suisse des Affaires étrangères, du 26 septembre 2012 : "Le gouvernement du Mali le sait : la Suisse l'encourage et l'accompagne dans sa recherche d'une fin négociée au conflit."

Didier Burkhalter, ancien maire de Neuchâtel, ajoute que l'"engagement suisse fait suite à la demande des autorités maliennes ainsi qu'à celle d'une des parties au conflit, le MNLA. Dans ce cadre, la Suisse développe, comme à son habitude, ses bons offices de manière impartiale." Mais on s'attend si peu à une intervention de la Confédération en Afrique que l'information est passée totalement inaperçue.

"Depuis la chute du mur de Berlin, ni l'Ouest ni l'Est n'ont besoin de la Suisse pour jouer les intermédiaires. Nos diplomates se sont retrouvés au chômage technique. Ayant un réel savoir-faire, ils cherchent à jouer les intermédiaires en Afrique. Au Mali, mais aussi au Tchad et au Soudan. Comme la Suisse n'a jamais eu de colonie et qu'elle a de l'argent, les mouvements dissidents accueillent plutôt favorablement les offres de service de Berne", explique un haut fonctionnaire du département fédéral des Affaires étrangères.

La France veut pacifier l'Adrar des Ifoghas

International , Mardi, 12 Mars 2013 09:50 - Par : Merzak Tigrine

Elle se donne 3 semaines pour rétablir la sécurité dans le nord-est du Mali



Reconnaissant l'opposition violente d'Aqmi dans les massifs des Ifoghas et Timetrine dans le Nord-Mali, le ministre de la Défense français prévoit encore trois semaines de combats pour pacifier cette région, qu'il considère comme le "sanctuaire majeur" des terroristes.

Paris, qui avait assuré que ses forces

commenceront à quitter le Mali en avril, veut mettre le paquet pour pacifier le reste du territoire malien. Les forces françaises s'attaquent au nord-est du Mali, notamment les massifs des Ifoghas et Timetrine, que le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, considère comme "le sanctuaire majeur" d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Il estime que les opérations pour rétablir "la sécurité globale" dans cette zone devraient se poursuivre pendant environ "trois semaines", tout en n'excluant pas "d'autres combats violents" dans cette zone où les soldats français traquent les djihadistes. Au passage, le ministre de la Défense français reconnaît dans une interview accordée au quotidien le Monde daté d'aujourd'hui qu'Aqmi oppose "une résistance très violente". "Nous poursuivons la libération de ce territoire mètre par mètre. Il y aura sûrement d'autres combats violents", poursuit le ministre, selon qui, "d'ici trois semaines, si tout se passe comme prévu, ce territoire sera complètement visité".

A cette date, "la sécurité globale sur cet espace aura été retrouvée", prévoit-il. Par ailleurs, Jean-Yves Le Drian estime à son tour "probable" la mort du chef d'Aqmi Abou Zeid, "même s'il faut encore la confirmer". "Aqmi est un tout. C'est l'ensemble de la structure qu'il faut mettre à bas et non pas tel ou tel leader", souligne-t-il. Interrogé sur la situation dans la région de Gao, plus au sud, où les accrochages se poursuivent entre les forces françaises et maliennes d'une part et les islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest d'autre part, le ministre souligne que la zone est historiquement le "théâtre de tensions entre diverses communautés" maliennes. "C'est depuis longtemps une zone de trafic d'armes et de drogue", souligne-t-il également. Selon lui, il n'est pas certain pour autant que "les opérations durent plus longtemps que dans les Ifoghas". "La fin de notre mission doit coïncider avec la solution politique au Mali", affirme par ailleurs le ministre, ajoutant qu'elle passe par "deux éléments incontournables" : l'organisation en juillet de l'élection présidentielle et "l'organisation de la commission de dialogue et de réconciliation selon la feuille de route". Celle-ci, dit-il, doit fonctionner "le plus vite possible". Au sujet des difficultés de mise en place de la Misma, la force des pays de l'Afrique de l'Ouest qui doit prendre le relais des forces françaises aux côtés de l'armée malienne, le ministre de la Défense français s'est déclaré "plus optimiste après avoir vu ses responsables" lors de sa visite au Mali jeudi et vendredi. "J'ai vu la volonté d'agir vite pour que les forces commencent à aller vers le nord. A la fin mars, ce sera engagé", prédit-il. Il est, selon lui, essentiel que la résolution du Conseil de sécurité qui doit transformer la Misma en une mission de "stabilisation" de l'ONU "intervienne le plus rapidement possible". "J'ai bon espoir que cela aboutisse début avril", a-t-il conclu.

6 – Opex & Zones de conflits

La France et le Royaume-Uni veulent livrer des armes aux rebelles syriens

Zone Militaire, 14 mars 2013 – 15:03

C'est une évolution de la position de la France à l'égard des rebelles syriens qui combattent les forces du régime de Bachar el-Assad depuis maintenant 2 ans. Jusqu'à présent, l'idée de livrer des armes à ces insurgés étaient inconcevables.

"Nous, les Européens, nous avons décidé d'un embargo sur les armes", avait déclaré, en août dernier, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères. "En ce qui concerne les armes puissantes, notamment pour détruire les avions, il y a un problème massif : on ne peut pas livrer

des armes à des personnes dans des conditions qui risqueraient de se retourner ensuite contre nous”, avait-il expliqué.

Du coup, l'aide française aux rebelles syriens avait été limitée à l'envoi d'équipements non létaux et à l'ouverture d'une antenne médicale en Jordanie pour soigner les réfugiés chassés de leur pays par le conflit.

Mais Paris a changé d'avis pour rejoindre la position britannique. Selon le même Laurent Fabius, la France et le Royaume-Uni entendent en effet envoyer des armes à l'opposition syrienne. A cette fin, les deux pays vont demander “aux Européens (...) de lever l'embargo pour que les résistants aient la possibilité de se défendre”, a-t-il déclaré, ce 14 mars, sur les ondes de France Info.

Cette mesure devrait être étudiée lors d'une réunion de l'Union européenne prévue pour la fin du mois de mai prochain. Un délai trop long pour Laurent Fabius, pour qui il y a urgence. Qui plus est, la levée éventuelle de l'embargo est loin d'être acquises, plusieurs pays membres estimant qu'il y a déjà assez d'armes en Syrie et qu'en livrer davantage ne pourrait qu'aggraver le conflit.

Quoi qu'il en soit, cela ne changera rien à la décision de Paris et de Londres, qui livreront quand même ces armes, à titre national, car, a fait valoir le chef du Quai d'Orsay, la France “est une nation souveraine.”

“On ne peut pas accepter qu'il y ait ce déséquilibre actuel avec d'un côté l'Iran et la Russie qui livrent des armes à Bachar et de l'autre des résistants qui ne peuvent pas se défendre”, a justifié le ministre. “Lever l'embargo, c'est un des seuls moyens qui restent pour faire bouger politiquement la situation”, a-t-il estimé.

Cela étant, les rebelles syriens bénéficieraient déjà de livraisons d'armes, notamment par l'intermédiaire du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Ainsi, d'après le New York Times (édition du 25 février), Riyad a financé l'achat d'armes d'infanterie (fusils mitrailleurs, lance-roquettes) auprès de la Croatie, lesquelles ont ensuite été acheminées aux rebelles syriens via la Jordanie et la Turquie.

En tout cas, la position commune à la France et au Royaume-Uni tranche avec celle des Etats-Unis, qui refusent d'armer les rebelles syriens tout en ne s'offusquant pas que d'autres puissent le faire. Il n'y a “pas de garantie qu'une arme ou une autre ne puisse pas tomber dans de mauvaises mains (nldr, les jihadistes présents en Syrie) mais les insurgés ont “maintenant la capacité de s'assurer que ce qui va à l'opposition modérée et légitime lui parvient effectivement”, a ainsi déclaré John Kerry, le chef de la diplomatie américaine, le 4 mars dernier.

Quelques jours plus tôt, Ahmad Moaz el-Khatib, le chef de la Coalition nationale syrienne, avait encore réclamé des armes en écartant l'argument avancé de la présence de jihadistes pour les lui refuser. “Beaucoup de gens, et surtout les médias, font plus attention à la longueur des barbes des combattants qu'à l'effusion du sang des enfants et aux bombardements du régime”, avait-il affirmé.

Du côté de la Russie, alliée du régime de Bachar el-Assad, l'on fait valoir que fournir des armes aux rebelles syriens est illégal. “Je pense que le droit international stipule que ceal n'est pas possible et je pense qu'armer l'opposition est une infraction au droit internation”, a fait valoir Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères.

La malchance du commando qui a tenté de libérer Denis Alex en Somalie

Zone Militaire, 9 mars 2013 – 10:35

L'on en sait un peu plus sur l'échec de la tentative du Service Action de la Direction générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) pour libérer l'un des siens – Denis Alex, le pseudonyme d'un adjudant-chef – alors retenu en otage depuis juillet 2009 par les islamistes du mouvement Shebab, en Somalie.

Certains ont pu – et ce n'est pas à leur honneur – gloser sur l'échec du commando français. L'on peut mettre autant de moyens que possible, préparer minutieusement et au millimètre près chaque détail d'une opération et échouer à cause d'un coup du sort, de l'évènement imprévu.

Il suffit d'un rien pour qu'une opération soit un succès ou un échec. Le raid des Navy Seals américains contre la maison de Ben Laden au Pakistan a été une réussite. Mais n'oublions pas que l'affaire aurait pu très mal tourner après l'accident d'un des hélicoptères mobilisés pour l'occasion...

La tentative de libérer Denis Alex a été longuement préparée, mûrie. [D'après l'hebdomadaire Le Point](#), qui a donné de nouveaux détails sur cette opération dans sa dernière édition, l'otage a été repéré à la fin de l'été dernier, probablement avec le concours des services de renseignement américains.

Des repérages dans le secteur de Bulomareer, une localité située non loin de la côte, sont alors effectués par des agents du SA, lesquels confirment la présence de leur camarade. Ce dernier est retenu dans une maison en pisé, sans étage, avec un toit en tôles ondulées. Un porte donne sur une cour, entourée par des murs. La population semble ignorer la présence d'un otage français dans les parages.

Devant les revendications extravagantes des miliciens shebabs, l'idée d'une opération d'exfiltration de Denis Alex, dont les conditions de détention sont "épouvantables", s'impose. Le président Hollande donne alors son accord pour les préparatifs.

Mais pour que la DGSE puisse exfiltrer son sous-officier, il lui faut des moyens qu'elle n'a pas, alors que l'opération envisagée est sans doute l'une des plus compliquées qu'elle n'a eu jusqu'à présent à planifier. L'Etat-major des armées va les lui fournir.

Au Centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS) de Perpignan, les commandos du SA préparent l'assaut qu'ils donneront. La maison où est retenu leur camarade est reproduite en trois exemplaires, l'un d'eux sera installé [dans le radier du Bâtiment de projection et de commandement \(BPC\) Mistral](#), dont l'équipage est laissé dans l'ignorance de ce qu'il se prépare.

Le navire, placé en "Incon Rouge" (c'est à dire que les communications sont coupées) embarque à son bord 2 hélicoptères Caracal de la DGSE, ainsi que deux autres appareils du même type appartenant au Commandement des opérations spéciales (COS). Ce dernier fournit également 2 hélicoptères d'attaque Tigre.

Quelques jours avant le 11 janvier, date retenue pour l'opération car elle correspond aux conditions optimales, des répétitions ont lieu à Djibouti. Il s'agit alors d'établir les distances à partir desquelles les hélicoptères ne seront pas entendus à Bulomareer et de s'entraîner, une dernière fois, aux approches par la mer.

Le 10 janvier, le président Hollande donne son feu vert. Et tout s'enchaîne. Dans les airs, les Etats-Unis mettent à la disposition des Français au moins deux avions, dont probablement un AC-130 Gunship. Les 40 commandos du SA sont alors déposés par hélicoptère à 9 km de leur zone d'intervention, qu'ils atteignent, sans avoir été repérés, au bout de 3 heures de marche.



Tout se passe bien jusqu'au coup du sort. Près du mur de la maison où est retenu Denis Alex, un commando trébuche sur une boule de chiffon, qui est en fait un milicien shebab endormi. Que faisait-il là? Pourquoi n'était-il pas près du portail s'il devait surveiller l'entrée? Toujours est-il qu'il a le temps de donner l'alerte en hurlant avant d'être abattu.

Un sergent-chef de 40 ans, qui avait retardé son départ du SA pour participer à l'opération, déploie en quelques secondes une échelle télescopique pour gravir le mur. Une fois dans la cour, il se précipite pour ouvrir le portail afin de permettre à ses camarades d'entrer. Il n'en aura pas le

temps : il est tué par les gardiens des lieux. Sa dépouille sera exhibée par les jihadistes somaliens sur Twitter quelques jours plus tard.

Ces derniers comprennent alors qu'un raid est en cours pour libérer leur otage, qu'ils n'hésitent pas à l'assassiner. Pour les commandos français, la situation se complique : ils doivent faire face à une forte opposition. Et contrairement aux renseignements dont ils disposaient, leurs adversaires sont dotés d'armes de gros calibre.

Pour couvrir la retraite des hommes du SA, les hélicoptères sont obligés d'intervenir. Au final, 4 d'entre eux seront gravement blessés, dont [le capitaine Rebout](#), qui décédera à bord du BPC Mistral. Le bilan aurait pu être encore plus lourd sans l'efficacité des médecins du bord qui réussiront à sauver les trois autres militaires. Quant aux shebabs, ils compteront 17 tués dans leurs rangs.

Le retrait d'Afghanistan risque de coûter très cher à l'armée américaine

Epne Militaire, 8 mars 2013 – 16:22

A la fin de l'année 2014, la mission de l'Otan en Afghanistan prendra fin, du moins, sous sa forme actuelle, étant donné qu'il est question de maintenir des troupes après cette date afin de continuer à soutenir l'armée nationale afghane.

A cette fin, le général James Mattis, le chef de l'US Centcom, le commandement pour le Moyen Orient et l'Asie centrale, a suggéré que soit maintenu en Afghanistan un contingent de 13.600 soldats américains. "J'ai fait ma recommandation. Elle est de 13.600 éléments américains", a-t-il en effet affirmé lors d'une audition devant la commission sénatoriale des Forces armées.

Seulement, l'on n'en est pas encore là. D'une part parce que l'immunité juridique dont pourraient bénéficier les soldats américains n'est pas encore garantie par Kaboul et d'autre part, le niveau des effectifs demandés par le général Mattis est bien plus important que celui envisagé par la Maison Blanche.

En attendant, 34.000 militaires américains, sur les 66.000 environ actuellement déployés en Afghanistan, vont rentrer au pays d'ici quelques mois et les autres suivront d'ici la fin 2014. Ce qui suppose une manœuvre logistique de grande ampleur, en raison de la somme des matériels accumulés en plus de 11 ans de mission.

Et cela s'annonce compliqué, compte tenu des coupes budgétaires importantes qui s'annoncent, faute d'avoir trouvé un accord au Congrès sur le plafond de la dette américaine au 1er mars dernier.

Pour le nouveau secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, le gel automatique de 46 milliards cette année "risque d'empêcher les Etats-Unis de mener à bien l'ensemble de leurs missions militaires", et donc, leur retrait d'Afghanistan. "La séquestration risque d'enlever toute notre flexibilité", s'était inquiété le général Dennis Via, le chef de l'Army Materiel Command, le 20 février dernier.

L'enjeu est [de pouvoir rapatrier](#) 757.000 pièces et 28.000 véhicules. Le tout pour une valeur de 21 milliards de dollars. Etant donné que l'ouverture des routes pakistanaises est sujette à l'humeur d'Islamabad, la voie aérienne paraît pour le moment la plus sûre, tout en étant la plus rapide mais aussi la plus onéreuse.

Quoi qu'il en soit, pour les responsables du Pentagone, toutes les voies de sortie doivent être utilisées. Mais il risque y avoir de l'embouteillage car l'armée américaine ne sera pas la seule à se retirer d'Afghanistan.

Du coup, il est question de laisser sur place beaucoup de matériels, dont la valeur totale est estimée à 6 milliards de dollars. Ce sont essentiellement des équipements qui ne sont pas essentiels pour les besoins de l'armée américaine et dont le coût de transport dépasse leur valeur marchande.

Les frictions se multiplient entre Karzaï et Washington

L'Orient-Le Jour, 11/03/2013

AFGHANISTAN Les déclarations agressives du président afghan Hamid Karzaï ces derniers jours à l'encontre des États-Unis multiplient les sujets de friction avec Washington, compliquant la tâche du nouveau patron du Pentagone Chuck Hagel au beau milieu de sa première visite officielle. Le président afghan, qui doit laisser sa place au printemps 2014, n'a pas hésité hier à prendre le puissant protecteur américain de front, en laissant entendre que les talibans étaient des alliés objectifs des troupes américaines. Évoquant deux attentats-suicide commis par les talibans la veille à Kaboul et à Khost, il a en effet estimé que « les bombes qui ont été activées n'ont pas servi à montrer leur force à l'Amérique, mais à la servir. Cela a servi la rhétorique (américaine) pour l'après-2014, qui cherche à nous effrayer en nous disant que si elle (l'armée américaine) ne reste pas ici, notre peuple sera éliminé ».

Les propos du président Karzaï ont suscité une levée de boucliers immédiate au sein de l'ISAF (forces internationales) et de la délégation américaine accompagnant M. Hagel. « C'est catégoriquement faux, nous n'avons aucune raison d'être de mèche avec les talibans », a asséné le général américain Joe Dunford, patron des forces américaines et internationales en Afghanistan. « Nous avons combattu trop durement ces 12 dernières années, versé trop de sang (...) pour que l'on puisse penser que la violence et l'instabilité soient à notre avantage », a-t-il ajouté devant des journalistes.

Hamid Karzaï a pris une autre mesure vexatoire hier en signant un décret « interdisant les arrestations d'étudiants par les forces internationales et leurs soutiens afghans officieux ». Le général Dunford a, là aussi, démenti tout « harcèlement » d'étudiants par la coalition. Autre pierre d'achoppement dans la relation américano-afghane, le report sine die du transfert du contrôle de la prison controversée de Bagram, surnommée « le Guantanamo afghan », aux autorités afghanes, qui devait avoir lieu samedi. Ces frictions sont toutefois « importantes mais pas fondamentales », selon le général Dunford, qui pronostique « d'autres problèmes dans les mois à venir à mesure que notre relation mûrit ».

(Source : AFP)

Les propos du président Karzaï mettent en danger les soldats de l'Otan

Zone Militaire, 14 mars 2013 – 18:54

Le président afghan, Hamid Karzaï, sait parfaitement ce qu'il fait : ses mots sont pensés et pesés avant d'être prononcés. Aussi, alors que la fin de son mandat ainsi que le retrait de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) approchent, ils ne ménagent pas ses critiques à l'égard de Washington.

“Karzaï a le sentiment que les Etats-Unis veulent faire de lui ce que les Britanniques ont fait de Shah Shuja, un pantin qu'ils ont utilisé en fonction de leurs seuls intérêts. Il estime que Shah Shuja n'a pas montré suffisamment son indépendance... Je pense qu'il est préoccupé par son héritage”, a expliqué à l'AFP l'historien britannique William Dalrymple, à son sujet, après l'avoir récemment rencontré.

Pour la petite histoire, Shah Shuja Durrani fut l'émir mis en place par les Britanniques en 1839 avant d'être assassiné trois ans plus tard. Mais il aurait tout aussi pu prendre l'exemple du président Mohammed Najibullah, qui s'était maintenu pouvoir grâce au soutien soviétique....

Quoi qu'il en soit, le 9 mars dernier, Hamid Karzaï [n'a pas hésité à affirmer](#) que les attentats commis par les taliban servaient les intérêts des Etats-Unis pour leur permettre de se maintenir en Afghanistan après 2014. Des accusations dures à digérer pour Washington, qui est le principal bailleur de fonds du régime afghan.

“C'est catégoriquement faux”, avait réagi le général américain Joseph Dunford, le commandant de l'ISAF. “Nous avons combattu trop durement ces 12 dernières années, versé trop de sang (...) pour que l'on puisse penser que la violence et l'instabilité soient à notre avantage”, avait-il fait valoir.

Seulement, les déclarations du président afghan, si elles doivent lui permettre d'effacer son image de “marionnette des Américains” (c'est quand même grâce à eux qu'il a pris le pouvoir à Kaboul et ce ne sera de toutes façons difficiles à faire oublier), sont susceptibles de mettre les militaires de l'ISAF en danger.

D'où la mise en garde du général Dunford, écrite dans une note interne [et révélée par le New York Times](#). “Les remarques de Karzaï pourraient être un catalyseur pour des personnes qui cherchent à s'en prendre à nos forces”, estime l'officier, qui dit également craindre que le président afghan décrète “des mesures mettant nos forces en danger.”

“C'est un moment difficile dans nos relations”, poursuit le général Dunford. Et cela d'autant plus que les insurgés “vont tenter d'exploiter la situation et ont déjà commencé à accroître leur présence à l'approche du printemps”, qui correspond au lancement de leur offensive annuelle.

Visibilité française en Afghanistan

Valeurs actuelles, 14 Mars 2013 - Par [Frédéric Pons](#)



Le rapport sur le retrait d'Afghanistan que viennent de remettre Philippe Meunier et Philippe Nauche, députés membres de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, est une mine d'informations passée jusque-là inaperçue. On y apprend que l'aide civile représentait près de 40 millions d'euros, en 2011, et que l'engagement français aura coûté, à la fin du retrait, en 2014, environ 3,5 milliards d'euros de dépenses militaires depuis 2002, compte tenu des coûts importants du rapatriement en cours

(40 000 euros par lot transporté par voie aérienne, 30 000 euros en combinant l'avion vers Abou Dhabi, puis le transit maritime vers la France).

« Au final, écrivent les députés, cet investissement français, de qualité, a certainement permis à la France de jouir sur le théâtre et au sein de la coalition d'une influence bien supérieure à la proportion somme toute relative de nos troupes dans l'ensemble de la coalition, leur total n'ayant jamais dépassé les 5 % des effectifs totaux. Notre visibilité est restée significative [...]. »

Il ne reste plus que 1 500 soldats français sur place, principalement affectés au retrait logistique, à la gestion de l'aéroport et de l'hôpital militaire, alors qu'on en comptait encore 4 421 au pic de la présence, fin 2011. Dans moins de trois mois, les Français ne seront plus que 500. Entre 50 et 70 blindés français, vieux et abîmés, ont été détruits sur place. C'est un moindre mal : « *Le coût du rapatriement s'élève entre 30 000 et 40 000 euros pour un véhicule, alors que la destruction sur place coûte environ 3 000 euros.* » Autres "sacrifices" : le don aux Afghans d'infrastructures valant 64 millions d'euros et la destruction sur place de 10 % des 380 tonnes de munitions françaises, trop dégradées par les conditions climatiques. Près de 2,3 millions d'euros partiront en fumée...

À cause des risques, 70 interprètes afghans seront accueillis en France (166 personnes avec leur famille), avec une carte de résident de dix ans. Au total, près de 60 000 militaires auront servi en Afghanistan depuis 2002. Aux 88 soldats tombés sur ce théâtre s'ajoutent un millier de blessés. Les monuments aux morts érigés au fil des années seront rapatriés en France en 2014, au retour des derniers militaires français.

A Bangui, une patrouille de l'armée française... sans arme !



Dreuz, 8 mars 2013 | © Albert Bertold pour www.Dreuz.info

Loin des projecteurs tournés sur le Mali, l'armée française est également basée en Centrafrique, à Bangui, pour faire face aux violences des rebelles du Séléka et de ses dissidents et assurer si nécessaire la sécurité ou l'évacuation des ressortissants français.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'il s'y passe de drôles de choses, et que la vie des soldats français est mise en danger par une hiérarchie

qui semble plus occupée par la diplomatie que par la sécurité.

C'est un de nos contacts, Belge, lecteur de Dreuz et basé en RCA, qui me fait parvenir l'information suivante, que j'ai, après quelques difficultés que je ne peux détailler sans compromettre mes sources, croisé et validé.

Le jeudi 7 mars 2013 a eu lieu à Bangui une patrouille de l'armée française SANS ARMES !

A l'état major (de Paris ou Bangui), quelqu'un que mon contact n'a pas hésité à affubler de noms d'oiseaux, a donné cet ordre.

Sortie sans armes pour ne pas paraître agressif

La consigne était « *sortie sans armes pour ne pas paraître agressif* »

Passé le moment de ridicule, c'est la dangerosité d'un tel ordre qui a choqué les soldats.

Certes, les milices rebelles ont commencé à s'entre-déchirer. Mais cela ne les rend pas moins dangereux, leur intention de prendre le pays est intacte, et la présence Française à Bangui périlleuse.

« La population de Bangui ne ressent pas d'agressivité des militaires en arme, ils ont toujours été armés », dit mon contact, qui ajoute que « la population Centrafricaine n'a que faire d'un geste politique et je suis même en mesure de dire que cette population doit trouver curieux que l'allié censé venir soutenir et aider ne soit pas en situation de le faire. »

« Seul le chef de groupe devait être armé de son Famas. » a appris mon contact, qui m'expliquait que les soldats étaient dépités et que certains ne résigneront pas un autre contrat.

Sans arme, les militaires ont été mal reçus par une partie de la population. Ils ont été accueillis par des gestes déplacés pour dire « partez » et par des signes d'agressivité. Par contre, les gamins étaient souriants et agréables.:

Plus de 50 djihadistes français en Syrie

Par [Georges Malbrunot](#) Mis à jour le 13/03/2013 à 13:42 | publié le 12/03/2013 à 18:59



Un soldat de l'Armée syrienne libre en plein combat à Alep, le 26 février dernier. Crédits photo : STRINGER/REUTERS

Le flot des arrivées se nourrit de l'ambiguïté du combat : terroriste ou légitime face à un dictateur ?

Certains, comme Djamel, sont venus de Marseille sans vraiment savoir où ils allaient, si ce n'est pour combattre l'«infâme» régime de [Bachar el-Assad](#). D'autres, mieux organisés, comme le franco-syrien Abdel Rahman Ayachi,

ont retrouvé la terre de leurs ancêtres pour la réislamiser en attendant la chute du pouvoir. Au total, les Français sont «plusieurs dizaines», selon le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, à être allés faire le djihad en Syrie. Selon nos informations, ils seraient entre 50 et 80 à avoir quitté l'Hexagone depuis un an que le conflit s'est militarisé entre l'armée régulière et les rebelles. Leur nombre dépasse de loin «la poignée» d'autres Français, selon Manuel Valls, [partis mener «la guerre sainte» contre leur propre armée au Mali](#).

Jamais, sur un laps de temps aussi réduit, un pays n'a autant attiré de djihadistes français. «En Afghanistan et en Bosnie, ils n'étaient pas aussi nombreux», rappelle le juge antiterroriste Marc Trévidic. Et le phénomène ne touche pas seulement la France. Des centaines de jeunes Européens se battent en Syrie aux côtés des musulmans radicaux, a récemment mis en garde la présidente de l'agence européenne Eurojust, Michèle Coninx.

Un pays facile d'accès

Mais, contrairement aux précédents djihads, le «combat sacré» en Syrie est très particulier. S'y rendre est tout d'abord beaucoup plus aisé qu'atteindre l'Irak, le Yémen ou le lointain Afghanistan. Nul besoin de visa pour atterrir en Turquie ; d'Istanbul, la route est facile pour rejoindre un camp près de la frontière syrienne, où des contacts peuvent être pris avec l'intérieur. «Et personne ne les empêche de franchir la frontière», ajoute Marc Trévidic, qui parle d'un «djihad autorisé» face

au «massacreur en chef» (Bachar el-Assad, NDLR), selon l'expression de Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française.

En deux ans de répression, [l'armée syrienne et ses milices ont en effet multiplié les massacres contre leurs opposants](#). Difficile dans ces conditions de demander aux autorités turques, en pointe elles aussi pour faire tomber Assad, de freiner les djihadistes? «Nous sommes dans une ambiguïté totale», reconnaît un expert antiterroriste. Et cette ambiguïté est renforcée par le caractère inorganisé des démarches djihadistes. En Bosnie, les jeunes Français du réseau de Roubaix, par exemple, ralliaient le «bataillon des moudjahidins» de Zenica, point de passage obligé des apprentis djihadistes. En Irak également, la branche locale d'al-Qaida les prenait souvent en charge à leur entrée sur le territoire. «En [Syrie](#), rien n'est clair», souligne le juge Trévidic.

Dangereux à leur retour

À l'image du salafiste marseillais Djamel Amer al-Khedoud, aujourd'hui dans une geôle damascène, la plupart des djihadistes français ne savent pas avec quel groupe ils vont combattre en arrivant sur place. D'autres, avant de partir, sont arrêtés par la police, ignorant également tout de leurs «frères d'armes» sur place. D'autres encore ont été appréhendés à leur retour en France, avant d'être relâchés. «C'est très compliqué de qualifier leur aventure de terroriste», reconnaît le juge Trévidic.

Leur amateurisme ne doit pas masquer le fait, cependant, que tous seront potentiellement dangereux quand ils rentreront en France, après s'être aguerris au combat face à une armée régulière. «Ne nous trompons pas, renchérit l'expert antiterroriste, une bonne partie de ces candidats au djihad vont en Syrie dans l'espoir d'établir un État islamique radical.» Et même si certains d'entre eux combattent aujourd'hui au sein de groupes salafistes syriens non liés à al-Qaida, «le terrorisme commencera quand le régime tombera», prévient Marc Trévidic. Les combats fratricides se multiplieront entre djihadistes et ceux qui voudront éviter un basculement dans l'obscurantisme.

«On se bat pour faire tomber Bachar, mais aussi pour établir ensuite un vrai État islamiste, insiste le franco-belge Abdel Rahman Ayachi. Mais rassurez-vous, je ne rentrerai plus en France ou en Belgique», nous disait-il récemment depuis son repaire d'Idlib, au nord-ouest de la Syr

Opération SERVAL, superbes photos

Photos prises la semaine dernière dans le cadre du déploiement en un temps record de la Force Française avec l'aide de moyens aériens Internationaux au Mali. Près de 1000 photos qui nous montrent les préparatifs de ... la guerre terrestre et aérienne avec des moyens colossaux. Photos exceptionnelles de qualité, dommage que le sujet en soit ... la guerre ! A regarder en plein écran (petite icône en haut à droite et voir les détails s'affichant)

Diaporama automatique. Les «Fans» du Rafale et de tous les moyens aériens vont se régaler ...voir les ravitaillements en vol.



<http://www.flickr.com/photos/theatrum-belli/sets/72157632507552964/show/>

et une vidéo

Combats dans l'Adrar des Ifhôgas, Mali

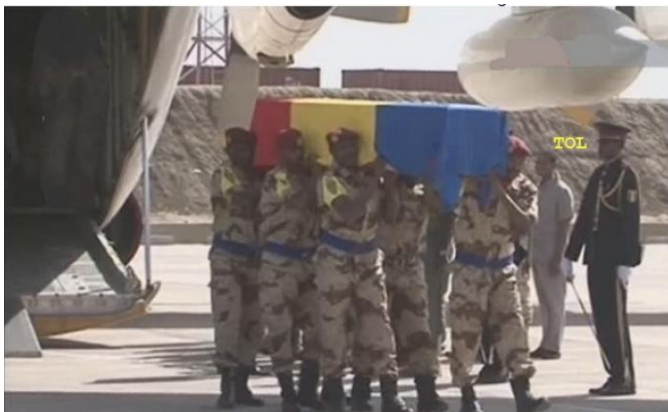


http://www.youtube.com/watch?v=YurOVRWhpz8&feature=player_embedded#t=0s

Scandale Diplomatique : Le Mali ne décore ni n'assiste aux obsèques des 26 soldats tchadiens

Par Procès Verbal - Date: 04 Mars 2013 - Abdoulaye Guindo et Tiékorobani

Et à Koulouba, où on s'est rendu compte de la bourde, Dioncounda Traoré met les bouchées doubles pour réparer les dégâts.



Les autorités tchadiennes ont rendu, vendredi 1er mars 2013, un hommage solennel aux 26 militaires tchadiens morts lors des combats au Mali; ils ont été décorés à titre posthume par le président Idriss Deby Itno, au cours d'une journée de deuil national. Les 26 militaires sont enterrés dans un cimetière militaire aménagé pour la circonstance à N'Djamena. Ils ont

succombé après les combats ayant opposé le contingent tchadien déployé au nord-Mali à des jihadistes, le 22 février, dans le massif des Ifoghas. « *Par votre sacrifice, vous avez défendu l'honneur et fait la fierté de toute la nation tchadienne* », a déclaré le ministre chargé de la Défense, MbainodoTotala. « *Les Etats ont des frontières, certes. Par contre, le terrorisme n'a pas de frontière. J'en appelle à tous les Etats pour une synergie d'action afin de combattre ce fléau* », a-t-il dit, au cours d'une cérémonie à laquelle participaient des officiers de pays d'Afrique de l'Ouest. Alors que la radio nationale tchadienne faisait état de 25 soldats tués, 26 cercueils ont finalement été débarqués sur l'aéroport militaire de N'Djaména. Les affrontements ont également fait 50 blessés côté tchadien, et 93 morts dans le camp des islamistes armés, selon l'état-major tchadien. Le Tchad, qui a déployé plus de 2.000 hommes au Mali, est en première ligne aux côtés de l'armée française dans le massif des Ifoghas, où se sont retranchés les jihadistes après avoir été chassés des grandes villes du Nord qu'ils occupaient depuis 2012.

D'éminents soldats

Parmi les militaires décédés, figurent 4 colonels et 2 commandants, dont l'un des plus hauts responsables de la garde présidentielle tchadienne. C'est déjà là un motif de colère du président tchadien qui avait longtemps hésité avant d'accepter l'envoi de soldats au Mali, craignant la désorganisation institutionnelle du Mali et l'inefficacité de la CEDEAO. Deby a un autre de colère: l'inertie de la MISMA, la force africaine censée prendre, à bref délai, le relais des

forces françaises. Il a donc vertement appelé, mercredi, la force ouest-africaine et l'armée malienne à accélérer leur déploiement dans le nord du Mali pour combattre, avec les soldats français et tchadiens, les jihadistes. Dans la région montagneuse des Ifoghas, entre Kidal et Tessalit, dernier refuge des islamistes en fuite, la traque est menée par les seules troupes françaises Tchadiennes, alors que le Tchad n'est pas membre de la CEDEAO. Mais la plus grosse colère de Déby vient de la gaffe diplomatique que le gouvernement malien vient de commettre.

Faute malienne

En effet, lors de la cérémonie d'inhumation des 26 soldats, qui eut lieu vendredi 1er mars à N'Djamena sous la présidence de Deby lui-même, tout le monde a été surpris de constater l'absence d'une délégation malienne. Certes, le ministre de la défense malien Yamoussa Camara était présent, mais il figurait dans la délégation de la MISMA et ne représentait pas officiellement le gouvernement malien. Le maître de cérémonie, présentant les différentes délégations présentes, a cité celle de la MISMA et non celle du Mali, car le Mali n'avait pas envoyé une délégation de haut niveau, contrairement aux attentes des Tchadiens. C'est un officier nigérien qui a pris la parole, au nom de la CECDEO, pour rendre hommage aux soldats tombés. Pas d'hommage venant du côté malien. Cette absence de délégation officielle du Mali ne fut guère, on s'en doute, du goût des Tchadiens. Selon des sources à N'Djamena, le petit peuple tchadien ne fait que fustiger l'absence du Mali, un pays traité d'ingrat non seulement par les citoyens mais aussi dans les hautes sphères du pouvoir. Les Tchadiens ne comprennent pas qu'ils aient accepté d'envoyer au Mali leurs meilleurs soldats pour, ensuite, se voir récompensés de la sorte.

La faute du Mali est patente du point de vue diplomatique. Elle devient encore plus lourde quand on se souvient que le président Dioncounda Traoré s'est empressé de délivrer des médailles militaires aux deux soldats français morts au combat et aux soldats togolais décédés dans un accident de la route. Pourquoi décorer ces soldats et ignorer les Tchadiens dont le nombre et le grade sont beaucoup plus élevés ? Enfin, la faute diplomatique malienne se double d'une faute religieuse. Sachant que les militaires tchadiens décédés sont musulmans, une prière funéraire aurait dû être organisée par le gouvernement à leur intention, ce qui ne fut pas fait en l'occurrence.

La faute à qui ?

A qui imputer cette cascade de fautes ? Sans doute pas au peuple malien qui n'a pas assez de mots pour exprimer sa douleur de voir mourir pour sa défense des soldats étrangers. Il faut plutôt pointer du doigt l'incurie du ministère des affaires étrangères et des services du protocole maliens qui auraient dû avoir le réflexe de suggérer les bonnes pratiques au chef de l'Etat. Mais comme dans ce pays, tout se fait dans la plus grande légèreté, il ne faut s'attendre à aucune sanction. D'ailleurs, quand le président Dioncounda lui-même a été tabassé par des manifestants, ni le ministre de la défense, ni son homologue de la sécurité n'ont démissionné alors qu'ils avaient la charge de protéger la première institution nationale.

Aux dernières nouvelles, Dioncounda Traoré tente de mettre les petites calabasses dans les grandes pour réparer les bourdes commises. Selon des sources bien informées, il se prépare à effectuer lui-même le voyage du Tchad, accompagné du président du Haut conseil islamique, du chef de l'église catholique et de celui de l'église protestante pour aller présenter ses condoléances et les excuses officielles du Mali à Idriss Déby. Le grand chancelier des ordres nationaux devrait faire partir de la délégation puisqu'il s'agira aussi de décorer les militaires tchadiens décédés.

Ce tort une fois réparé, il faut espérer que le président Dioncounda Traoré songe à faire un geste fort au profit de nos propres soldats qui tombent sur le champ d'honneur. A ce jour, nul ne sait qui est mort ni comment. Aucune cérémonie funèbre n'est organisée à leur intention ni aucune décoration officielle remise, alors que devant chaque soldat français vient s'incliner le président français en personne. On ne peut parler d'oubli du gouvernement malien puisque chaque mercredi, il n'oublie jamais de nommer une flopée de hauts fonctionnaires ! On ne sait même pas ce que deviennent les familles des soldats maliens décédés. La moindre des choses serait de mettre le drapeau malien en berne puisqu'on a déjà pensé à suspendre l'émission musicale « *Top étoiles* »...

Mali : Le MNLA refuse de désarmer et réclame une mission onusienne

Afriqinfos, Samedi 9 mars 2013 | 20:42 UTC

BAMAKO (© 2013 AFP) - La rébellion touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a refusé samedi de désarmer avant toute négociation avec les autorités maliennes, comme le lui demande l'Afrique de l'Ouest, et a réclamé l'envoi d'une mission de paix de l'ONU dans le pays.



© MNLA/AFP/Archives. Des rebelles touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), dans un endroit non déterminé en février 2012

Dans un communiqué signé de son secrétaire général Bilal Ag Achérif, le MNLA "rejette catégoriquement toute déclaration faisant de son désarmement un préalable à sa participation au processus de négociation".

Réunis en "sommet" dans la capitale politique ivoirienne Yamoussoukro le 28 février, les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avaient affirmé que le dialogue inter malien passait par le "désarmement de tous les groupes armés, notamment le MNLA".

La rébellion a lancé "un appel pressant" à l'ONU pour "accélérer" le déploiement d'une force de maintien de la paix, qui selon elle devrait sécuriser le Nord malien jusqu'à ce qu'une solution politique soit trouvée entre Bamako et le MNLA.

La Mission internationale de soutien au Mali (Misma), la force africaine déployée dans le pays, est censée prendre à terme le relais des troupes françaises combattant depuis janvier les groupes jihadistes qui occupaient tout le nord du Mali depuis l'an dernier. Elle pourrait être transformée dans quelques mois en une mission de paix des Nations unies.

Affirmant protéger les habitants du nord du Mali contre "les crimes massifs et les multiples exactions" de l'armée malienne, le MNLA a appelé la Cédéao et la communauté internationale à "exercer des pressions" sur Bamako en vue de l'ouverture d'un "dialogue".

Les autorités maliennes de transition ont annoncé cette semaine la création d'une Commission dialogue et réconciliation (CDR), qui devra notamment œuvrer à rapprocher les différentes communautés, dont les Arabes et Touareg souvent vus par les populations noires comme des soutiens des islamistes.

Le MNLA, rébellion touareg laïque qui a renoncé à sa revendication d'indépendance du Nord malien, avait combattu aux côtés des groupes islamistes contre l'armée malienne en 2012, avant d'être évincé dans la région par ses ex-alliés.

Mali : Face-à-face sur la ligne de démarcation

Le Courrier d'Algérie, 09 jan, 2013 – par *Mokhtar Bendib*



Le face-à-face entre les islamistes et l'armée malienne au nord de Mopti s'est poursuivi hier mercredi. Depuis le week-end dernier, les jihadistes d'Ançar Eddine, d'Aqmi et du Mujao se sont rassemblés au sud des régions de Tombouctou et Gao, à la limite symbolique du nord et du sud du pays. L'armée malienne a renforcé ses positions à Kona et Diabaly pour parer une possible avancée des islamistes. Le

pouvoir de Bamako assure contrôler la situation, mais la communauté internationale fait part de son inquiétude. Les terroristes islamistes et l'armée malienne tenaient toujours leur position, au nord de Mopti, à une cinquantaine de kilomètres de distance, l'enjeu étant, selon les experts militaires, le contrôle d'un aéroport qui pourrait servir à la force multinationale, lors de son intervention. L'armée malienne a reçu de nouveaux renforts notamment à Kona, à la limite d'une ligne rouge délimitant le nord et le sud du pays. Pour le ministre de la Défense malien, le général Camara, les militaires maliens tiennent bon leur position et maîtrisent la situation : « Il n'y a pas eu d'accrochages dans le secteur. Nos éléments n'ont subi, donc, aucun dommage. Ils tiennent tellement bien leur position. Et si les groupes armés s'avisent à continuer, ils se retrouveront sur nos positions ». Cette nouvelle situation de face-à-face, tendue entre les terroristes d'Aqmi, Al-Qaïda au Maghreb islamique, d'Ançar Eddine et du Mujao, Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, et l'armée malienne inquiète à Bamako, mais aussi à l'étranger. La France se dit préoccupée et appelle les groupes islamistes armés à cesser leurs mouvements vers le sud du Mali. Paris s'inquiète du revirement d'Ançar Eddine qui a décidé de renoncer à la cessation des hostilités après avoir pourtant signé un accord à Alger dans ce sens et même s'être engagé à combattre les narcoterroristes, dont elle est dissociée pour le moment. Pour autant, du côté de la médiation burkinabais, on se veut rassurant : « La situation ne compromet pas la poursuite des discussions », selon Djibril Bassolé qui confirme que Bamako tout comme le MNLA et Ançar Eddine n'ont pas remis en cause les négociations à Ouagadougou. Et à Dakar, où elle était en visite depuis hier, la secrétaire générale adjointe de l'Onu et directrice exécutive d'Onu-Femmes,

Michelle Bachelet, s'est déclarée «très préoccupée par la situation des femmes» dans le nord du Mali, où elles «sont victimes de violences sexuelles, de même que les enfants». Les discussions prévues demain, jeudi, ont cependant été reportées d'une dizaine de jours à la demande des parties qui souhaitent plus de temps pour se préparer et notamment à la suite d'une lettre de report envoyée au médiateur burkinabé, le président Campaoré, par le leader d'Ançar Eddine, Iyad ag Ghali, dont le jeu trouble commence à irriter et notamment à Alger. Par ailleurs, la situation tendue vers la ligne de démarcation est également commentée par les partis politiques maliens et notamment par le Congrès d'initiative démocratique (CNID), qui se dit fortement préoccupé. Le CNID est un parti politique malien qu'on compte parmi «les ni-ni», c'est-à-dire ni pro-junte ni anti-junte. Et pour cette formation, la crise malienne est un sujet de préoccupation. Dans le nord du Mali, a expliqué à la presse, maître Mountaga Tall, président du CNID, «il n'y a pas de jihadistes fréquentables, ils sont tous faits du même métal, l'extrémisme religieux». C'est pourquoi l'avocat malien martèle : «Nous ne devons pas attendre la communauté internationale. Notre armée doit prendre les devants», et d'ajouter : «Nous soutenons actuellement les actions que l'armée malienne mène vers la ligne de démarcation». En clair pour le CNID, il est impossible d'attendre encore des mois avant une intervention militaire. Et pour reconquérir le Nord effectivement, il demande qu'au sud du pays, les forces vives de la nation et les acteurs du conflit se réconcilient. Réconciliation nécessaire entre militaires notamment les bérets-verts et bérets-rouges, entre religieux et hommes politiques, souligne le président du CNID.

Mali. La légion dans l'ancre d'aqmi

De notre envoyé spécial dans les Iforas Régis Le Sommier avec Didier François - Paris Match



Le caporal a été tué près de cette dune de sable. » Il est 10 heures du matin, le jeudi 7 mars, au cœur du massif des Iforas, dans le nord-est du Mali. Le soleil tape déjà si fort que Jean- Yves Le Drian doit placer la main en visière pour observer le point que désigne le colonel Desmeulles, commandant des légionnaires du 2e Rep. Il s'agit du piton de roche noire où le caporalchef Cédric Charenton est mort, cinq jours plus tôt, au cours d'un des combats les plus violents auxquels l'armée française ait été confrontée ces

dernières années. Le vent brûlant fait voler une poussière ocre et collante ; quand il accorde un répit, des nuées de mouches entrent en action. La température frôle déjà les 40 °C. « Vous considérez que la zone est sécurisée ? » demande le ministre de la Défense, qui a tombé la veste dès sa descente d'avion pour effectuer sa première visite sur le front. « Le génie est passé, tout est nettoyé », lui répond le colonel.

Ils étaient 300 djihadistes à défendre cette vallée d'Ametettai. En quelques années, ils l'avaient méthodiquement transformée en forteresse. Les soldats français l'ont baptisée le « donjon ». En effet, depuis le début de leur intervention au Mali, à Tombouctou, à Gao ou à Kidal, c'était chaque fois le même scénario. L'ennemi quittait les lieux avant l'arrivée des soldats. Et, malgré les performances des systèmes de détection et d'écoute, ceux-ci finissaient par se demander où il pouvait bien se terrer. Le 19 février, des éléments de la brigade Serval sont accrochés lors d'une mission de reconnaissance à l'ouest de la vallée. Au bout de cinq heures et demie de combats intenses et malgré l'intervention en renfort des Forces spéciales, l'ennemi ne cède pas un pouce de terrain. Un soldat français et quelques dizaines de djihadistes perdent la vie au cours de l'assaut. Curieux ! Pourquoi vouloir se cramponner à un chaos de roches volcaniques de 60 kilomètres sur 90 au milieu du désert ? Les éclaireurs décrochent. Ils ont noté que cette zone, silencieuse jusqu'à présent, bruissait d'ondes électromagnétiques lors de l'accrochage. On a

compté jusqu'à 40 téléphones portables activés d'un coup. Certaines communications remontent jusqu'à l'Europe. Après analyse des conversations, le général Barrera, qui commande la brigade Serval, acquiert la conviction que l'Ametettai est bien le sanctuaire des combattants d'Aqmi. En quelques jours, il met au point son plan de bataille.

Le 26 février, les Français passent à l'attaque à l'ouest. Au même moment, 1 000 soldats tchadiens lancent l'assaut à l'est. L'ennemi est pris en tenaille mais ne recule pas. Un véhicule de l'avant blindé (VAB) saute sur une mine, son chauffeur est blessé. Les tirs fusent de toutes parts. Une balle vient se loger dans le casque d'un para qui en réchappe miraculeusement. En face, les djihadistes subissent des pertes mais résistent. Une heure après le commencement de l'assaut, le verrou qui protège l'entrée de la vallée n'a toujours pas cédé. Ils disposent de solides défenses, notamment des canons de 14.7 camouflés en haut des crêtes, des sortes de mini-bunkers avec vivres, eau et munitions, à la manière des Viêt-cong. A l'est, les Tchadiens piétinent aussi. Ils ont d'abord foncé bille en tête, mais les snipers d'Aqmi les ont cueillis avant qu'ils ne pénètrent dans la vallée : balles dans la tête à des distances de plus de 800 mètres ! Vers 19 h 30, la situation s'aggrave, lorsque, par une manoeuvre habile, les Groupements armés djihadistes (Gad) parviennent à couper en deux la colonne tchadienne et à en isoler une partie au fond d'un corridor. Du haut des crêtes, la partie de ball-trap commence. Le bilan est lourd : 26 soldats tchadiens tués, plus de 60 blessés.

"On est allé chercher l'ennemi à la fourchette à escargot. On a même manqué de grenades"

C'est alors que les paras et la Légion entrent en action. Par une manoeuvre audacieuse, ils investissent à pied la vallée par le nord : 9 kilomètres de crapahute, avec 40 kilos sur le dos, pour parvenir en haut des crêtes. « Ils pensaient que l'Occidental allait se fatiguer, fatiguer, mais nous sommes arrivés à pied et ils ont craqué », explique le colonel Bertier, un des stratèges de l'opération. « On est allé les chercher à la fourchette à escargot », ajoute-t-il avec délice. On croirait entendre Bigeard. Comment ne pas penser ici au héros de Diên Biên Phu ? Le relief, semblable à l'Algérie dont la frontière n'est qu'à 50 kilomètres, la manoeuvre des paras, la marche forcée, l'attaque par les hauteurs, l'ennemi qu'on surprend et le langage du colonel, c'est du pur Bigeard. Derrière ses petits yeux plissés, Bertier jubile de la comparaison. « Les tirs avaient lieu à 10 mètres, 3 mètres certaines fois, reprend-il. C'était presque du corps-à-corps. » La première crête conquise, on passe à la suivante. Chaque fois qu'un Groupement tactique interarmes (GTIA) est bloqué, dans les airs les hélicoptères Tigre se chargent de neutraliser la position ennemie. Sapeurs, chars, artillerie, transport, jusqu'à l'aviation de chasse puis le génie, toute la panoplie des armes françaises est utilisée dans l'opération. Mais, au final, c'est l'infanterie qui fait la différence, des hommes à pied, méthodiques, courageux, déterminés. L'ennemi profite de la moindre crevasse pour se planquer. A la fin, les soldats français manqueront même de grenades... En progressant, ils vont de découverte en découverte : caches d'armes, garages camouflés pour réparer les pick-up, jusqu'à des postes de soins enterrés où gisent des cadavres dont certains ont été perfusés, avant que leurs camarades ne les abandonnent dans leur fuite. Côté tchadien, on a repris le dessus. Les hommes délogent un à un les djihadistes. Coriace, cet ennemi n'a pas peur de mourir et il a bien l'intention d'emporter un maximum de soldats avec lui. Acculé, un djihadiste déclenche sa ceinture d'explosifs sur des caisses à munitions.



Par 40 °C à l'ombre avec 40 kilos sur le dos, les combats ont été harassants A 10 heures du matin, sous une chaleur à peine supportable, les hommes du PC transmission se tiennent informés des opérations en cours dans les vallées voisines. (Photo Alvaro Canovas)

Pour leur dernier baroud, les combattants d'Aqmi avaient tout prévu, un solide système de défense mais aussi une logistique impressionnante pour assurer leur survie. S'ils

ont choisi l'Ametettai, c'est que la vallée dispose d'eau toute l'année. Ici, l'expression « or bleu » prend tout son sens. Au bas du promontoire rocheux duquel le ministre de la Défense redescend pour s'adresser aux soldats et les féliciter, on trouve même un potager. Le jardinier d'Aqmi est un bien piètre cultivateur. Les rangs d'oignons ne sont pas droits. Certains plants de tomates poussent au milieu des allées. Le puits, en revanche, est assez sophistiqué. Dans cet univers de guerre, l'endroit bucolique redonne à l'ennemi un peu d'humanité. On l'imagine déambulant au milieu des oignons, arrosoir à la main, comme n'importe quel paysan de n'importe quel pays. « La Marseillaise » retentit. C'est Le Drian qui l'entonne, selon son habitude dès qu'il a fini de parler aux soldats. L'hymne est repris par la troupe, saccadé, façon Légion, une puissante respiration collective, à l'image du combat que les hommes viennent de mener, où l'individu ne tient que par et pour le groupe. Les visages sont maigres, creusés par la fatigue, les lèvres fendues, brûlées par le soleil, mais au fond des yeux brille une étincelle de fierté. « Je vous ai promis de la bière. Il y aura de la bière ! » lance le général Barrera à la fin de la cérémonie. « Est-ce qu'elle est fraîche ? » demande un légionnaire avec un roulement de « r » qui traduit une origine des pays de l'Est. Le drapeau tricolore claque au vent. Les oignons d'Aqmi frissonnent. Les armes des terroristes gisent dans la cour derrière le ministre. Les légionnaires défilent devant ces trophées en leur jetant un regard de mépris. On en a trouvé 16 tonnes dans le massif, dont trois canons russes de 122 millimètres, des mitrailleuses en pagaille, plus de 1 000 roquettes et grenades, 60 000 munitions, 1 500 obus, sans oublier des quantités de fils électriques et de détonateurs pour fabriquer des IED. Mais il n'y a pas que des armes parmi le butin récupéré dans l'Adrar. On trouve aussi des sacs de riz, des paquets de sucre, des bidons d'huile, des conserves, du lait en poudre et du thé vert de Chine. Et aussi une vieille malle noire en fer qui semble avoir voyagé longtemps. Sur son côté, peinte en blanc, Masjid al-Haram, la grande mosquée de La Mecque, surmontée d'un croissant de lune. Il y a deux mois à peine, les combattants d'Aqmi ambitionnaient, avec cet arsenal, de descendre sur Bamako et de soumettre l'intégralité du Mali à leur rêve de djihad.

Pour la première fois depuis le début du conflit, on a fait des prisonniers

Dans le ciel, deux hélicoptères Tigre tournent en rond. La colonne vertébrale de l'ennemi a peut-être été brisée, mais celui-ci demeure, en petits groupes éparpillés dans le massif. Ces jours derniers, pour la première fois depuis le début du conflit, on a fait des prisonniers, une poignée pour l'instant, dont un Franco-Algérien de 38 ans, originaire de Grenoble, arrêté les armes à la main. La consigne n'est pas d'en ramener à tout prix. Au sud du massif, les Français et leurs alliés tchadiens ont repéré un groupe de combattants qui tentait de fuir à pied. Il a été « neutralisé » par les Tigre. « Ils ne peuvent pas aller loin ni tenir longtemps, reprend le colonel Bertier, car ils n'ont plus accès aux puits. Il faut terminer le boulot. Comme je vous disais, les chercher à la fourchette à escargot ! répète-t-il, fier de son expression. Ce sont mes origines bourguignonnes qui parlent ! » Ce travail ingrat, les Français vont le faire dans les semaines qui viennent. Nettoyer la zone pour ensuite la laisser à des soldats d'autres nations d'Afrique qui, comme prévu depuis le début de l'opération, doivent les remplacer. François Hollande a annoncé que les forces françaises commenceraient à se retirer au début du mois d'avril. Mais beaucoup reste à faire. Notamment du côté de l'armée malienne, qui est loin de pouvoir prendre la place des Français. Peu formée, incapable de planifier ou d'instruire ses cadres, elle manque de presque tout, faisant ce qu'elle peut avec des armes dont certaines remontent à la colonisation. Cette armée sait qu'elle est passée près du désastre lors de l'offensive des djihadistes. Elle accepte donc, de bon gré, la formation que vont lui apporter 196 instructeurs venus de 13 pays de la Communauté européenne. C'est peu, et cette formation sera longue. La mission européenne n'entrevoit une reconquête par l'armée malienne du Nord-Mali qu'en mai 2014...

Mali : les C 17 américains rapatrient les véhicules de la Force Epervier

Mise à jour : 08/03/2013 18:06

A partir du 2 mars 2013, des avions C 17 américains ont rapatrié de Bamako à N'Djamena une quarantaine de véhicules du détachement Terre de la force Épervier. Une dizaine de rotations ont été nécessaires pour le retour de ces véhicules qui ont été engagés sur le sol malien dès les premiers jours du conflit.



Un détachement de la force Épervier s'était rendu à Bamako le 20 février dernier afin de procéder à la reprise en compte des matériels déployés et préparer leurs retours. (lien vers la brève). Pour le rapatriement des véhicules à N'Djamena, l'US Air Force a engagé plusieurs C17, un avion capable d'emporter 77 tonnes sur une distance de 4500 km. En neuf rotations, les C 17 ont permis de ramener huit VAB (Véhicules de l'avant-blindé), six VLRA, douze P4, six ERC-90 SAGAIE, dix véhicules cargo tout terrains

(GBC), un camion citerne polyvalent (CCP), quatre mortiers 120mm, deux postes de tir Milan et cinq postes de tir Eryx. Une fois arrivés sur le sol tchadien, les véhicules ont été pris en compte par le sous-groupement de maintenance adapté au théâtre (SGMAT) qui procède à la remise en condition opérationnelle de ces matériels.

Une dizaine de nations alliées de la France soutiennent le déploiement des forces françaises au Mali en mettant à disposition leurs avions de transport. Ces gros porteurs assurent des missions d'aérotransport stratégique de troupes et de matériels dans le cadre du conflit malien. Trois C17 ont été mis à disposition par les États-Unis et deux autres par la Grande-Bretagne et le Canada. L'Allemagne a fourni un Airbus A 310 apte au transport de passager et au ravitaillement en vol. Sur le terrain, les avions tactiques français, les Hercules C 130 et Transall C 160 sont complétés par deux C 130 belges, un danois, un espagnol et deux C 160 allemands.

Le 110ème RI arme depuis le 15 février 2013 l'état-major du groupement Terre ainsi que la compagnie motorisée (COMOTO) ; le 3e régiment de Hussards (3e RH) de Metz arme l'escadron blindé et le 8e régiment d'artillerie (8e RA) de Commercy constitue l'unité élémentaire de protection terrestre détachée à Abéché.

Le groupement Terre est composé environ 350 militaires et 70 véhicules (14 véhicules blindés légers, 23 véhicules d'avant-blindés et divers véhicules légers). Il assure essentiellement des missions de surveillance, de protection et de reconnaissance. Les missions de reconnaissance s'effectuent lors des opérations de nomadisation conduites dans les diverses régions du Tchad avec le concours des forces tchadiennes. Les militaires des différentes unités du groupement participent également à l'animation de la plupart des DIO (détachement d'instruction opérationnelle) organisés par la force Épervier au profit des FADS (forces armées et de sécurité) tchadiennes. Ils réalisent aussi de nombreuses actions civilo-militaires à l'occasion de leurs déplacements sur le terrain.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

7 – Défense de par le Monde

Poussée de fièvre sur la péninsule coréenne après les sanctions de l'ONU

Pyongyang abroge les accords de « non-agression » avec le Sud.

La tension est montée d'un cran hier sur la péninsule coréenne, après les nouvelles sanctions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre le régime nord-coréen. L'armée « est prête à mener une guerre totale », a lancé le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un tandis que son allié chinois a appelé « au calme et à la retenue », exhortant les antagonistes à « s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver les tensions ». La présidente sud-coréenne Park Geun-hye, entrée en fonctions il y a deux semaines, a de son côté jugé la situation « très grave » et promis de répondre « fermement » à toute provocation du Nord.

Le régime nord-coréen est coutumier des annonces agressives mais il a musclé sa rhétorique belliqueuse ces derniers jours à l'approche du vote à l'ONU et de manœuvres militaires conjointes entre Washington et Séoul. Pyongyang avait donc brandi le spectre d'une « guerre thermonucléaire » et averti les États-Unis qu'ils s'exposaient à une « frappe nucléaire préventive ». Et hier, le régime a fait savoir, quelques heures après le vote du Conseil de sécurité, qu'il considérait désormais comme nuls et nonavenus « tous les accords de non-agression entre le Nord et le Sud ». La Corée du Nord « notifie également le Sud qu'il va couper immédiatement le téléphone rouge » mis en place entre les deux pays en 1971, précise « le Comité pour la réunification pacifique de la Corée » (CPRK) dans un communiqué. Pyongyang a agité à de nombreuses reprises la menace d'une rupture de la communication intercoréenne, et l'a mise à exécution deux fois, selon le ministère sud-coréen de la Réunification.

Dans ce contexte, Kim Jong-un a inspecté hier l'unité d'artillerie qui avait bombardé l'île sud-coréenne voisine de Yeonpyeong en novembre 2010, selon des images de la télévision d'État. L'incident avait fait quatre morts et alimenté les craintes d'un conflit à grande échelle entre les deux Corées.

Parallèlement, le ministère français des Affaires étrangères a annoncé hier « condamner les menaces proférées par la Corée du Nord » et appelle ce pays à dialoguer en vue du démantèlement de son programme nucléaire. Toujours du côté européen, le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle a souhaité hier que l'Union européenne réfléchisse à de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord, allant au-delà de celles votées jeudi par le Conseil de sécurité de l'ONU. Rappelons que ces dernières ont été décidées en réaction à son [troisième essai](#) atomique. La résolution 2094, adoptée à l'unanimité de ses 15 membres, s'efforce de tarir les sources de financement utilisées par Pyongyang pour nourrir ses ambitions militaires et balistiques.

Kim Jong-Un est capable de tout

Le Télégramme, 9 mars 2013 - Par **Jean Guisnel**

La logique voudrait qu'il n'y ait aucune déflagration à craindre dans la péninsule coréenne, malgré la nouvelle poussée de fièvre qui a fait suite, hier, au vote de sanctions supplémentaires par l'Onu contre la Corée du Nord. Car il est bien clair que personne n'aurait à gagner quoi que ce soit à une escalade militaire pouvant déboucher sur un conflit armé entre la démocratie sud-coréenne et sa jumelle dévoyée du Nord. Au Sud, Séoul est un « tigre » aux avancées économiques spectaculaires, tandis que Pyongyang, au Nord, abrite, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une dynastie stalinienne démente, dont les efforts militaires démesurés ont mis le pays à genoux. Les Nord-Coréens ne disposent pas de la moindre liberté, doivent se consacrer à un culte de la personnalité effréné à l'égard du despote Kim Jong-Un et sont, de surcroît, totalement affamés. La guerre, dont ce régime mis au ban des nations menace aujourd'hui le Sud, ne serait

pas logique, car elle vouerait les Coréens dans leur ensemble à un nouvel épisode tragique dans une histoire commune qui n'en manque pourtant pas. Mais hélas, avec le nouvel Ubu roi de Pyongyang qui possède sans doute la bombe atomique, plus rien de rationnel n'est à attendre. Et si la perspective d'un geste fou, poussant la péninsule vers le chaos le plus absolu n'est sans doute pas probable, on ne saurait malheureusement l'exclure ! Le pire, c'est que les nouvelles sanctions, qui viennent s'ajouter à celles déjà en vigueur, n'auront sans doute aucun effet sur cette fuite en avant délirante !

Corée du Nord • S'ils veulent la guerre, ils l'auront

Courrier International, [Rodong Sinmun](#) | Kang Chol Su | 11 mars 2013

Un quotidien officiel nord-coréen s'insurge contre les sanctions votées par l'ONU et dénonce les manigances américaines. Pour lui, pas d'ambiguïté, la guerre est déclarée.



Un dessin de Chapatte, Suisse

Il y a quelques jours, les Etats-Unis, dénonçant notre essai nucléaire d'autodéfense [du 12 février dernier] ont concocté une nouvelle résolution portant sur des sanctions au Conseil de Sécurité des Nations unies (voir l'encadré ci-dessous). Manipulant ce dernier comme leur marionnette, les Etats-Unis ont inventé la deuxième résolution de ce type cette année, la cinquième en huit ans. La nouvelle résolution du Conseil de sécurité, sous la férule de Washington, trahit sa nature scélérate en présentant la mise en œuvre de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) comme un devoir, internationalisant cette mesure plus que jamais encore auparavant.

Cette sanction collective constitue très exactement une déclaration et un acte de guerre contre la RPDC. Sous le couvert du Conseil de sécurité, les Etats-Unis cherchent à atteindre leurs objectifs agressifs contre la RPDC en menaçant son droit à l'existence ainsi que sa souveraineté. C'est un acte criminel, anti-éthique, pour ne pas dire un acte de guerre. Plus grave encore, les Etats-Unis ont conçu la résolution sur les sanctions pour qu'elle coïncide avec les manœuvres militaires conjointes [menées chaque année de concert par Washington et Séoul] "Key Resolve" et "Foal Eagle".

Ce tapage collectif sur les sanctions orchestré par les Etats-Unis a pour but de provoquer la guerre afin d'étouffer la RPDC. Par le biais de telles sanctions, les Etats-Unis complotent pour envahir la RPDC comme ils l'ont fait avec l'Irak. D'après un communiqué d'un porte-parole du Commandement suprême de l'Armée populaire de Corée, l'accord d'armistice coréen [signé en 1953 ; il avait mis fin à la guerre de Corée] est considéré comme nul et non avenue à partir du lundi

11 mars. L'armée et le peuple de la RPDC se dressent à l'unisson pour lutter contre les sanctions collectives pilotées par les Etats-Unis et leurs manœuvres destinées à provoquer une guerre d'agression. Si les Etats-Unis s'imaginent qu'ils peuvent transformer la RPDC en Irak, c'est une fatale erreur de calcul. Le monde verra alors comment notre armée et notre peuple font voler en éclats les sanctions collectives manigancées par les Etats-Unis et l'agitation guerrière, et défendent leur dignité, et leur statut de puissance nucléaire lanceuse de satellites. Ce ne sont pas de vaines paroles.

Les dépenses militaires de l'Asie sont désormais supérieures à celles de l'Europe

Zone Militaire, 14 mars 2013 – 17:18

Il est plus facile de prédire l'évolution des dépenses militaires mondiales que de faire un pronostic sur le nom d'un futur pape avant la tenue d'un conclave. Ainsi, l'an passé, l'Institut international pour les études stratégiques (IISS), établi à Londres, [avait estimé](#) que les dépenses militaires des pays asiatiques dépasseraient, en 2012, celles consenties par les Etats européens. Et cette prédiction est devenue une réalité.

En effet, selon ce centre de réflexion, qui vient de publier la [dernière édition de son "Military Balance"](#), les dépenses militaires des pays d'Asie en volume ont atteint, en 2013, les 287 milliards de dollars, soit un total supérieur à la somme des budgets des Etats du Vieux Continent, qu'ils soient membres de l'Otan ou non. Et c'est la première fois que cela arrive.

Bien évidemment, la Chine tire vers le haut les dépenses militaires asiatiques, avec une augmentation en volume de 8,3% en 2012. Pour le reste du continent, cette hausse a été de 4,94%.

Dans le même temps, les budgets de défense des pays européens membres de l'Otan ont chuté de 11% en volume, pour retomber à leur niveau de 2006 en valeur, notamment à cause des politiques d'austérité menées pour réduire les déficits et l'endettement publics.

"La hausse des dépenses militaires en Asie a été si rapide et l'austérité menée par les pays européens en matière de défense si rigoureuse, que les dépenses en volume de l'Asie en 2012 ont dépassé les dépenses totales officielles de défense non seulement des membres européens de l'Otan mais aussi de l'ensemble de l'Europe, y compris celles des pays européens non membres de l'Otan," explique l'ISS. CQFD.

Quant aux Etats-Unis, le budget alloué en 2012 au Pentagone a été le plus important du monde étant donné qu'il a représenté 45,3% des dépenses militaires mondiales. Cette part devrait diminuer dans les années qui viennent, sous l'effet des coupes automatiques entrant dans le cadre de la "sequestration".

Cela étant, l'ISS n'écarte pas l'idée que les Etats-Unis puissent à leur tour être dépassés par la Chine dans le domaine militaire. Ce qui pourrait effectivement être le cas à l'horizon 2025-208, sous réserve, toutefois, que Pékin puisse bénéficier d'un fort taux de croissance économique. Or, si les pays européens calent, l'économie chinoise en pâtira forcément.

Northrop Grumman se prépare à moderniser les bombardiers B2



Avec les réductions budgétaires qui s'annoncent en raison du désaccord au Congrès sur le niveau de la dette américaine, il n'est pas certain que l'US Air Force pourra mettre en train son projet de nouveau bombardier afin de remplacer les B-2 et autres vénérables B-52, ces derniers, malgré leur grand âge, rendant encore de précieux service.

Il est probable que les bombardiers furtifs B-2 restent en service plus longtemps que prévu. Ces avions, dont la conception remonte aux années 1980, pourraient rester dans l'inventaire de l'US Air Force jusqu'en 2058. Aussi, son constructeur, Northrop Grumman, prépare la modernisation des 20 exemplaires actuellement mis en œuvre par le 509th Bomb Wing.

Cette remise à niveau va d'abord concerner son avionique et son informatique embarquée, avec le remplacement des instruments analogiques par des systèmes digitaux et le développement de nouveaux logiciels.

La mise au point de ces derniers devrait prendre au moins deux ans de travail, à condition de s'appuyer sur les codes mis au point pour les F-22 et F-35. "Nous ne voulons pas réinventer la roue pour le B2" a expliqué Dave Mazur, le responsable du programme chez Northrop Grumman, le mois dernier.

Ces mises à niveau informatiques permettront d'améliorer le système d'armes du B-2. Ainsi, il est question de modifier les deux soutes d'armement de l'appareil afin qu'il puisse mettre en œuvre à la fois son lanceur rotatif de munitions dans l'une et un support de bombes dites "intelligentes" dans l'autre. Ce qui n'est pas possible actuellement. Pour Dave Mazur, cela donnera plus de flexibilité aux planificateurs du Pentagone. Et il est aussi envisagé [d'accroître encore la précision de la MOP](#) (Massive Ordnance Penetrator (MOP), une bombe conçue pour percer les installations souterraines.

En outre, la modernisation du B2 concernera également ses liaisons avec les satellites EHF (très haute fréquence) de l'US Air Force. Enfin, il s'agit aussi d'améliorer ses capacités en matière de guerre électronique. Bref, "nous construisons un nouveau B-2 de l'intérieur" a résumé Dave Mazur.

Par ailleurs, Northrop Grumman entend proposer à l'US Air Force une modification du rythme des opérations de maintenance des B2, lesquels doivent être immobilisés tout les 7 ans pour une visite complète en raison de leur complexité et de leur fragilité (et cela, à cause de leur revêtement anti-radar). Aussi, l'industriel effectuerait une inspection allégée des appareils tous les 5 ans et une révision générale tous les 10 ans, ce qui permettrait à l'aviation américaine d'économiser 310 millions de dollars sur la décennie.

44 milliards de dollars, en 2012, pour les contractors du Pentagone à l'étranger

Ligne de Défense, 09.03.2013

Le DoD américain, on le sait, ne part pas en guerre sans ses contractors. Et même lorsque le pays où la Défense US s'implique (unités prépositionnées, manœuvres conjointes, programmes

d'assistance et de formation etc) est en paix, des employés du secteur privé sont aussi là. Ils réparent et entretiennent, nourrissent, transportent, renseignent, protègent...



Une récente étude du Congressional Research Service dévoile quelques chiffres sur le budget consacré, hors du territoire américain (OCONUS), pour faire assurer le soutien des troupes par le secteur privé. Ce document s'intitule « Department of Defense Trends in Overseas Contract Obligations » ; il a été rédigé par Moshe Schwartz et Wendy Ginsberg qui souhaitent que le Congrès dispose de

données financières sur l'incidence budgétaire du déploiement de contractors à l'étranger.

Les deux chercheurs ont utilisés les chiffres les plus récents (jusqu'à l'année fiscale 2012). Il ressort de leurs travaux que, depuis 2010, le volume des contrats tourne autour de 44 milliards de dollars par an (deux fois plus qu'en 2001).

Ces contrats concernent le Centcom (Irak, Afghanistan) à hauteur de 26 milliards (dont 19 pour l'Afghanistan). Les autres zones sont l'Eucom (11 milliards), le Pacom (4,8), le Northcom (0,9), l'Africom (0,58 mais c'est quatre fois le volume de 2010) et le Southcom 0,53).

L'Afghanistan reste donc la zone la plus active. Les chercheurs anticipent que si le retrait se poursuit et que les dépenses redescendent au niveau de 2007, ce sont 16,5 milliards de dollars qui pourraient y être économisés.

41% des 44 milliards ne sont pas dépensés dans des zones de conflits. A l'heure où les Etats-Unis fédéraux se serrent la ceinture, le chiffre n'est pas anodin. Il y a là un gisement d'économies qui pourraient tenter les élus, ce que les auteurs réfutent, de façon très détournée, en rappelant que "Without contractor support, the United States would currently be unable to arm and field an effective fighting force". Malgré tout, les coupes budgétaires touchent déjà les contractors (je parle à la fois des entreprises et des employés) dont les contrats sont réduits, interrompus ou repoussés, ainsi qu'en témoignent les échanges sur les forums spécialisés.

Pour accéder à ce document, cliquer [ici](#)

La Marine russe recevra 24 sous-marins et 54 navires de surface



La Marine russe recevra 24 sous-marins et 54 navires de surface (ministre)

© RIA Novosti. Vitaly Ankov

11:25 11/03/2013, **MOSCOU, 11 mars - RIA Novosti**

24 sous-marins et 54 navires de surface supplémentaires équiperont la Marine russe avant la fin de l'année 2020, a déclaré lundi le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou. "En application du programme national d'armement pour la période de 2011-2020, la

Marine recevra huit croiseurs sous-marins lance-missiles, 16 sous-marins polyvalents et 54 navires de surface de différentes classes", a précisé le ministre.

Selon lui, le renouvellement du parc de navires de guerre est crucial pour le développement de la Marine.

"Toutefois, il est impossible de préserver le potentiel de combat de la Marine, si le niveau d'entretien technique n'est pas réalisé au niveau requis", a poursuivi M.Choïgou.

Le chef du département militaire a souligné que depuis 2011, l'entretien des bâtiments et navires de guerre russes était régi par un contrat de trois ans conclu avec le Consortium unifié de constructions navales.

La formation des futurs pilotes britanniques d'A400M sera assurée par le privé

Zone Militaire, 8 mars 2013 – 15:33

Afin de compléter sa flotte de transport aérien, qui compte déjà des Boeing C-17 et des C-130 Hercules, le Royaume-Uni avait initialement commandé 25 exemplaires de l'A400M "Atlas".

Finalement, la Royal Air Force (RAF), attend 22 appareils, dont le premier sera livré en 2015.

Alors que la formation des pilotes d'A400M de l'armée de l'Air française se déroulera à Orléans-Bricy, notamment pour les phases tactiques et que celle des mécaniciens se fera à Wunstorf (*), en Allemagne, la RAF a choisi d'externaliser la qualification de ses personnels appelés à mettre en oeuvre ce nouvel appareil.

Ainsi, le ministère de la Défense britannique (MoD) a confié à Thales UK et à Airbus Military un contrat d'une durée de 18 ans visant à fournir des services de formation destinés aux futurs équipages de l'A400M, et cela, pour 226 millions de livres (340 millions de dollars). A cette fin, les deux entreprises ont ainsi créé une filiale commune appelée A400M Training Services Ltd.

La prestation de cette co-entreprise comprend notamment la conception, la construction et la mise en oeuvre d'un centre de formation dédié à l'A400M, ainsi que l'installation et la maintenance des simulateurs de vol, fournis par Thales.

La construction de ce centre de formation, sur la base de Brize Norton, doit en principe être terminée d'ici au printemps 2014. Outre les pilotes, il sera également destinés aux techniciens chargés de la maintenance des A400M britanniques.

(*) [A 400M Tout simplement le meilleur – Simply the best](#), rapport du Sénat déposé le 4 juillet 2012

Embûche pour le Gripen en Suisse

Zone Militaire, 9 mars 2013 – 12:44

Le processus d'achat d'avions de combat Gripen auprès du constructeur suédois Saab lancé par la Suisse en novembre 2011 relève du parcours du combattant. Après les critiques portant sur le choix de cet appareil aux dépens du Rafale et de l'Eurofighter, pourtant mieux notés lors des évaluations, c'est au niveau politique que ça coince.

Ainsi, le 5 mars, le Conseil des Etats (l'équivalent du Sénat en France) a refusé d'accorder les 3,1 milliards de francs suisses nécessaires à l'achat des 22 Gripen tout en acceptant, cependant, le

principe de renouveler la flotte des F-5 Tiger II que les avions suédois sont censés remplacer. Pourtant, en commission, les conseillers avaient donné leur aval.

En séance, Ueli Maurer, le chef du département de la défense, qui est aussi actuellement le président de la Confédération, a fait savoir qu'il n'avait pas lu en détail le contrat signé avec Stockholm pour la livraison des Gripen. "Ce sont 56 pages en anglais, avec beaucoup de considérations techniques, je fais confiance aux spécialistes de mon service", a-t-il admis.

Reste que, [selon le même Ueli Maurer](#), l'achat des Gripen serait désormais "compromis", la balle étant désormais dans le camp du Conseil national, qui aura aussi à se prononcer sur le financement en juin prochain. Et le cas échéant, les opposants à cette acquisition pourront jouer leur va-tout lors d'un référendum populaire. Et actuellement, selon les sondages, une majorité de Suisses ne veulent pas de l'avion suédois.

"Les chances d'emporter un référendum sont réelles. Car il y a en effet un sentiment de gaspillage financier assez large. Le sort du Gripen me laisse peu de doutes. Il faudra de toute façon revoir notre police du ciel ainsi que toutes les missions de l'armée", a ainsi déclaré le sénateur écologiste Luc Recordon, [dans les colonnes du quotidien Le Matin](#).

"Je crois que nous avons besoin d'avions pour la sécurité aérienne, pour courir après un Piper ou un Boeing en cas d'attaque terroriste. Cela nécessite un intercepteur relativement rapide, mais pas un chasseur de combat. La vitesse des avions civils est de toute façon inférieure à Mach1", a-t-il aussi expliqué. Seulement, la difficulté serait alors de trouver l'appareil adéquat, lequel pourrait être un avion conçu pour l'entraînement avancé (BAE Hawk, Aermacchi M-346, Aero L-159 Alca tchèque ou encore T-50 Golden Eagle sud-coréen?)

Cela étant, la décision suisse aura des conséquences en Suède, où l'exportation de la dernière version du Gripen (E/F), actuellement en cours de développement, est primordiale pour que les forces aériennes suédoises puissent en acquérir un soixantaine d'exemplaires pour 14,2 milliards de dollars. En cas d'un renoncement de Berne, cette commande serait annulée. Et au-delà, c'est l'existence même de Saab qui serait menacée.

Importantes coupes budgétaires pour les forces armées canadiennes

Zone Militaire, 8 mars 2013 – 15:30

Afin d'améliorer les finances publiques canadiennes au niveau fédéral, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a décidé de réduire les dépenses de 1,9% pour l'année fiscale 2013-2014, soit un montant de 4,9 milliards de dollars canadiens.

Aussi, et comme il était attendu, les forces armées canadiennes [devront se serrer la ceinture](#) puisque leur budget sera diminué d'environ 13%, ce qui représente près de 2 milliards de dollars canadiens en moins par rapport au dernier exercice.

La composante terrestre sera la plus durement touchée, avec une baisse de 22% de ses ressources. La Marine royale canadienne, que l'on aurait pu croire préservée, pourrait perdre jusqu'à 20% de ses moyens financiers.

Et cette dernière aura à faire face au sous-financement de l'acquisition de deux navires de soutien interarmées (NSI), dont le coût avait été évalué à 2,6 milliards alors qu'il devrait être de 4,13 milliards. Du coup, des interrogations se posent au sujet de l'ambitieux projet de renouveler l'ensemble de ses navires de surface.

L'Aviation royale canadienne n'échappe pas non plus aux coupes budgétaires mais elle est toutefois la moins touchée par cette cure d'austérité. Cette dernière doit préparer le remplacement de ses avions CF-18 Hornet qui arrivent en fin de course.

En revanche, le budget alloué à la protection des systèmes informatiques gouvernementaux va augmenter de 1,6%.

Le ministre canadien de la Défense, Peter McKay, a expliqué qu'une économie de 1,2 milliard a été rendue possible par une "une meilleure efficacité, qui inclut des programmes de formation plus moderne et moins d'équipements redondants." Et, a-t-il fait valoir, le "gouvernement conservateur a accru le budget de la défense de près de 14% depuis 2005-2006".

Qui plus est, un porte-parole du ministère a souligné que "le rythme des opérations revenant à la normale à la fin de la mission de combat en Afghanistan, nos dépenses seront normalement réduites."

Seulement, l'inquiétude pointe chez certains experts des questions de défense, comme Dave Perry, lequel a réalisé une étude sur l'impact des coupes budgétaires sur la défense canadienne. Ainsi, selon lui, "l'armée se retrouvera, en vertu de ces compressions, dans le même état qu'au début de la guerre en Afghanistan, alors que le Canada ne pouvait participer aux missions alliées que pour des périodes de six mois à la fois."

"Vous aurez des soldats qui s'entraîneront moins souvent, des navires en mission écourtée et des avions qui volent durant moins d'heures", a par ailleurs expliqué une source de l'Agence QMI, tout en soulignant que la réduction des opérations militaires était déjà une réalité.

L'armée allemande a reçu ses premiers systèmes Gladius

Zone Militaire, 12 mars 2013 – 14:51



La Bundeswehr a reçu, [le 7 mars dernier](#), ses premiers systèmes Gladius, lesquels sont l'équivalent allemand du FELIN (Fantassin à équipements et liaisons intégrés) actuellement en dotation au sein de l'armée de Terre française.

Développé à partir de 2006 par Rheinmetall, ce système, encore appelé "[Infanterist der Zukunft – Erweitertes System](#) (IdZ-ES) – avait fait l'objet d'une première commande émanant de l'Office fédéral allemand des techniques de l'armement et de l'approvisionnement (BWB) en juin dernier, suivie d'une seconde au début de cette année. En tout, 90 systèmes doivent à terme être livrés, ce qui permettra d'équiper 900 fantassins (1 système par groupe de 10), pour un total de 84 millions d'euros.

Pour ce système, Rheinmetall a mis l'accent sur son ergonomie, notamment sur la miniaturisation (et donc la faible masse) et l'intégration de ses composants parmi lesquels l'on trouve des équipements de communication, de visée nocturne et d'observation (jumelles infra-rouge et thermiques), boussole digitale, GPS, etc.

Certains de ces matériels ont été conçus par Thales, qui a ainsi livré des lunettes de visée nocturne de type Lucie II D, des modules IR, des radios UHF SOLAR 400 EG-E, des batteries, des stations de charge ainsi que des kits d'antennes.

Ces équipements prennent place sur le casque du fantassin (lequel dispose d'un dispositif d'affichage intégré en réalité augmentée) ainsi que dans un harnais qui s'ajoute à son gilet pare-balles. Le treillis, ignifugé, permet de combattre dans des situations où les températures sont comprises entre -32°C à +45°C. En outre, le système peut offrir une protection NRBC (Nucléaire – Radiologique – Biologique – Chimique).

L'intérêt principal du système Gladius est de permettre le combat en réseau. Chaque fantassin peut recevoir toutes les informations dont il a besoin de connaître la situation tactique, comme par exemple la position des troupes amis. Le chef de groupe dispose en plus d'un ordinateur et d'une radio VHF. L'ensemble est connecté au véhicule de combat d'infanterie.

Comme pour le système FELIN, il s'agit de partager les informations obtenues sur le terrain afin que le commandement puisse avoir une idée complète de la situation afin de planifier et mener les opérations.

Le Gladius ne tardera pas à connaître l'épreuve du feu car les premiers systèmes ont été livrés à des unités appelées à être prochainement déployées en Afghanistan. Il sera alors intéressant de lire les premiers retours d'expérience (RETEX) le concernant.



Un chasseur iranien a tenté d'intercepter un drone américain



WASHINGTON - Un chasseur iranien F-4 Phantom a tenté d'intercepter un drone américain Predator au-dessus des eaux internationales du Golfe mais a renoncé après l'arrivée sur zone de deux avions militaires américains, a annoncé jeudi le porte-parole du Pentagone George Little.

L'un des deux appareils américains a lâché un leurre pour mettre en garde l'appareil iranien, qui a alors renoncé à la poursuite, a-t-il ajouté, rappelant qu'un avion iranien avait déjà tiré sur un drone américain en novembre.

Les faits se sont déroulés mardi. Le Predator effectuait un "vol secret de surveillance de routine au-dessus des eaux internationales du Golfe" lorsque le F-4 s'est approché, a détaillé le porte-parole. Les deux appareils se sont approchés à une distance de 16 miles, soit une trentaine de kilomètres.

Le Predator a alors été "escorté par deux avions militaires américains" non identifiés, vraisemblablement des chasseurs. Le leurre, une sorte de fusée éclairante destinée à tromper les missiles à tête infrarouge, a convaincu l'avion iranien d'abandonner la poursuite, selon M. Little.

8 – Nos Forces Armées

a) – Armée de Terre

Une compagnie du 1er Régiment de Tirailleurs projetée en Afghanistan

Zone Militaire, 11 mars 2013 – 17:43

Si les opérations au Mali concentrent actuellement l'attention, il n'en reste pas moins que d'autres continuent sur d'autres théâtres extérieurs. Ainsi, la 1ère compagnie du 1er Régiment de Tirailleurs (RTIR) d'Epinal est partie à Kaboul, le 10 mars, afin d'assurer la surveillance du camp de Warehouse, à Kaboul.

Les 164 tirailleurs concernés par cet engagement auront donc à assumer une mission qui n'est pas sans risques, la menace d'un attentat kamikaze étant toujours à redouter. Ils seront par ailleurs dotés du système FELIN (Fantassin à équipements et liaisons intégrés).

Il reste encore 1.500 militaires français à Kaboul, dont un millier ont la charge de mener les opérations de désengagement qui restent à accomplir. Selon une récente mission parlementaire, près des deux tiers des équipements ont été rapatriés en France. Par la suite, ils seront encore 500 en Afghanistan, essentiellement pour des missions de soutien (fonctionnement de l'aéroport et mise en oeuvre d'un hôpital militaire).

Ce déploiement des tirailleurs a été précédé par plusieurs stages de préparation, notamment à auprès du Détachement d'assistance opérationnelle (DAO) de Canjuers, au Centre

d'entraînement de l'infanterie au tir opérationnel (CEITO) et, en janvier dernier, au Centre d'entraînement aux actions en zones urbaines (CENZUB).

Il s'agit donc là de l'ultime mandat de l'opération PAMIR, qui s'achèvera en juin prochain. "Arriver les premiers sur un théâtre d'opérations est toujours très valorisant. En partir les derniers, c'est la même chose" a déclaré, selon [Vosges Matin](#), le colonel Cédric du Gardin, le chef de corps du 1er RTIR, dont la devise est pourtant "Premier, toujours premier."

Côte d'Ivoire : entraînement grandeur nature pour la force Licorne

Mise à jour : 12/03/2013 18:47

Du 2 au 5 mars 2013, la force *Licorne* a conduit deux exercices visant à mettre en œuvre le plan de défense de ses emprises et à tester la procédure d'évacuation sanitaire par un aéronef de l'ONUCL.



Samedi 2 mars, 7h15 : la sirène du camp de Port Bouët retentit et déclenche le début de l'exercice *Vauban*. Aussitôt, deux sections armées par la compagnie de commandement et de logistique interarmées (CCLIA) relèvent les spahis de l'escadron blindé et la section génie qui assuraient jusqu'à présent la défense du camp de Port Bouët. Les éléments de la CCLIA s'équipent et se déploient dans les différents postes de défense entourant le camp pendant que la compagnie Bravo et l'escadron Alpha se préparent pour se déployer sur l'aéroport Félix

Houphouët Boigny. Ils auraient pour mission, en cas de dégradation sécuritaire réelle, d'accueillir les renforts venant des autres théâtres et d'appuyer une éventuelle évacuation de ressortissants. Un troisième détachement rejoint de son côté l'emprise du détachement d'intervention lagunaire, sur les rives de la lagune Ebrié, au cœur d'Abidjan. Quelques heures seulement ont été nécessaires aux différentes unités pour assurer la défense du camp de port Bouët et des emprises nécessaires. Simultanément, une évacuation sanitaire à partir d'un poste de combat situé en hauteur a également été déclenchée et permet aux équipes de protection de dispenser les gestes de premiers secours puis au rôle 1 d'évacuer le blessé.

Deux jours plus tard, le 5 mars, la force *Licorne* a éprouvait la réactivité de la chaîne d'évacuation sanitaire de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCL) lors d'un exercice d'évacuation sanitaire baptisé *Vulcain*.

L'alerte MEDEVAC est donnée suite à un accident de circulation fictif survenu à Motobé, au nord-est d'Abidjan. Trois blessés très graves doivent être évacués au plus vite. Le centre opérations de la force Licorne sollicite le centre opérations de l'ONUCL afin qu'il déclenche une mission d'intervention hélicoptérée. Une équipe d'évacuation sanitaire (EVS) de *Licorne* rejoint l'aéroport d'Abidjan et embarque à bord d'un hélicoptère MI-8 médicalisé. Les médecins français peuvent ainsi intervenir dès leur poser sur la zone de l'accident. Hélicoptérés jusqu'à Port Bouët, les blessés sont ensuite transférés à bord des ambulances de *Licorne* vers l'antenne médicale du camp de Port-Bouët où ils ont pu être pris en charge.

Réactivité, coordination et vigilance ont été nécessaires aux participants pour remplir les objectifs demandés. Ces

exercices sont régulièrement conduits par les éléments de la force *Licorne* dans le but de maintenir à un niveau optimal leurs savoir-faire opérationnels pour faire face à toute éventualité.

Dans le cadre de la normalisation de la situation dans le pays et de l'accord de partenariat qui lie la France à la Côte d'Ivoire, les militaires de *Licorne* ont pour mission d'accompagner la réforme de l'armée ivoirienne et, par le maintien d'une présence militaire à Abidjan, d'assurer la protection des ressortissants. Depuis le 20 février 2013, la force *Licorne* est sous le commandement du colonel Vincent Giraud, chef de corps du 1^{er} régiment de Spahis.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

3e RH : s'entraîner à tirer [Témoignage]

Mise à jour : 13/03/2013 10:01 - Auteur : ASP AC Marel

Sur le camp de Canjuers, le 2^e escadron du 3^e régiment de hussard (3^e RH) a évalué ses aptitudes au tir lors de parcours de reconnaissance. De jour comme de nuit, les pelotons se sont entraînés ce lundi 23 avril, pour entretenir leurs capacités opérationnelles.



« Engagé en octobre 2011, j'ai effectué mon stage de formation de tireur sur AMX 10 RC pendant trois semaines à Canjuers, confie le jeune 2^e classe Alexis Ledeur. Aujourd'hui, je tire pour la première fois au sein d'un peloton constitué. Malgré le peu d'expérience, mon chef d'engin a confiance en moi. Grâce à lui, j'ai suffisamment d'autonomie pour m'améliorer rapidement. » Les pelotons équipés de trois AMX 10 RC et d'une escouade de trois véhicules blindés légers (VBL) s'exercent ce matin là sur le pas de tir de Lagne. L'équipage

de chaque blindé se compose d'un pilote, d'un chargeur, du tireur et de son chef d'engin. Sur le parcours, 33 cibles. Les engins sont tous équipés de 11 obus, rechargés à chaque passage. Pour faire un sans faute, il faut détecter toutes les cibles et faire but au premier coup.

Prioriser la menace

« Pour tous les tireurs, le chef de peloton a un rôle primordial de coordinateur. Il synthétise le compte-rendu de ses deux autres chef d'engin, décide de la stratégie à adopter et répartit les cibles et les secteurs », insiste l'adjudant Mathieu Dumay, chef du premier peloton. Ses hommes sont prêts à s'élancer. Le scénario auquel ils se confrontent est à dominante offensive. Arrivé au premier poste d'observation, chaque tandem pilote/chef d'engin se voit attribuer sa zone de surveillance. Prenant l'aspect d'un fantassin ou char ennemi, plusieurs types de cibles basculantes se retrouvent sur le parcours. Celles dotées d'un figuratif rouge sont à traiter en moins de 25 secondes. Le danger est imminent car elles représentent un ennemi attaquant. Au contraire, celles munies d'un figuratif noir sont postées. Elles ne présentent pas de danger immédiat et se rabaissent au bout de 45 secondes. Le tireur doit prioriser la menace afin de détruire l'ensemble des cibles. Selon les scénarios, elles se lèvent simultanément, testant la réactivité et les réflexes du tireur. « Il s'agit de mon quatrième entraînement à Canjuers », explique le brigadier Francesco Dattoli, tireur sur AMX 10 RC. « Ici, les parcours sont très réalistes. Les objectifs sont difficiles à déceler. Ils sont vraiment camouflés. Ma concentration doit rester optimale pour les trouver et d'autant plus pour les détruire. »

Au cours d'un exercice dynamique comme celui-ci, le tireur réalise une partie de son travail d'acquisition et de préparation du tir (mesure de la distance) en autonomie. C'est le chef d'engin

qui autorise ensuite le tir. « *Si la cible est éloignée, le réflexe est de la télémétrer. Une fois les paramètres ajustés et le canon pointé, je déclenche le départ de l'obus.* » Pour un tireur expérimenté, comme le brigadier, cette phase ne dure pas plus de 10 secondes. Le chef d'engin vérifie la destruction de l'objectif et continue la surveillance. Il peut rallier le canon de l'AMX sur une cible qu'il est le premier à voir.

Alignement manuel du canon sur la visée prise par le chef d'engin.

Vision thermique

« *Il existe deux difficultés majeures au tir de nuit : la détection et la visée* », expose le lieutenant Julien Marceaux, chef de peloton au 2^e escadron. Pour l'exercice de nuit, les AMX 10 RC sont alignés sur le pas de tir des Amendiers. Neuf cibles chauffées pour être détectables à la caméra thermique se lèveront simultanément ou successivement jusqu'à une distance maximum de 1 400 mètres. Les tireurs devront les détruire en moins de 45 secondes. Ce soir là, la pluie et le brouillard sont au rendez-vous. Malgré les mauvaises conditions, les équipages sont prêts. Dans la tour de contrôle, des écrans retransmettent les images thermiques de la zone. Les cibles sont difficiles à détecter. Pour une phase statique comme celle-ci, les tirs se font sur ordre du chef de peloton. « *Le télémétrage ne fonctionne pas toujours à cause des gouttes de pluie et j'ai dû paramétrer manuellement la plupart des tirs*, explique le brigadier Dattoli. *Pour viser, je dois rapprocher quatre réticules afin de cerner la cible. Je détermine ainsi sa distance et je peux enfin tirer.* »

À l'issue de la journée, les résultats sont donnés. L'escadron au complet passe le niveau requis pour être opérationnel. « *La finalité de cette journée est d'évaluer l'opérabilité de l'escadron. Après six mois passés au Kosovo sans les engins, le niveau d'ensemble reste bon, même s'il y a encore du travail dans le cadre de notre projection à Djibouti en mars 2013* », conclut le capitaine Paul Janin, commandant de l'unité présente.

Marquage du système optique permettant d'effectuer des visées plus précises.

Droits : Armée de Terre 2013

La simulation aérienne arrive au CENTAC

Mise à jour : 11/03/2013 14:20

Le centre d'entraînement au combat (CENTAC) fait évoluer les exercices de simulation en adoptant la 3^e dimension.



La simulation est un outil indispensable à la préparation opérationnelle de l'armée de Terre. Pour autant, elle ne cherche pas à remplacer l'entraînement réel : elle le précède (simulation en salle), l'accompagne (simulation sur le terrain) et le prolonge (utilisation de la simulation en appui aux opérations)

Aujourd'hui, l'armée de Terre saisit l'opportunité du programme Scorpion pour faire évoluer ses outils de simulation vers un modèle global et cohérent adapté aux contraintes et aux besoins

actuels.

Conduite dans le cadre des expérimentations initiées par le programme SCORPION, les outils de simulation visent désormais à intégrer les acteurs de la 3ème dimension (3D) dans les exercices se déroulant notamment au CENTAC ou au CENZUB (Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine de Sissonne). Il s'agit d'augmenter le réalisme des exercices en représentant les effets des tirs entre les vecteurs aériens (drones, hélicoptères et éventuellement avions) et les troupes au sol. Une série de démonstrations se sont déroulées au CENTAC, le 28 février 2013, afin de présenter les solutions technologiques permettant d'atteindre cet objectif.

Jusqu'à présent, lors des rotations, seuls les combats des éléments au sol bénéficiaient de l'appui de la simulation. L'instrumentation des acteurs 3D à l'aide de simulateurs de tir de combat permettra de mesurer objectivement les effets de leurs armes, jusqu'alors estimés arbitrairement. Les unités de l'armée de Terre pourront alors s'entraîner au combat aéroterrestre dans un cadre réaliste, crédible et parfaitement en phase avec nos engagements actuels.

Déployables en dehors des camps du CCPF (Commandement des centres de préparation des forces), certaines solutions permettront, à terme, d'entraîner efficacement les équipages d'hélicoptères ainsi que les servants de missiles sol-air dans leur garnison.

Droits : Armée de Terre 2013

Les 34 Caïman devront attendre

A plusieurs reprises, ce blog avait prévenu : le Caïman [récemment adopté](#) par l'armée de terre faisait une bonne cible pour les économies budgétaires. Il avait connu [quelques signes avant-coureurs pas tous rassurants](#). Le [CEMAT s'est ému](#), plusieurs fois, de l'état de son aéromobilité.

L'actualité de la semaine semble confirmer ce faisceau d'éléments peu favorables car le comité ministériel d'investissement (CMI) de mardi matin n'a pas débouché sur la commande de 34 Caïman pour l'armée de terre, comme attendu. Et donc, sauf changement peu probable, cette commande ne sera pas passée avant l'été, au plus tôt. Contractuellement, elle devait intervenir [avant le 31 mars](#), faute de quoi la roadmap serait remise à plat. Le budget de la défense devra en plus déboursé quelques millions (autour de 40) d'euros, pour se payer le luxe de ne pas respecter ses promesses. A ce stade, le ministère, qui n'avait déjà étonnamment pas communiqué sur le CMI, ne commente pas.

Cette commande de Caïman (1) avait été annoncée comme acquise lors d'une visite du précédent ministre de la défense à Marignane. Mais contrairement à un contrat notifié à Thales pour la future radio de l'armée de terre juste avant les élections, le contrat Caïman n'a pas été passé à l'époque. Interrogé en Guyane par la presse locale lors d'une visite, ce ministre-ci avait reconnu que le parc d'hélicoptères des armées n'était pas au meilleur de sa forme, il avait même parlé du Caïman. Mais donc pas de contrat. La décision, s'il y en a une, pourrait intervenir dans le cadre de la LPM. On le voit cependant tous les jours, l'âge du Puma rend difficile l'emport simultané de plus d'une section, au Mali.

Le + : le prochain numéro de RAIDS Aviation consacre un sujet au Caïman Marine.

(1) en Espagne, en Allemagne, Eurocopter doit déjà composer avec la perspective de réductions de commandes.

Publié par mamouth leader à [3/14/2013 08:18:00 PM](#)

Afghanistan : départ des deux derniers hélicoptères

Mise à jour : 12/03/2013 16:14

Le 12 mars 2013, les deux derniers hélicoptères de manœuvre du DETHELICO ont quitté l'Afghanistan. Ils avaient effectué leur dernier vol le 24 février dernier.



De 2006 à 2013, les hélicoptères français ont eu pour zone d'action Kaboul, les régions de Surobi et de Kapisa, Bagram et l'école de formation de la police afghane dans le Wardak. En 7 années, les 1 300 hommes du bataillon d'hélicoptères ont effectué plus de 5 000 missions dont près de 4 500 consacrées au combat ou au transport tactique. Pas moins de 23 000 obus de 30 mm, 870 roquettes et 60 missiles ont été consommés

dans les opérations conduites ou pour détruire des véhicules suicides et des caches d'armes.

Pour appuyer l'opération Pamir et son déploiement, le bataillon aura pu compter jusqu'à 14 machines entre juillet 2009 et octobre 2012. Ainsi, au plus fort de la période d'engagement de la France en Afghanistan, ce sont 5 *Tigre*, 5 *Gazelle* et 4 hélicoptères de manœuvre *Cougar* et *Caracal* qui ont été déployés. Le bataillon comptabilise ainsi plus de 16 500 heures de vol et près de 80 000 heures de maintenance.

Initialement baptisé détachement hélicoptère de la force Pamir, il est devenu bataillon d'hélicoptère en juillet 2009. En novembre 2009, il passe sous le commandement de la Task Force La Fayette (TFLF) stationnée à Nijrab, devenant le troisième bataillon de la TFLF. Redevenu détachement d'hélicoptères à la dissolution de la TFLF, en novembre 2012, le détachement a officiellement été dissous lors d'une cérémonie sur le tarmac de l'aéroport de KAIA, en présence du général Soriano, commandant de la force Pamir, le 25 février 2013. Le DETHELICO Pamir avait effectué le 24 février son dernier vol opérationnel pour conduire une opération d'évacuation au profit de soldats géorgiens.

[Consultez le slideshow rétrospectif de la mission du bataillon d'hélicoptères en Afghanistan:](#)

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Le chef de bataillon Valérie G. dirige la cellule de lutte contre les IED de Gao

Ligne de Défense, 12.03.2013

François Rihouay, notre correspondant à Gao, a rencontré le chef de bataillon Valérie G. (44 ans). Cette Normande (elle est originaire de Granville) est spécialiste de la lutte contre les explosifs. Elle est actuellement déployée au Mali, au sein de l'opération Serval.



Le rire est doux, les mâchoires serrées. Chez ce chef de bataillon du 31^e régiment du Génie de Castelsarrasin, il y a la femme et il y a le soldat. Une sensibilité particulière, subordonnée à la virilité du combattant. Deux facettes, un seul uniforme. « Il faut dire ce qui est, la présence féminine n'est pas dans la culture de l'armée. Pour nous, il y a un devoir d'excellence plus que chez les hommes. C'est clair », résume Valérie, rangers calés sur la roue d'un blindé.

Malgré les embûches, l'enfant de Granville a gravi les échelons de la hiérarchie. Un à un. Celle qui voulait devenir « prof de sport » a finalement opté, il y a 22 ans, pour « l'émancipation rapide » offerte par l'armée. À peine engagée, la Normande décline l'offre du service informatique et retrouve ses manches pour devenir « mécano hélico » dans les Vosges. « Je me suis dit que ça bougerait un peu plus. » Chaque soir, la trousse à outils est troquée pour les cahiers de préparation au concours d'entrée à l'école des sous-officiers.

Sorti major de promotion de Saint-Maixent, la jeune sous-officier prend la tête d'une unité de dix hommes. C'est le test. « Je les ai emmenés courir 10 km. J'en ai laissé plus d'un derrière. Ça a calmé les réticences à suivre une femme. Comme disent mes gars maintenant, ils préfèrent un bon chef de section féminin qu'un mauvais chef masculin ! »

Aujourd'hui, le « commandant Valérie » dirige la cellule de lutte contre les engins explosifs improvisés, les IED, et commande les *Weapons Intelligence Teams* (les WIT, qui ont pour mission d'enquêter sur les engins explosifs improvisés). Un « commandement de cœur, d'adhésion, reconnu par tous » et une carrière entièrement consacrée au métier, aussi. Cela lui a coûté un divorce.

Pugnace mais attentive, Valérie estime conserver « un côté maternel, en tout cas plus attentionné avec les subordonnés », que ses pairs masculins. De même, ses compagnons d'armes lui montrent une affection particulière. « En Afghanistan, même le général m'appelait "Maman"! Comme j'étais en unité combattante, mes départs sur le terrain suscitaient plus d'inquiétude que pour les autres. Ça fait une piqûre de rappel, c'est ancré dans la culture : je reste une femme. »

Des jeunes découvrent le métier de soldat avec le 27^e BCA

Mise à jour : 08/03/2013 16:01

Chaque année, le 27^e Bataillon de chasseurs alpins (27^e BCA) d'Annecy organise une période militaire découverte (PMD). L'occasion pour une vingtaine de jeunes, d'apprendre les enjeux et les spécificités du métier de soldat.



Le 27^eBCA a accueilli, du 25 février au 1^{er} mars 2013, 21 jeunes, au quartier Tom Morel. Le but est de leur faire découvrir les exigences et les particularités du métier militaire en général et celui de chasseur alpin en particulier.

Le programme comprend entre autre, une sortie en montagne avec raquette et construction d'igloo, du tir à la carabine à plomb, l'utilisation d'appareils à vision nocturne ou encore, le démontage et remontage du fusil d'assaut de 5,56 mm, le FAMAS.

Quatre sessions par an de PMD permettent, à plus de 80 jeunes de découvrir le monde militaire. Ces semaines de découverte peuvent, pour certain, les conforter dans leur choix de mener une carrière dans l'armée de Terre.

b)– Marine Nationale

Le *Prairial* marque la souveraineté de l'État à Clipperton

Mise à jour : 13/03/2013 18:13

Tête d'épingle perdue dans l'immensité du Pacifique, l'atoll de Clipperton et sa Zone Économique Exclusive (ZEE) attenante appartiennent à la France. Les bâtiments de la Marine nationale y manifestent régulièrement notre souveraineté. La frégate de surveillance *Prairial*, basée en Polynésie, vient juste de remplir cette mission.



Possession de la France depuis son attribution définitive en 1931, Clipperton n'est ni un Département d'Outre-mer (DOM), ni un territoire d'Outre-mer (TOM) mais un domaine public de l'état du Pacifique oriental placé sous la juridiction du Haut-commissaire de la république en Polynésie française.

C'est à ce titre que la Marine nationale reçoit pour mission d'y manifester la souveraineté française. Objectifs affichés de cette présence navale française ? Montrer le pavillon tricolore, occuper temporairement le terrain et procéder à

des contrôles de navires de pêche (sur)fréquentant cette zone réputée riche en thonidés, et considérée comme l'un des « gisements » les plus importants au monde. Dans la ZEE de Clipperton s'étendant sur près de 440 000 km², la pêche illicite est, en effet, devenue une activité fort lucrative.

Au cours de son déploiement, la FS *Prairial* a opéré dans la ZEE de Clipperton et fait une escale dans l'atoll les 2 et le 3 mars dernier. En mer, elle a effectué des contrôles de pêche. A terre, une partie de l'équipage a ravivé le blanc de la stèle et hissé haut un nouveau pavillon national. Les marins ont pu se rendre compte de l'état général de l'atoll et en rendre compte.



Cette île difficile d'accès, du fait d'une barrière de brisants la ceinturant, rend la navigation et les manœuvres périlleuses surtout lorsque la météo s'en mêle. Ainsi, si le capitaine de frégate Fihey, le commandant, a pu se rendre à terre, il a dû avec ses marins se mettre à l'eau pour débarquer sur la plage. Au départ, ils ont dû rejoindre leurs embarcations à la nage, en raison d'une forte houle et des vagues.

Une équipe de télévision de Thalassa a pu filmer les activités de la frégate et de son équipage à l'occasion de leur présence sur ce « caillou de la République ».

Sources : © Marine nationale

Portsmouth : première étape pour le Groupe tactique embarqué

Mise à jour : 11/03/2013 17:56

Les 8 et 9 mars 2013, le groupe amphibie de la [mission Jeanne d'Arc 2013](#) - articulé autour du bâtiment de projection et de commandement (BPC) [Tonnerre](#) et de sa frégate d'escorte la frégate anti sous-marine (FASM) [Georges Leygues](#) - a fait une étape de deux jours à Portsmouth au Royaume-Uni. Sur le terrain militaire favori de la communauté amphibie britannique, les militaires français ont mené leurs premières activités de débarquement.



L'ensemble du groupe tactique embarqué (GTE), soit 200 soldats de l'armée de terre et une quarantaine de véhicules de combat, a été mis à terre, à la fois par voie nautique grâce aux engins de débarquement de la marine nationale (engin de débarquement amphibie rapide - EDAR et chaland de transport de matériel - [CTM](#)) et par voie aérienne via les hélicoptères embarqués.

Pour les marins comme pour le GTE, ces manœuvres ont permis de roder les procédures. Les cent trente-trois officiers-élèves embarqués pour leur période d'application à la mer ont pris part à ces activités opérationnelles comme observateurs privilégiés de l'action.

Dix-sept ans après le dernier passage du porte-hélicoptères [Jeanne d'Arc](#) à Portsmouth, cette première étape de la mission Jeanne d'Arc 2013 intervient dans le contexte porteur d'une coopération franco-britannique renouvelée, en particulier entre les deux marines voisines.

La veille, l'ambassadeur de France au Royaume-Uni, Monsieur Bernard Emié, a précisé au cours d'une conférence aux officiers-élèves, dans quel contexte politique opérait ici le groupe amphibie. Son intervention a mis en avant la dimension particulièrement forte des liens qui unissent la France au Royaume-Uni, notre coopération et nos ambitions communes en matière de défense européenne mais aussi au sein de l'Otan. L'ambassadeur a tenu à rappeler le préambule du traité de Lancaster House (2010), déclarant que « *la France et le Royaume-Uni n'envisagent pas de*

situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'une des parties pourraient être menacés, sans que ceux de l'autre le soient aussi. »

Portsmouth augure d'ores et déjà bien ce que sera l'édition 2013 de la mission Jeanne d'Arc : un déploiement à multiples facettes pour les 800 marins et soldats du groupe amphibie, tant du point de vue militaire que de celui de la coopération et de la diplomatie. Terrain de formation de choix pour les officiers-élèves, donc, qui bénéficient directement de cette richesse opérationnelle, géographique et diplomatique.

Sources : © Marine nationale

Trois des "fauves" de l'Ecole navale en escale à Nantes ce week-end

Ligne de Défense, 14.03.2013

Les bâtiments école *Guépard*, *Leopard* et *Panthère* seront en escale à Nantes ce week-end. Ces trois bâtiments seront ouverts au public samedi après midi de 14h à 17h et dimanche de 9h à 12h et de 14h à 17h.



Le groupe des bâtiments-école (*Léopard*, *Panthère*, *Jaguar*, *Lynx*, *Guépard*, *Chacal*, *Tigre*, *Lion*) est surnommé la "Ménagerie" (photo LV Corman); ces navires portent tous des noms de contre-torpilleurs en service durant la seconde guerre mondiale. Ces huit navires assurent la formation pratique à la manoeuvre et à la navigation des élèves des différentes écoles d'officiers ou d'officiers-mariniers du Groupe des Ecoles du Poulmic et du Centre d'Instruction Naval de Brest.

L'École des officiers du commissariat de la Marine quitte Lanvéoc

Ligne de Défense, 12.03.2013

C'est une page qui se tourne à l'École navale de Lanvéoc-Poulmic. Vendredi 15 mars, la cérémonie de clôture de l'École des officiers du commissariat de la Marine (EOCM) mettra un point final à huit ans passés sur le site de Lanvéoc-Poulmic. L'EOCM quittera définitivement le site cet été. La conséquence de la création, le 1er janvier, d'un corps unique de commissaires des armées.

Une nouvelle école, l'École des commissaires des armées, accueillera les futures promotions dès septembre sur le site de l'École de l'Air à Salon-de-Provence. La formation préservera un fort ancrage d'armée: les commissaires ayant choisi l'option Marine continueront à effectuer la moitié de leur scolarité à l'École navale et participeront à la mission *Jeanne d'Arc*.

Exercice de remorquage d'un porte-conteneurs géant au large de la Bretagne

Mise à jour : 09/03/2013 18:56

Le samedi 9 mars 2013 en matinée, s'est tenu un exercice de remorquage au large de la Bretagne, entre le remorqueur d'intervention, d'assistance et de sauvetage [Abeille Bourbon](#) et le porte-conteneurs géant *Marco Polo* de la société CMA-CGM.



Cet exercice, initié par la préfecture maritime de l'Atlantique, a duré 4 heures avec la mise en place d'une équipe d'experts à bord du *Marco Polo* grâce aux hélicoptères de la marine nationale ([EC 225](#) de la flottille [32F](#) et [NH 90](#) de la flottille [33F](#)) et la mise en oeuvre des techniques de remorquage.

L'objectif de cet exercice était de préparer au mieux les moyens de l'Etat à toute éventualité et notamment l'assistance des navires de très fort

tonnage en difficulté au large des côtes françaises pouvant nécessiter un remorquage d'urgence.

Le développement du transport de marchandises s'est fortement accru ces quinze dernières années, entraînant la construction de porte-conteneurs géants dont les capacités d'emport ont quadruplé. Le *Marco Polo* est le dernier né et le plus grand des porte-conteneurs actuels. D'une capacité de 16.000 conteneurs, il affiche une longueur de près de 400 mètres pour une largeur de 53 mètres.

Ce test, en situation réelle, a permis de coordonner les moyens, de valider l'efficacité des dispositifs de prises de remorques (Smit Bracket) et la résistance des points de remorquage ainsi que le comportement du navire en difficulté. Les différentes phases se sont déroulées sans difficulté : arrêt du *Marco Polo*, dérive du navire, prise de remorque, tensionnement, remontée au vent des deux navires et enfin largage et récupération de la remorque.

Les équipages (CMA-CGM et Bourbon) et les équipes d'évaluation et d'intervention de la Marine nationale ont mené cet exercice dans un véritable esprit de coopération et en toute sécurité.

La présence de nombreux observateurs spécialisés, mis en place à bord des navires et hélicoptères, va permettre un retour d'expérience qui permettra d'améliorer et de conforter la sécurité des navires au large de nos côtes.

Sources : © Marine nationale

c) – Armée de l'Air

Conférence des commandants de centre C2 de l'Otan

Mise à jour : 11/03/2013 19:22 - Auteur : Caporal-chef Marie-Ange Ilmany

Pour la première fois, après la mise en œuvre de la nouvelle structure de commandement de l'Otan (Aircom), le général Philip M. Breedlove, commandant de l'Aircom, a réuni les commandants de centre C2 (*Command and Control*- commandement et conduite des opérations aériennes) de l'OTAN pour la *Aircom Commander's conference* du 28 février au 1^{er} mars 2013.



Ainsi, le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes (COMDAOA), accompagné du colonel Lahille, s'est rendu au *Combined Air Operation Center* (CAOC-centre interallié des opérations aériennes) de Kalkar, en Allemagne.

La conférence a principalement porté sur le processus de mise en œuvre de la nouvelle structure de commandement de l'Alliance. Longtemps articulée autour de deux

commandements (Ramstein et Izmir), l'Aircom deviendra, cet été, l'unique commandement air de l'Otan, responsable de la totalité de l'espace aérien européen. Enfin, le rôle de l'Aircom en 2014 au sein de la NRF (*Nato Response Force* – force de réaction de l'Otan) a été évoqué.

La phase de transition vers la nouvelle configuration constitue un élément majeur de la transformation de l'Otan, qui doit se mettre en place d'ici le 1^{er} juillet 2013, sans empêcher le bon fonctionnement des missions quotidiennes de l'Alliance, telle que la police du ciel, intégrée à l'Otan.

Vol sur Rafale du CFA allemand

Mise à jour : 12/03/2013 19:27

Les 6 et 7 mars 2013, le général Guillaume Gelée, commandant les forces aériennes (CFA), s'est rendu sur la base aérienne de Nörvenich près de Cologne (Allemagne) à l'invitation de son homologue, le Generalleutnant Peter Schelzig, à la tête du Luftwaffenführungskommando (LwFüKdo).



Les deux généraux, responsables de l'entraînement des forces et de la formation spécialisée au sein des armées de l'air allemande et française ont évoqué la coopération franco-allemande dans le domaine aérien. Ils ont notamment abordé la préparation aux opérations sur le théâtre malien, où l'Allemagne a récemment renforcé son dispositif en déployant au profit de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali, sous conduite africaine), un Airbus A310 MRTT (*Multirole Transport Tanker*) en plus des deux Transall déjà sur la zone.

Dans le ciel de Cologne au départ de la base de Norvenich, le général Schelzig a pu découvrir, lors d'un vol en Rafale, les capacités opérationnelles « multirôle » du chasseur français. Son pilote pour cette occasion, le commandant Thierry Kubiak, commandant l'escadron de transformation Rafale (ETR) 2/92 "Aquitaine" stationné sur la base aérienne 113 de Saint-Dizier, un des pilotes les plus expérimentés sur la machine, lui a montré la polyvalence du chasseur actuellement engagé dans les opérations au Mali.

Ces rencontres régulières entre les deux grands commandements s'inscrivent cette année à l'occasion du cinquantenaire du traité de l'Élysée signé entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Les deux pays ont remis en février dernier les premiers brevets de contrôleurs aériens

avancés dont l'action est indispensable dans la conduite des opérations aéroterrestres, comme celles qui se déroulent actuellement dans le cadre de l'opération *Serval*.

Droits : © Armée de l'air

Une autorité allemande en visite au CDAOA

Mise à jour : 09/03/2013 11:21

Les 26 et 27 février 2013, le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, commandant la défense aérienne et les opérations aériennes (COMDAOA), a accueilli son homologue allemand, le *Lieutenant-Général* Joachim Wundrak, commandant des opérations aériennes de la *German Air Force* (GAFAOC).



Le COMDAOA lui a présenté l'organisation de l'armée de l'air française, notamment dans le domaine « C2 Air » (commandement et conduite des opérations aériennes) ainsi qu'un point de situation sur l'opération *Serval*, au Mali.

Le 26 février, les deux autorités militaires se sont rendues à Creil, au sein du centre militaire d'observation par satellites (CMOS) et de la permanence opérationnelle, puis au CDAOA, à Paris-Balard. Le lendemain, la visite s'est clôturée par une présentation des unités de la brigade aérienne des opérations de Lyon-Mont-

Verdun.

Les deux commandeurs, invités à l'*Aircom Commanders' Conference*, se sont retrouvés à Kalkar, en Allemagne, le 28 février dernier.

Droits : © Armée de l'air

Les Mirage F1 CR quittent l'Afrique, après 32 000 heures de vol

Ligne de Défense, 14.03.2013



Une cérémonie a eu lieu aujourd'hui à N'Djamena (Tchad) pour marquer le départ prochain des 2 *Mirage F1 CR* déployés sur la base aérienne 172 « Adji Kosséï ».

Leur départ met un terme à 30 années de présence de cet avion de chasse sur le continent africain. Les *F1* ont en effet été déployés au cours des opérations *Manta*, *Epervier*, *Birao*, *Artémis*, *Licorne*, *Eufor* /

Tchad ou encore *Serval*.

[Comme le rappelle l'EMA](#), entre les détachements Epervier 1 en 1987 et Epervier 100 aujourd'hui, 500 pilotes et 4 000 mécaniciens se sont succédés pour réaliser plus de 13 000 missions opérationnelles de reconnaissance aérienne, de présence dissuasive et d'appui-feu totalisant ainsi 32 000 heures de vol.

Les 2 *Mirage F1 CR* rejoindront la France samedi; 8 *Rafale* composent désormais le détachement chasse de N'Djamena.

Le projet de créer une unité multinationale d'A400M ne se fera pas

Zone Militaire, 9 mars 2013 – 15:20

En septembre 2012, le ministre belge de la Défense, Pieter De Crem, avait proposé, à l'occasion d'une visite à Bruxelles de son homologue français, Jean-Yves Le Drian, de créer une unité multinationale dotée d'avions de transport A400M qui aurait été basée à Melsbroek, en Belgique.

L'idée était de rassembler sur un lieu unique les 7 A400M attendus par les forces aériennes belges, l'unique exemplaire luxembourgeois ainsi que quatre appareils français et allemands.

A l'époque, Jean-Yves Le Drian avait estimé que ce projet belge était "un bon exemple concret" du renforcement de la défense européenne. Mais l'objectif d'une mutualisation de capacités militaires n'est pertinente que si elle permet de dégager des bénéfices tant au niveau opérationnel que financier.

Et dans le cas de la France et de l'Allemagne, les gains attendus en prenant part à cette initiative étaient loin d'être évident. D'où leur refus, que le ministre Pieter De Crem [a évoqué](#) devant la commission de la Défense de la Chambre des représentants de Belgique, le 6 mars dernier.

"J'ai pris acte de la décision de mes homologues français et allemand de geler le projet de création d'unité multinationale A400M, en conséquence de quoi la letter of intent (LOI) n'a pas été signée. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir insisté auprès des deux ministres sur le caractère exemplatif de ce projet de collaboration européenne en matière de défense", a-t-il déclaré.

"Je n'ai pas manqué de rappeler par ailleurs les autres initiatives en cours à l'European Air transport Command (EATC) à Eindhoven dans le but d'optimiser la synergie, la standardisation et l'interopérabilité entre les pays utilisateurs de l'A400M. L'EATC est opérationnel dans les transports aériens dans nos opérations militaires, au Mali par exemple", a encore ajouté le ministre.

Du coup, la base de Melsbroek accueillera seulement les 7 A400M belges ainsi que l'appareil luxembourgeois, en remplacement des 11 C-130 actuellement en service.

"Je continuerai à appuyer ces initiatives. La centralisation des organes de décision pour l'utilisation des moyens de transport aériens est encore plus importante qu'une situation centrale", a encore fait valoir Pieter De Crem.

"Cette question prouve que l'intégration européenne en matière de défense reste un dossier de longue haleine qui nécessite de la persévérance", a-t-il estimé, en soulignant toutefois qu'il y a des progrès, en citant "l'extension de la coopération en matière de défense au sein du Benelux ainsi que la collaboration concernant l'EATC."

Un C-160 Transall endommagé à Castres

Zone Militaire, 13 mars 2013 – 19:19

Déjà que la situation est tendue au niveau des avions de transport de l'armée de l'Air, cet incident n'arrangera pas les choses. Un C-160 Transall a en effet été endommagé, le matin du 13 mars, par un ATR de la compagnie Airlinair (filiale d'Air France) sur le tarmac de l'aéroport de Castres-Mazamet.

La préfecture du Tarn a précisé que les ailes des deux avions s'étaient touchées au roulage. A priori, l'incident se serait produit au moment où l'ATR, qui assure habituellement la liaison Castres-Paris, sortait du hangar.

Si cet accrochage n'a heureusement pas fait de victimes, il a néanmoins provoqué la fermeture de la piste afin de permettre à la gendarmerie des transports aériens de Toulouse de faire les constatations pour l'enquête.

Il n'est pas rare de voir des avions de transport de l'armée de l'Air sur le tarmac de Castres, étant donné que c'est la ville où le 8e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMa) tient garnison. Les responsables civils de cette plateforme ont d'ailleurs mené une réflexion pour accueillir, dès qu'il sera en service, l'A400M. Ce dernier étant plus imposant que ses prédécesseurs, cela demande quelques adaptations.

Encore une première pour le Mamba

Mise à jour : 11/03/2013 18:13

L'armée de l'air française a réussi le 6 mars 2013, avec l'armée de terre italienne, pour la première fois dans une architecture impliquant l'Otan, l'interception d'une cible représentative d'un missile balistique de théâtre par le système sol-air moyenne portée SAMP, appelé Mamba. Après environ 300 kilomètres de vol balistique, et avec une vitesse relative d'environ Mach 8 lors de l'impact, la cible a été détruite par un missile intercepteur ASTER 30.



Le système SAMP était connecté à l'Otan et à un radar d'alerte via un réseau de liaison de données L16 représentatif d'un dispositif opérationnel.

Ce tir d'évaluation technico-opérationnelle a été réalisé au centre DGA Essais de missiles de Biscarrosse, conjointement par le quatrième régiment d'artillerie de Mantoue (Italie) et l'équipe de marque de défense sol-air du centre d'expériences aériennes militaires (CEAM) de Mont-de-Marsan, appuyée par du personnel et

du matériel de la brigade aérienne du contrôle de l'espace (BACE) du commandement des forces aériennes (CFA) ; plus particulièrement de l'escadron de défense sol-air (EDSA) 12/950 « Tursan » de Mont de Marsan ainsi que du commandement du soutien des forces aériennes (CSFA).

Ce succès fait suite aux deux tirs réussis en octobre 2010 et novembre 2011 contre le même type de menace. Il constitue une étape supplémentaire franchie dans la montée en puissance du

SAMP au sein de l'armée de l'air et dans la démonstration des capacités du système d'arme et du personnel qui le servent à pouvoir contrer une menace balistique de théâtre dans un cadre Otan.

Les atouts du SAMP, baptisé Mamba par l'armée de l'air française, sont notamment la défense de zone à 360°, sa portée, sa puissance de feu, l'agilité du missile, la modularité, la capacité à traiter simultanément tout type de cibles aériennes modernes, la capacité à s'intégrer dans différentes chaînes de commandement et l'aptitude à protéger des forces déployées grâce à sa mobilité.

Le déploiement du système se poursuit au sein de l'armée de l'air. Après les EDSA de Luxeuil, Mont de Marsan et Avord, c'est aujourd'hui celui de Saint-Dizier qui reçoit le système SAMP. L'escadron d'Istres sera, quant à lui, équipé d'ici 2014.

Droits : @ armée de l'air

Le « Club entreprises » de Rochefort à l'EFSOAA

Mise à jour : 12/03/2013 19:40

Le mercredi 6 mars 2013, le « Club entreprises » du pays rochefortais, emmené par son président, Thierry Lesauvage, a visité l'école de formation des sous-officiers de l'armée de l'air (EFSOAA) sur la base aérienne 721.



Ce club, qui regroupe des acteurs économiques locaux, a découvert l'école au travers des exposés du général Olivier Taprest, commandant l'école, et du capitaine Romain Graizely, du centre des productions pédagogiques.

Une visite de l'escadron de formation à la maintenance aéronautique a, en outre, permis aux visiteurs d'assister à certains travaux pratiques exécutés sur les avions d'instruction.

Cette rencontre a contribué à renforcer les liens entre l'EFSOAA et le pays rochefortais, déjà bien développés par le biais de partenariats avec le lycée Marcel Dassault et la société Sogerma.

Droits : © Armée de l'air

d) - Gendarmerie Nationale

Kosovo, la colonelle Vachter numéro 2 d'EULEX



Ainsi va le monde !, samedi 9 mars 2013

Elle avait été l'un des premières femmes à commander une compagnie de gendarmerie.

Joelle VACHERTER vient de prendre ses fonctions de numéro 2 de la mission européenne EULEX (*European union rule of law mission in Kosovo*)

forte de plus de deux mille personnes. Colonelle, cette saint-cyrienne a effectué une partie de sa carrière à l'étranger. Avec les EMCP (Elément multinational de conseil en matière de police) de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) en Albanie ; comme officier d'état-major au sein du DKPO (département des opérations de maintien de la paix de l'ONU). Lors d'un précédent séjour au Kosovo, elle dirigea le bataillon de maintien de l'ordre au sein de la KFOR (Kosovo force-OTAN). Joelle Vachter a également commandé le dispositif de gendarmerie en Côte d'Ivoire (Licorne) et fut, auparavant, responsable de la sécurité des missions diplomatiques françaises au ministère des affaires étrangères. Elle a, également, servi en Allemagne, au début de sa carrière. La mission *Etat de droit* (Eulex) est dirigée par un allemand, Bernd BORCHARDT.

e) – Service de Santé

Développement durable : éco-conduite à la DRSSA de Lyon

Mise à jour : 13/03/2013 15:00

Pour entretenir sa démarche éco-responsable, la DRSSA de Lyon met le turbo... Plus d'un tiers du personnel a participé, au cours du mois de février, à une formation à l'éco-conduite.



Outre la contribution à la réduction des émissions de CO2 et à la diminution de la consommation en carburant, l'éco-conduite développe les réflexes de conduite apaisée : certaines des techniques qu'elle préconise réduisent le stress et limitent les troubles musculo-squelettiques. Mais ça c'est après... Pour tout dire, certains ont été un peu stressés par tous les bips émis par l'appareil placé sur la console au milieu du pare-brise durant la première partie de la séance de formation.

Heureusement, le formateur, aidé par les informations ainsi recueillies sur les habitudes de conduite des stagiaires, a pu prodiguer des conseils adaptés à chacun et ces événements sonores horripilants étaient beaucoup moins nombreux au cours de la deuxième partie de la séance.

Les stagiaires ont pu vérifier immédiatement l'impact de leur changement de comportement sur leur consommation en carburant et en ressentir tout l'intérêt.

Cette formation à l'éco-conduite a été également l'occasion de faire un petit rappel de prévention routière

9 – France : Armements & Industries

Inquiets, les industriels de l'armement demandent audience à l'Elysée

Les Echos, Par [Emmanuel Grasland](#) | 13/03 | 07:00 |

Les industriels de la défense montent au créneau. Dans une lettre adressée la semaine dernière à l'Elysée que se sont procurés « Les Echos », les patrons de sept grands acteurs français du secteur (Thales, Nexter, DCNS, Dassault Aviation, Safran, MBDA et [EADS](#) France) ont décidé de

demander audience au président [François Hollande](#), afin de lui adresser un message d'alerte. Au moment où l'exécutif s'apprête à faire des choix cruciaux en matière budgétaire, « il est essentiel que les enjeux industriels et socioéconomiques soient pris en compte avec autant de rigueur que les enjeux de budgets », expliquent les dirigeants. « Les industries de défense sont des leviers de croissance et d'emplois hautement qualifiés et peu délocalisables. Partenaire des collectivités locales, elles entraînent avec elles un réseau de PME-PMI dont elles protègent les intérêts dans des logiques de filières. Elles sont des locomotives technologiques pour l'ensemble de l'industrie française », soulignent les patrons des grands groupes d'armement.

Cette lettre intervient alors que le Livre blanc de la défense est entré dans sa dernière ligne droite (lire « Les Echos » du 5 mars). L'Elysée entend faire en sorte que la loi de programmation militaire soit votée d'ici à l'été. Dans ce cadre, la défense pourrait faire office de « variable d'ajustement » et être davantage mise à contribution que d'autres ministères. Une hypothèse qui inquiète fortement les groupes d'armement. Pour ces derniers, ces industries « ne sauraient résister à certains des scénarios budgétaires actuellement à l'étude, notamment pour la préparation de la prochaine loi de programmation militaire ».

Rappelant l'impact positif des industries de défense sur notre balance commerciale, les dirigeants du secteur s'alarment des conséquences sur l'emploi, le maintien des compétences et le tissu de sous-traitants des mesures envisagées. Et ils ne veulent pas être exclus d'un débat qui engage aussi vivement leur avenir.

Hausse de 29% du chiffre d'affaires de la division “défense” de Dassault Aviation

Zone Militaire, 14 mars 2013 – 16:31



Selon ses résultats financiers publiés ce 14 mars, le constructeur aéronautique Dassault Aviation va bien. Son bénéfice opérationnel consolidé s'est élevé à 510 millions d'euros en 2012 contre 377 millions l'année précédente. Soit une hausse de 45%.

Ces bons chiffres sont en grande partie dus à la division Falcon, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 16% pour s'établir à 2,8 milliards d'euros, avec des prises de commandes également en hausse (58 reçues en 2012 contre

36 un an plus tôt). En outre, pour 2013, Dassault Aviation prévoit de livrer 70 avions Falcon.

Au total, l'aviation d'affaires pèse 71% du chiffre d'affaires consolidé de l'avionneur, lequel a atteint les 3,941 milliards d'euros en 2012, soit une augmentation de 19%. Il est en outre réalisé à 75% à l'exportation.

Quant à la division défense, le chiffre d'affaire affiche aussi une nette hausse de 29% par rapport au précédent exercice, notamment grâce à “l'augmentation de l'activité de développement Rafale.” Le constructeur rappelle, dans son communiqué, qu'il a livré, l'an passé, 11 exemplaires de son avion de combat aux forces françaises. Il est prévu que ces dernières en reçoivent un nombre identique en 2013.

En revanche, avec un montant de 793 millions d'euros, les prises de commandes pour cette activité sont en repli de 15% par rapport à 2011, année où elles avaient atteint les 931 millions d'euros grâce au contrat de modernisation des Mirage 2000 indiens.

Cela étant, Eric Trappier, le Pdg de Dassault Aviation, a souligné que, dans le domaine militaire, l'année 2012, avait bien commencé par "la sélection du RAFALE en Inde." Et d'ajouter que "la décision des autorités indiennes prise en fonction de critères technico-opérationnels et financiers, confirme la supériorité de notre avion."

A cela, poursuit-il, "s'est ajouté le succès technique du nEURON. Nous avons marqué l'histoire de l'aéronautique en faisant voler le premier avion furtif européen. Avec le nEURON, nous démontrons à la fois nos compétences métiers et notre savoir-faire en maîtrise d'œuvre multinationale."

Toujours dans ce domaine, Dassault Aviation rappelle également qu'il a été sollicité par le Direction générale de l'armement (DGA) et son pendant britannique pour mener en collaboration avec BAE Systems une étude préparatoire au lancement d'un démonstrateur de drones de combat (Future Combat Air System).

Dassault aviation prévoit de livrer 70 Falcon et 11 Rafale en 2013

OPEXNEWS, JEUDI 14 MARS 2013

Le groupe **Dassault Aviation** dirigé par **Eric Trappier**, a présenté hier, mercredi 13 mars, ses résultats 2012.[link](#)



Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 3,9 milliards d'euros avec un résultat net à 524 millions d'euros et une marge nette à 13,3%. Le chiffre d'affaires Falcon augmente de 16% par rapport à 2011 et s'établit à 2,7 milliards d'euros. Il représente 71% du chiffre d'affaires consolidé. 66 Falcon ont été livrés en 2012 contre 63 en 2011. Par ailleurs 58 Falcon neufs ont été commandés en 2012 contre 36 en 2011. Concernant le Rafale, le chiffre d'affaires Défense est en hausse de 29%. 11 Rafale ont

été livrés en 2012 à l'Etat français . Pour l'année 2013, **le groupe qui assemble ses avions civils et militaires sur le site de Mérignac près de Bordeaux** (1.300 salariés), espère **une reprise du marché de l'aviation d'affaires notamment aux USA** et prévoit de livrer 70 Falcon. **Dassault Aviation attend également la décision finale de l'Etat indien qui pourrait commander 126 Rafale.**

Défense : DCI vise à nouveau une croissance ambitieuse

Les Echos, Par [Alain Ruello](#) | 12/03 | 07:00

La formation au matériel français reste au cœur de l'activité de la société.



Avec 20 millions d'euros par an, la formation des pilotes d'hélicoptères à l'étranger représente le plus gros contrat de DCI. - Photo Fred Dufour/AFP

Loin d'[EADS](#), Thales et autres grands industriels de l'armement, DCI continue de tracer sa route. La société, dont la spécialité historique repose sur la formation des militaires de pays qui ont acheté du matériel français, vient de clore son

plan stratégique 2008-2012. « Tous les objectifs ont été respectés », assure aux « Echos » son PDG, Jean-Louis Rotrubin. Place désormais au nouveau plan, tout aussi ambitieux.

En 2017, DCI se fixe d'atteindre 270 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 205 millions attendus cette année, et 189 millions réalisés en 2012. Si tout va comme prévu, la rentabilité opérationnelle tutoiera les 12 %, soit deux points de plus qu'actuellement. A cet horizon, les effectifs seront de 1.000 salariés, contre environ 700 aujourd'hui.

La société revient pourtant de loin. En 2006, DCI voyait s'approcher avec appréhension la fin des retombées du contrat Sawari II de frégates vendues à l'Arabie saoudite. Le carnet de commandes couvrait à peine une année de chiffre d'affaires et l'avenir, faute de nouveaux grands contrats d'armements signés par la France, s'annonçait très tendu. En clair, la dépendance de la société aux seules prestations de formation n'était plus tenable.

Bureaux à l'étranger

Au prix d'un gros effort - les effectifs ont fondu de moitié entre 2004 et 2010 - la société a d'abord ouvert de nombreux bureaux à l'étranger, aux Emirats arabes unis, au Qatar, au Koweït et en Malaisie. Singapour a suivi plus récemment. La palette de prestations a été élargie, en matière de maintenance de matériel ou de formation académique notamment. En France, l'accent a été mis sur l'externalisation avec un gros coup : la formation des pilotes d'hélicoptères. Avec 20 millions par an, c'est le plus gros contrat de DCI.

Résultat, le carnet de commandes a atteint 338 millions en fin d'année dernière, un record qui dépasse le pic de Sawari II. Soit deux ans et demi de revenus. Jean-Louis Rotrubin estime que DCI peut continuer à se développer sans trop dépendre des gros contrats export. A telle enseigne que moins des 10 % des 270 millions de revenus visés en 2017 seront liés aux trois grosses ventes d'armes de la France de ces dernières années (le sous-marins Scorpène, à l'Inde, à la Malaisie et au Brésil). « Aujourd'hui, 80 % du carnet de commandes reposent sur 25 contrats. A l'époque de Sawari II, un seul contrat représentait 80 % du carnet de commandes », souligne le PDG de DCI, pour mieux résumer la transformation réalisée.

Pierre Bénard reprend TDA



Fabricant historique de roquettes et de composants de missiles, **TDA** change de patron. C'est **Pierre Bénard**, 42 ans, qui devient président de cette filiale de **Thales**, en remplacement de **Guy Lefevre**, promu à la tête de **Thales**

Avionics Electrical Systems.

X-Mines, ancien ICA à la DCN à Paris puis Brest (1997-2001), il a ensuite rejoint **SNPE**, puis sa filiale **Pyoralliance** avant de rallier Thales, en 2006, dans le business des radars civils.

Publié par mamouth leader à [3/13/2013 07:53:00 PM](#)

Un ancien INE aux commandes le 1er mai

C'est un français de 45 ans, issu de la DGA et des programmes d'hélicoptères militaires qui va reprendre la direction

de l'hélicoptériste filiale d'EADS. **Guillaume Faury** arrive en fonctions alors que sur les marchés militaires, les perspectives de réductions de commandes se multiplient, en Europe occidentale, notamment en Allemagne, en Espagne, et demain, sans doute en France.

X, Sup'Aéro puis qualifié ingénieur navigant d'essais (INE), Guillaume Faury a suivi les débuts de l'hélicoptère Tigre au CEV d'Istres, puis celle du duo EC225/725 comme ingénieur en chef de programme, après avoir intégré l'hélicoptériste en 1998. Après les programmes, il avait plus planché sur la préparation du futur, avant de rallier Peugeot, en 2009.

Publié par mamouth leader à [3/12/2013 11:45:00 PM](#)

10 – Le Monde : Modernisations & Equipements

Ne faut-il pas un FMS européen ?

Nicolas Gros-Verheyde / Défense UE (droit doctrine politique) / mar 13, 2013



Les entreprises américaines bénéficient du programme "Foreign Military Sales" du Pentagone, ici le drone RQ 4 – Global Hawk vendu récemment à la Corée du Sud (crédit : Northrop)

(BRUXELLES2) Les pays européens n'osent pas vraiment encore prendre le taureau par les

cornes. Mais il le faudra bien un jour. La réduction des budgets de défense – et donc d'acquisitions – n'est pas d'ordre momentané mais semble bien s'inscrire dans le temps par quasiment tous les pays européens : ceux du Sud frappés de plein fouet par la crise (Grèce, Espagne, Italie), ceux de l'Est (Roumanie, Bulgarie... mais aussi Pologne à terme) mais aussi, dans une moindre mesure, ceux de l'Ouest et du Nord : le Royaume-Uni qui a entamé une 'review' importante et pourrait l'accentuer encore et la France qui devrait encore diminuer son budget.

Les projets actuels ne suffisent plus

La nécessité de préserver une certaine capacité à la fois des armées européennes et de l'industrie de défense n'est pas encore totalement prise en compte. Mais les débats lors de la dernière réunion informelle des ministres de la Défense (à Dublin) l'ont montré : il y a une prise de conscience de plus en plus accrue d'une nécessité d'action. L'année "Défense" devrait être le

démarrage d'une réflexion plus commune, que jusqu'à présent. Si les projets capacitaires et réglementaires actuellement sur la table sont intéressants ; ils ne suffisent plus face à l'ampleur de la crise.

L'exemple du Foreign Military Sales made in US

A l'image des Américains, les Européens ne devraient-ils pas se doter d'un "Foreign Military Sales" qui permettrait non seulement d'écouler les surplus existants dans certaines armées vers d'autres mais aussi de proposer un "paquet" complet à ceux qui veulent s'équiper ? Car l'avantage du FMS américain est avant tout d'être un guichet unique et d'offrir un ensemble finalisé : du matériel à la maintenance, en passant par le financement, l'autorisation d'export, la formation, etc... L'acheteur ne passe pas par l'industriel mais par une Agence de coopération de sécurité de défense ([DSCA](#)) qui sert d'intermédiaire, tant pour l'appel d'offres que pour la suite du contrat. Ce qui permet non seulement d'avoir un prix intéressant – car les achats sont groupés – mais aussi d'avoir un service "all inclusive". Cela a l'avantage également pour l'industriel, de trouver de nouveaux marchés et donc de ne plus produire en quantités infinitésimales.

Un effort à faire

Cela signifie d'abandonner certaines prérogatives au plan national, ou plutôt de les regrouper au plan européen. Cela obligerait aussi le niveau européen à avoir une approche plus "politique industrielle" que jusqu'à présent et moins "doigt sur la couture du pantalon" du règlement concurrence. Mais ce "pas" mérite d'être examiné de près. Car les industries européennes font actuellement face à une organisation "déloyale" mais intelligente de leurs "amis" américains qui disposent à la fois de cet instrument performant et de "produits" disponibles en quantité. En janvier 2013, le Pentagone avait déjà engrangé pour l'année fiscale 2012, 69 milliards \$; en quasi doublement par rapport à l'année précédente (34 milliards \$), profitant ainsi de l'expansion des dépenses de défense dans le monde. Et 2/3 des ventes sont effectués via le programme FMS. Le portefeuille de la DSCA est évalué à près de 400 milliards \$ et supervise environ 13.000 dossiers dans 224 pays du monde ! Et l'agence américaine ne fait d'ailleurs pas mystère de son objectif : *"These sales also contribute to American prosperity by improving the U.S. balance of trade position, sustaining highly skilled jobs in the defense industrial"*. Pourquoi pas les Européens ? Un tel programme pourrait être développé d'abord en interne, au niveau européen, mais également vers l'extérieur.

11 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc . . .)

« Les armées lumières »

Exposition de photographies

Du 1^{er} mars au 04 avril 2013, l'artiste-photographe, Alexis Pichot, alias Alex VI, propose au grand public un panel de 21 photos de diverses emprises militaires d'Ile-de-France mises en valeur par la technique de light painting.

Cette pratique artistique consiste à donner vie de manière poétique et inattendue, par des effets lumineux, à des architectures et paysages militaires d'Ile de France.

Douves Nord de l'Hôtel national des Invalides

Les Rendez-vous de l'Histoire : Faire campagne, de l'Antiquité à nos jours

Mise à jour : 13/03/2013 15:17

Mardi 19 mars 2013

La contribution française à la campagne du désert occidental, 1942 - Quand le militaire sert d'abord le politique.

Lieutenant-colonel **Rémy Porte** - CDEF

Amphithéâtre de Bourcet, École militaire, de 18h00 à 19h30

[Inscriptions](#) - [Informations](#)

Rappel : les séances se déroulent un mardi par mois dans l'amphithéâtre de Bourcet de l'École militaire, de 18h00 à 19h30.

Mardi 23 avril 2013

Usage graduel ou brutal de la force ? L'exemple des campagnes aériennes américaines au Vietnam (1965-1972)

Colonel (air) **Jean-Christophe Noël**, chargé des affaires stratégiques au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères et européennes

[Inscriptions](#) - [Informations](#)

Attention : la date suivante est un report d'une conférence initialement programmée le 14 mai

Mardi 28 mai 2013

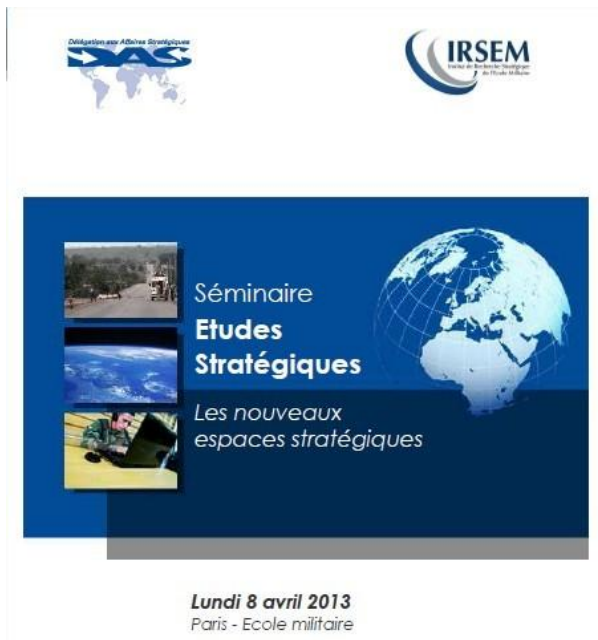
La guerre des Malouines (avril-juin 1982) - coup de main argentin, campagne britannique

Pierre Razoux, directeur du domaine « Sécurités régionales comparées » à l'IRSEM

[Inscriptions](#) - [Informations](#)

Un séminaire sur les "nouveaux espaces stratégiques" à l'initiative de l'IRSEM et de la DA

Ligne de Défense, 14.03.2013



La question des nouveaux espaces stratégiques est le fil conducteur du séminaire du 8 avril, organisé par l'IRSEM et la DAS. Nouveaux espaces au sens régional d'abord : l'Afrique, avec l'évolution rapide de son contexte de sécurité comme de ses structures étatiques, réclame une nouvelle approche. Nouveaux espaces au sens physique ensuite : le spatial s'impose bel et bien comme nouveau théâtre d'action, investi par ailleurs par de nouveaux acteurs, en l'occurrence les puissances émergentes. Nouveaux espaces immatériels et symboliques enfin, avec la double révolution des réseaux sociaux et des technologies (comme la robotique).

Le programme:

14h - Ouverture général Eric Bonnemaïson, directeur adjoint de la Délégation aux affaires stratégiques, et Frédéric Charillon, directeur de

l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire

14h15 - Les enjeux sécuritaires en Afrique Enjeux sécuritaires et maritimes du golfe de Guinée à 10 ans Francis Faye, FMES (chef de projet) Jean-Marc Balencie, FMES / Bernard Dujardin, FMES

Les deux Soudan à l'épreuve de l'indépendance Agnès de Geoffroy, Antenne du CEDEJ à Khartoum, ministère des Affaires étrangères

Questions/réponses

15h15 - La politique spatiale des émergents Analyse comparée de la stratégie spatiale des pays émergents : Brésil, Inde, Chine Isabelle Sourbès-Verger, CNRS - Centre Alexandre Koyré Florence Gaillard-Sborowski, FRS Emmanuel Puig, Asia Centre - CNRS Questions/réponses

16h00 - Pause

16h15 - Les enjeux sociologiques de défense:

Nature et conséquences pour les forces armées des réseaux sociaux Marguerite de Durand, Spintank Nicolas Vanbremeersch, Spintank

Relation Homme Robot : prise en compte des nouveaux facteurs sociologiques Frédéric Coste, FRS, Amiral Martinez, Secuymind

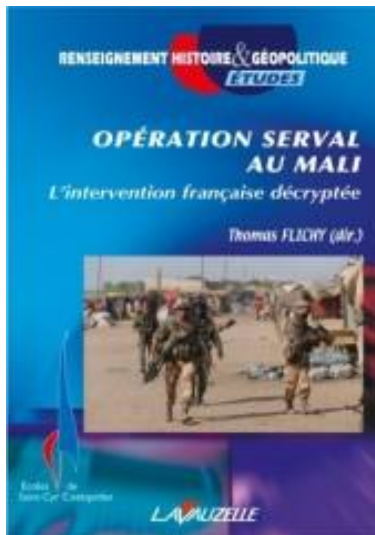
Questions/réponses

Inscription (obligatoire) à l'adresse suivante :

<http://www.defense.gouv.fr/das/la-delegation/evenements/s...>

12 – Livres & Publications

Opération Serval: un premier essai sur "l'intervention militaire française décryptée"



Voici un premier essai sur l'opération *Serval* déclenchée le 11 janvier 2013. Il est publié aux éditions Lavauzelle sous le titre "*Opération Serval au Mali. L'intervention française décryptée*" (124 pages, 14,80€). A dire vrai, ce sont les éléments de contexte qui sont présentés et la stratégie régionale française qui est rappelée, l'étude ayant été rédigée pendant les 4 premières semaines de l'opération *Serval*.

En attendant les autres essais et récits qui ne manqueront pas d'être publiés d'ici à l'été et décrypteront la décision d'intervenir, les préparatifs en amont de cette décision et ceux qui l'ont suivie, cette étude, quelque peu prématurée, constitue toutefois un bon socle à tout effort de compréhension raisonnée de cette intervention solitaire et salutaire.

En voici l'argumentaire. Cette opération militaire franco-africaine n'a pas manqué de susciter la surprise: tirant parti de la recomposition des équilibres géopolitiques en Afrique de l'Ouest, la diplomatie française s'est appuyée tout à la fois sur le soutien des Etats africains, les réticences américaines à intervenir directement, et l'appui chinois afin de protéger ses otages menacés à Bamako.

Dans un contexte marqué par le vieillissement de certains matériels et la dangereuse réduction de ses forces prépositionnées, l'armée française s'est révélée un outil d'une exceptionnelle réactivité. Avec les opérations militaires, la France a brusquement repris conscience des enjeux stratégiques de cette région. La politique africaine de la France connaîtrait-elle pour autant une inflexion ? Il est difficile de le dire. Zone de transition singulière, le Sahel s'apparente à une mer où les Français ont appris à naviguer depuis près de cent cinquante ans.

La France y retrouve aujourd'hui une influence stabilisatrice à la demande de la communauté internationale, renouant ainsi avec sa vocation de puissance pacifique. Mais les écueils y restent nombreux et ne pourront être surmontés qu'avec une redécouverte des cultures qui en font la singularité.

Cet essai a été rédigé sous la direction de Thomas Flichy par le groupe SYNOPSIS, du Centre de Recherches des Ecoles de Coëtquidan. Les rédacteurs en sont Stéphane Baudens, Olivier Chantriaux, Amaury Colcombet, Jean-Baptiste Cousin, Thomas Flichy, Arnaud Griffon du Bellay, Pierre-Louis Lavie de Rande, Gregor Mathias, Jean-Eudes Mialhes, Jérôme Pâris, Antoine-Louis de Prémonville, Francis Simonis, Stéphane Taillat, et Anne-Sophie Traversac.

De Kolwezi à Tagab: une vie de légionnaire parachutiste



Ligne de Défense, 09.03.2013

Les éditions Nimrod marquent à leur façon les 150 ans de la Légion étrangère: elles publient deux ouvrages consacrés à des légionnaires.

Le premier vient de sortir. Il s'intitule *Une vie de légionnaire* et il a été écrit par l'adjudant-chef Jean-Claude Saulnier, en collaboration avec Pierre Dufour, historien militaire et ancien de la revue *Képi blanc*. Son prix: 21€. C'est un témoignage, doublé

d'une mise en perspective: l'un parle en légionnaire, l'autre décrypte, explique l'univers légionnaire.

Le second est annoncé pour la mi-avril; il s'agit d'un "beau livre" de photos dont le titre est un sobre "*Légionnaires. Portraits*".

L'adjudant-chef Saulnier a passé 34 ans à la Légion dont 31 au 2e REP. Son histoire court sur 394 pages, avec des étapes comme Kolwezi, l'ex-Yougoslavie, la Côte d'Ivoire et l'Afghanistan. Avant ça? L'apprentissage, un service militaire dans les années 1975, du travail en fonderie et puis, le 15 octobre 1977, l'entrée dans le bureau de recrutement de la Légion à Poitiers. La Légion, Jean-Claude Saulnier ne la quittera que le 18 octobre 2011! Il y changera de nom, deviendra Jules Soral, matricule 158460, arrivera au REP le 15 mars 1978 et sautera sur Kolwezi. Le reste de cet itinéraire? C'est à découvrir dans cet excellent récit à double détente qui mérite quelques heures de lecture et rappelle des épisodes parfois oubliés des opérations du 2e REP.

Le déclin de l'armée française

L'armée française est en danger. Avec l'avènement d'une armée de soldats professionnels, le lien tissé par la conscription entre le soldat et le citoyen s'est délité. De l'Afghanistan à la Libye en passant par la Côte d'Ivoire, le soldat est ignoré, les blessés oubliés. L'armée, isolée en son code d'honneur et sa discipline, a le blues. Elle subit également de plein fouet les effets des économies de budget.



Paradoxalement, les citoyens très attachés à la garantie de leur sécurité, se satisfont des rituels bien huilés des commémorations, du 14 juillet au 11 novembre. Les Français restent sensibles à la mise en scène de la puissance nationale.

Mais s'en tenir aux parades militaires, c'est s'aveugler. C'est ignorer que la conduite de la guerre se privatise : voici venue l'époque des mercenaires et des sociétés militaires privées.

Faut-il renoncer ainsi à l'engagement citoyen en faveur de la défense des valeurs démocratiques ? Une prise de conscience de la réalité des menaces du temps présent est nécessaire. Le déclin de l'armée française est-il vraiment inéluctable ?

. Sur le site de François Bourin éditeur, [lire le premier chapitre du livre de Catherine Durandin, Le déclin de l'armée française.](#)

Catherine Durandin, Le déclin de l'armée française, Paris, François Bourin Editeur, 2013, 266 p.

Géopolitique de la France, entre déclin et renaissance

Si la géopolitique française paraît évidente, elle est surtout méconnue. L'ouvrage d'Olivier Kempf comble cette lacune et présente une synthèse actuelle de ce qu'est la France.

Par Jean-Baptiste Noé.

GÉOPOLITIQUE DE LA FRANCE

Entre déclin et renaissance

Olivier Kempf



Editions TECHNIP

La géopolitique de la France semble si évidente qu'il apparaît inutile d'en traiter. C'est d'ailleurs ce que remarque l'auteur du livre lui-même, Olivier Kempf, docteur en sciences politiques et maître de conférences à Science-Po. Et pourtant, il publie un tel livre. C'est que si elle paraît évidente, la géopolitique française est surtout méconnue. Cela est dû à un interdit qui a chassé cette science de l'université après 1945, et qui a beaucoup de mal à la faire revenir aujourd'hui, même si elle est de nouveau enseignée, mais jamais dans une faculté propre.

D'aucuns considèrent la géopolitique comme un avatar des relations internationales ou de la diplomatie, et cantonnent souvent cette discipline à cet unique aspect. Ce n'est pas le cas de ce livre qui ne consacre que deux parties sur quatre aux rapports de la France avec

l'extérieur et aux opérations étrangères. La géopolitique, c'est aussi comprendre l'organisation du territoire français et la composition de sa population, comprendre comment fonctionnent les aménagements successifs et selon quels vecteurs. On lira ainsi avec profit les chapitres consacrés aux structures françaises, qui décrivent le maillage territorial et la structuration démographique, des domaines que l'on classe généralement dans la discipline stricte de la géographie. Ces aspects pourront peut-être paraître aller au-delà du cadre épistémologique de la géopolitique, sauf si l'on suit la définition qu'en donne l'auteur :

C'est cette complexité du monde que la géopolitique veut d'abord expliquer, ou du moins aider à comprendre. Au fond, la géopolitique est la discipline qui permet d'utiliser de multiples facteurs d'explication, en variant les échelles, en adoptant les points de vue de tous les acteurs, afin de donner une analyse la plus juste possible d'un monde opaque, malgré son unification. (p. 274)

Le livre aborde donc les notions liées à l'histoire, à la géographie, à l'économie ou encore à la démographie. Il présente ainsi une synthèse actuelle de ce qu'est la France, dans ses domaines tant intérieurs qu'extérieurs. Le sous-titre évoque un pays entre déclin et renaissance, et ce thème du déclin est souvent abordé dans la façon dont il façonne la pensée collective des Français. L'auteur démontre, notamment dans le chapitre consacré à l'économie, que la France reste une grande puissance, tant par son poids économique que par l'influence de ses entreprises, dans des domaines aussi importants que l'aéronautique, le luxe, la chimie, et l'ensemble de ce qui a trait à la culture. Le déclin est donc relatif, car il est essentiellement dû à la montée des autres pays, qui rend la France moins prédominante, sans qu'elle ait pour autant perdu des positions. Le déclin est aussi un nécessaire aiguillon d'un pays qui ne rêve que de grandeur, et qui ne veut pas jouer les puissances moyennes. Se lamenter sur le décrochage de la France est une façon de l'empêcher, et de viser toujours plus haut. Ainsi, si la France peut avoir l'impression d'avoir perdu son poids militaire, elle a néanmoins multiplié les opérations extérieures depuis 1991, avec des interventions sur l'ensemble des continents, alors même qu'entre 1962 et 1991 l'armée n'était que très peu sortie du territoire national.

Si le livre ne se limite donc pas aux relations internationales, il n'en demeure pas moins que la géopolitique ne saurait se concevoir sans des cartes. À cet égard, le travail d'édition est remarquable : huit cartes en couleurs, de nombreuses cartes et croquis insérés dans le corps du texte, il y a là un beau travail à remarquer, car les éditeurs sont généralement assez avares de cartes pour ce genre de livre, ce qui nuit souvent à la bonne compréhension. Les cartes sont actualisées, claires et simples, et peuvent être très profitables aux étudiants qui travaillent la question, notamment pour les concours, dont ce livre devient une référence indispensable.

- Olivier Kempf, [Géopolitique de la France, entre déclin et renaissance](#), Technip, 2012, 220 pages.

"Management : l'armée, un modèle à suivre ?" de Patrice Huiban et Hughes Marchat

Ligne de Défense, 12.03.2013

Patrice Huiban, lieutenant-colonel de l'armée de Terre en poste à Rennes, et Hughes Marchat, consultant et fondateur du cabinet de conseil Alliance, sont les coauteurs de "*Management : l'armée, un modèle à suivre ?*", un ouvrage un peu iconoclaste à l'heure où beaucoup exhortent les armées à adopter les codes du management civil.



Ainsi que l'explique Patrice Huiban, "l'idée générale est la suivante : porter un regard sur les pratiques managériales des forces armées, regard croisé avec celui d'un chef d'entreprise dans le monde du conseil depuis 20 ans (Hughes Marchat). En effet, la Défense a développé son efficacité en tirant le meilleur des pratiques du secteur civil, privé en particulier (contrôle de gestion, pilotage, qualité, normes ISO...). En contrepartie, les armées peuvent faire part de leurs "bonnes pratiques" dans le domaine de la gestion du capital humain, et ce dans le cadre d'un décloisonnement des réflexions public-privé en vue de promouvoir une sorte de benchmarking d'intérêt général...".

Une interview de Patrice Huban parue sur le site *Ouest-France entreprises* est à lire [ici](#).

Management, l'armée un modèle à suivre ? de Patrice Huiban et Hughes Marchat, chez [Studyrama Éditions](#). 192 pages, 25,50€.

Sun Tzu en France-un livre de Yann Couderc

La Voie de l'Épée, Publié par [Michel Goya](#), samedi 9 mars 2013



L'art de la guerre est reconnu comme étant un des classiques de la stratégie. Pourtant, son œuvre est beaucoup moins étudiée que celle de Mao ou de Guibert, sans parler de celle de Clausewitz.

Yann Couderc est un des premiers à se livrer à une analyse minutieuse du traité de Sun Tzu. Officier d'active, breveté de l'École de Guerre, il s'est pris d'intérêt pour ce monument chinois et en réalise aujourd'hui une étude rigoureuse. Déjà animateur du blog Sun Tzu France (<http://suntzuffrance.fr>) exclusivement consacré aux recherches et réflexions sur cette œuvre, auteur de nombreux articles sur le sujet, il nous livre aujourd'hui son premier ouvrage : Sun Tzu en France.

Sun Tzu en France propose une étude inédite sur L'art de la guerre de Sun Tzu. L'ouvrage retrace l'histoire de la réception du célèbre traité en France et analyse les différentes traductions qui sont aujourd'hui proposées au public francophone. Yann Couderc répond à une multitude de questions sur Sun Tzu : Quand l'a-t-on découvert en France ? Quel accueil lui a-t-on alors réservé ? Combien de traductions françaises existe-t-il aujourd'hui ? Pourquoi sont-elles si différentes ? Napoléon s'est-il inspiré de Sun Tzu ?...

La première partie de l'étude, intitulée « Réception de Sun Tzu en France », montre que l'apparition de L'art de la guerre en France remonte à 1772, grâce à la traduction d'un jésuite basé en Chine, le père Amiot. Mais cette première introduction de Sun Tzu sombra immédiatement dans l'oubli, notamment à cause de sa concomitance de parution avec l'Essai général de tactique du comte de Guibert. Si quelques petits soubresauts se manifestèrent ensuite, L'art de la guerre ne sortit jamais réellement de sa léthargie durant les deux siècles qui suivirent. Le véritable élément déclencheur fut l'arrivée en France, exactement 200 ans plus tard, de la traduction du général américain Samuel Griffith. Probablement parce qu'apparaissant à un moment propice de recherche stratégique, cette édition connut un indéniable succès auprès des militaires. Elle resta toutefois relativement cantonnée à ce milieu, jusqu'à ce que Valérie Niquet apporte en 1988 aux éditions Economica sa propre traduction directement du chinois au français. Dès lors, le nom de Sun Tzu se banalisa auprès du grand public, d'autant plus que le monde de l'entreprise et du commerce s'empara du stratège chinois. La popularisation se manifesta de façon flagrante à partir des années 2000, où chaque année vit paraître une à deux nouvelles traductions en moyenne.

La deuxième partie du mémoire, intitulée « Sun Tzu en français », met en lumière toute l'élasticité que peut revêtir une version française de L'art de la guerre. L'auteur montre que traduire Sun Tzu s'avère en effet bien plus compliqué que traduire Clausewitz ou Mao Zedong (prise en compte de textes originaux différents, erreurs de traductions, pertes dues à des traductions successives, choix devant être réalisés face à la polysémie des caractères anciens, etc.). L'étude montre bien que le lecteur français se trouve aujourd'hui devant une palette de textes dont les différences sont par endroits réellement fondamentales. Au final, la simple étude comparative des éditions françaises met en lumière combien le traité de Sun Tzu est définitivement plus long et complexe à lire que les quelques dizaines de pages qui le composent le laisseraient penser de prime abord.

Paru aux éditions Nuvis, ce livre de 224 pages est agrémenté de très nombreuses illustrations couleur. La démarche, autant historique que philologique, aboutit à nous faire mieux appréhender ce classique de la stratégie qu'est L'art de la guerre. Le public visé est le lecteur francophone non-sinologue. L'étude vient d'ailleurs d'être récompensée du Prix scientifique de l'IHEDN. L'ouvrage a même retenu l'attention de Jean-Pierre Raffarin (l'ancien Premier ministre est un grand connaisseur de la Chine), qui en a assuré la préface.